

0.1

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20230626-318356-BF-1-1

Date de réception en préfecture le 30 juin 2023

Publié le 30 juin 2023

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 26 JUIN 2023  
SEANCE DU 26 JUIN 2023**

**Suite à la convocation en date du 9 juin 2023**

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental**

Nombre de membres en exercices : 82

Étaient présents: Salim ACHIBA, Barbara BAILLEUL, Grégory BARTHOLOMEUS, Bernard BAUDOUX, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, Josyane BRIDOUX, François-Xavier CADART, Benjamin CAILLIERET, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Marie CIETERS, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Christine DECODTS, Laurent DEGALLAIX, Sylvie DELRUE, Agnès DENYS, Claudine DEROEUX, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY, Jean-Luc DETAVERNIER, Carole DEVOS, Stéphane DIEUSAERT, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Marie-Laurence FAUCHILLE, Julien GOKEL, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Michel LEFEBVRE, Valérie LETARD, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, Laurent PERIN, Max-André PICK, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Eric RENAUD, Bertrand RINGOT, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Céline SCAVENNEC, Frédérique SEELS, Nicolas SIEGLER, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Aude VAN CAUWENBERGE, Anne VANPEENE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON.

Absent(e)(s) représenté(e)(s): Martine ARLABOSSE donne pouvoir à Paul CHRISTOPHE, Frédéric DELANNOY donne pouvoir à Josyane BRIDOUX, Mickaël HIRAUX donne pouvoir à Patrick VALOIS, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Marie TONNERRE-DESMET, Sébastien LEPRETRE donne pouvoir à Elisabeth MASSE, Michel PLOUY donne pouvoir à Sylvie DELRUE, Marie SANDRA donne pouvoir à Anne VANPEENE, Sébastien SEGUIN donne pouvoir à Aude VAN CAUWENBERGE, Karima ZOUGGAGH donne pouvoir à Max-André PICK.

Absent(e)(s): Soraya FAHEM, Isabelle FERNANDEZ, Nicolas LEBLANC, Jean-Noël VERFAILLIE.

**OBJET** : Compte administratif 2022 - budget principal

Vu le rapport DFCG/2023/209

Vu l'avis en date du 19 juin 2023 de la Commission Finances, ressources humaines, administration générale, contrôle de gestion, qualité du service public

Vu l'amendement ci-annexé,

## DECIDE à la majorité:

- de rejeter l'amendement proposé par le Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s.
- d'adopter, conformément à l'article L. 3312-5 du CGCT, le compte administratif du Département pour l'exercice 2022 tel qu'il est présenté dans le rapport (annexe 1) et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 2) et les annexes à la présente délibération (annexe 3, annexe 4, annexe 5).

Le compte administratif 2022 a été arrêté, en mouvements réels (hors résultats antérieurs reportés), à 3 479 117 531,83 € en dépenses et à 3 635 334 493,77 € en recettes, dégageant un excédent annuel de 156 216 961,94 € et un excédent net global de clôture de 239 998 753,13 € qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	148 692 194,52 €
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	173 635 299,21 €
<b>Résultat cumulé de fonctionnement</b>	<b>322 327 493,73 €</b>
Résultat d'investissement de l'exercice	7 524 767,42 €
Résultat d'investissement des exercices antérieurs	-89 853 508,02 €
<b>Résultat cumulé d'investissement</b>	<b>-82 328 740,60 €</b>
Résultat net final	239 998 753,13 €

- d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal 322 327 493,73 € au budget supplémentaire 2023 :
  - à la couverture du déficit d'investissement pour 82 328 740,60 € ;
  - à la section de fonctionnement pour le solde, soit 239 998 753,13 €.
- d'admettre en non-valeur les titres tels que présentés en annexe 5 pour un montant de 2 278 871,42 €.

---

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 11 h 17.

69 Conseillers départementaux étaient présents en séance. Ils étaient porteurs de 9 pouvoirs.

Monsieur BAUDOUX, présent à l'appel de l'affaire, avait quitté momentanément la salle préalablement au vote.

En application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.3312-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Monsieur POIRET, Président du Conseil départemental du Nord, a assisté au débat, mais a quitté la salle préalablement au vote sur le Compte Administratif 2022 en cédant la Présidence à Madame BECUE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente.

Vote intervenu à 12 h 50.

Au moment du vote, 67 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 9

Absents sans procuration : 5

N'a pas pris part au vote : 1 (Le Président du Conseil départemental du Nord en application de l'article L.3312-5 du CGCT)

Ont pris part au vote : 76 (y compris les votants par procuration)

**Résultat du vote :****I – Concernant l’amendement proposé par le Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s :**

Abstentions :	21 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen – Groupe Communiste et Républicain : Pour l’Humain d’Abord ! – Madame DEROEUX et Monsieur RENAUD, non-inscrits)
Total des suffrages exprimés :	55
Majorité des suffrages exprimés :	28
Pour :	6 (Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s)
Contre :	49 (Groupe Union Pour le Nord – Madame BAILLEUL et Madame DECODTS, non-inscrites)

**L’amendement est rejeté à la majorité****II – Concernant le vote du Compte administratif 2022 – Budget principal :**

Abstention :	0
Total des suffrages exprimés :	76
Majorité des suffrages exprimés :	39
Pour :	51 (Groupe Union Pour le Nord – Madame BAILLEUL, Madame DEROEUX, Madame DECODTS, ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrites)
Contre :	25 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen – Groupe Communiste et Républicain : Pour l’Humain d’Abord ! – Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s)

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
La Directrice des Affaires Juridiques et de l'Achat  
Public,

Claude LEMOINE

# **Annexe n°1**

Rapport de présentation

Département du Nord

# Compte administratif 2022

26/06/2023

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>I. DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PORTEES PAR LA DYNAMIQUE CNJONCTURELLE DE LA TVA ET DES DMTO.....</b>	<b>7</b>
<b>A. Fiscalité directe : des recettes fiscales directes stables.....</b>	<b>9</b>
1. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).....	9
2. L'attribution de compensation de CVAE reçue de la Région Hauts-de-France et le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) .....	9
3. Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) .....	9
4. Les Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER).....	9
5. Rôles supplémentaires.....	9
<b>B. Fiscalité indirecte : des recettes portées par le dynamisme de la TVA.....</b>	<b>10</b>
1. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) .....	10
2. Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) .....	10
3. La Taxe d'Aménagement (TAM).....	11
4. La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE).....	11
5. La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS).....	11
6. La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA).....	12
7. La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) .....	12
<b>C. Dotations et compensations : une baisse des concours de l'Etat au Département hors fonds de soutiens exceptionnels.....</b>	<b>12</b>
1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) .....	12
2. La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) .....	13
3. Les compensations fiscales .....	13
4. Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).....	13
5. Le fonds TVA.....	13
<b>D. Péréquation horizontale : un solde net en diminution compte tenu du mécanisme national de mise en réserve.....</b>	<b>13</b>
1. Le fonds de péréquation de la CVAE .....	14
2. Le Fonds de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FP-DMTO).....	14
<b>E. Les recettes sociales.....</b>	<b>15</b>
1. Les recettes relevant du secteur Enfance, Famille, Jeunesse .....	15
2. Les recettes relevant de l'insertion.....	16
3. Les recettes relevant de l'autonomie.....	16
4. Les recettes de la prévention santé .....	17
<b>F. Les recettes diverses de fonctionnement.....</b>	<b>17</b>

<b>II. UNE HAUSSE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MINOREE PAR LA DIMINUTION DES DEPENSES DE RSA.....</b>	<b>18</b>
<b>A. La solidarité humaine : soutenir les plus fragiles.....</b>	<b>20</b>
1. Le secteur Enfance, Famille, Jeunesse : un soutien accru aux établissements et à l'accueil familial ..	20
2. Les actions d'insertion : une politique volontariste de retour à l'emploi entraînant une diminution conséquente du RSA .....	22
3. Les personnes âgées : une politique toujours marquée par l'augmentation de l'APA et par le soutien aux SAAD .....	24
4. Les personnes en situation de handicap : un net renforcement du soutien aux établissements sociaux et médico-sociaux .....	25
5. Les actions de santé .....	26
6. Des dépenses dédiées aux collégiens en hausse .....	27
<b>B. La maîtrise des dépenses de solidarité territoriale.....</b>	<b>27</b>
<b>C. Le renforcement des moyens humains et matériels au service des politiques publiques.....</b>	<b>28</b>
<b>III. LES EQUILIBRES DEPARTEMENTAUX PERENNISES PERMETTENT D'AUGMENTER L'INVESTISSEMENT .....</b>	<b>30</b>
<b>A. Un recours prépondérant à l'autofinancement.....</b>	<b>30</b>
<b>B. Une augmentation des financements externes.....</b>	<b>31</b>
7. Les dotations et compensations versées par l'Etat.....	32
8. Les autres recettes réelles d'investissement .....	32
<b>C. Un endettement stable et sain.....</b>	<b>34</b>
<b>IV. LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT FORTE .....</b>	<b>36</b>
<b>A. Un investissement principalement dédié à la solidarité territoriale.....</b>	<b>37</b>
<b>B. La stabilité des dépenses dédiées à la solidarité humaine.....</b>	<b>38</b>
<b>C. Les dépenses relatives aux fonctions supports portées par l'amélioration du patrimoine départemental et les moyens informatiques.....</b>	<b>39</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>40</b>

## INTRODUCTION

L'année 2022 a été la première de la nouvelle mandature, nous permettant de décliner notre projet de mandat et notre stratégie financière. Le contexte économique, social et géopolitique inédit que nous avons connu a cependant fortement impacté nos finances, dégradant sensiblement la situation financière, par rapport à l'année 2021, post-Covid, placée sous le signe de la reprise économique et de la vie.

En 2022, la hausse des prix à la consommation s'est élevée à 5,2%, contre 1,6% en 2021. Ce choc inflationniste a pu être en partie amorti par notre politique volontariste de retour à l'emploi des allocataires du RSA, le maintien de la dynamique des DMTO, ainsi que de nos recettes de fonctionnement, elles-mêmes en hausse de 1,6%.

Le budget primitif 2022 s'articulait autour de deux axes : ambition et responsabilité.

Notre responsabilité est celle de tout pouvoir public : être capable de maintenir le cap, en s'adaptant à la situation et en faisant les réformes nécessaires pour assurer un service public efficient. Elle nous a permis de limiter la hausse des dépenses de fonctionnement à 2,9%, et ce malgré l'inflation et la croissance soutenue des frais de personnel, du fait de décisions de l'Etat (Ségur, augmentation de 3,5% du point d'indice...).

Notre ambition est d'être là pour les nordistes, sur l'ensemble des solidarités humaines et territoriales dont nous sommes les garants. Ce fut le cas, tant auprès des familles et des populations les plus fragiles qu'auprès des acteurs locaux, indispensables à l'aménagement et à l'attractivité du territoire.

Malgré le contexte évoqué, notre responsabilité nous a permis de nous donner les moyens de nos ambitions, par exemple avec le plan départemental pour l'Enfance, ou encore à travers notre politique soutenue d'investissement. La situation financière s'est certes dégradée, mais elle reste saine.

Ce compte administratif en est la démonstration.

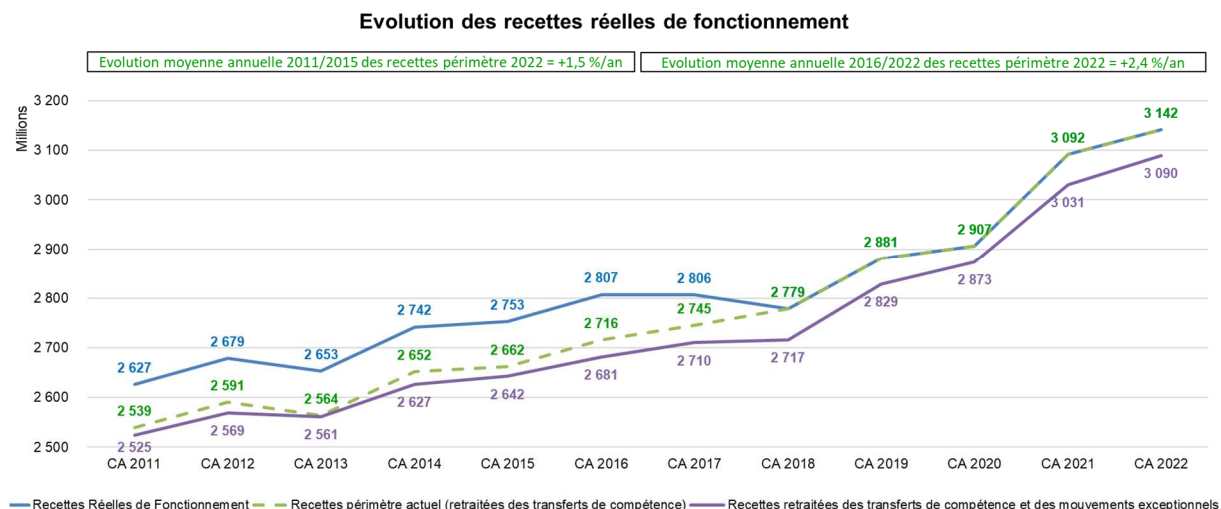


## EQUILIBRE GENERAL

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	3 091,50	3 141,85	+50,35	+1,63%
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	2 747,33	2 825,50	+78,17	+2,85%
Dépenses de gestion	2 730,03	2 807,63	+77,61	+2,84%
Interêts	17,30	17,87	+0,57	+3,29%
<b>Epargne brute</b>	<b>344,17</b>	<b>316,35</b>	<b>-27,82</b>	<b>-8,08%</b>
Remboursement en capital de dette	144,11	122,89	-21,22	-14,73%
<b>Epargne nette</b>	<b>200,07</b>	<b>193,47</b>	<b>-6,60</b>	<b>-3,30%</b>
Dépenses d'équipement	296,95	313,44	+16,49	+5,55%
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	441,06	436,33	-4,73	-1,07%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	196,93	186,34	-10,59	-5,38%
Recettes d'équipement	52,83	63,34	+10,51	+19,89%
Besoin d'emprunt	144,10	123,00	-21,10	-14,64%
<b>Dette au 31/12</b>	<b>1 175,50</b>	<b>1 175,61</b>	<b>+0,11</b>	<b>+0,01%</b>
<b>Capacité de désendettement (en années)</b>	<b>3,42</b>	<b>3,72</b>	<b>+0,30</b>	<b>+8,81%</b>

## I. DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PORTEES PAR LA DYNAMIQUE CONJONCTURELLE DE LA TVA ET DES DMTO

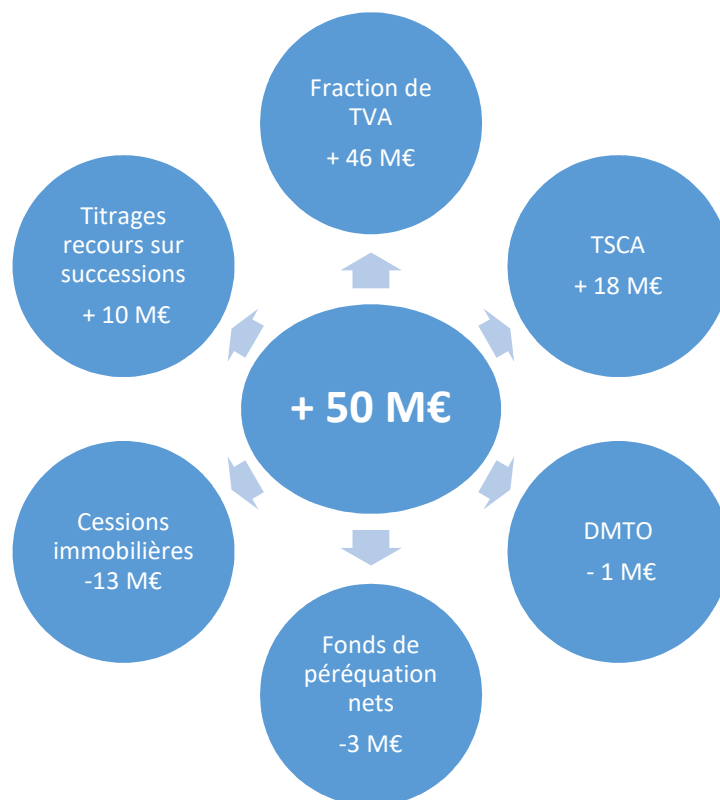
Les recettes de fonctionnement ont évolué de + 1,6%, soit + 50,4 M€ entre 2021 et 2022. La dynamique de leur évolution est toutefois moins marquée que les années antérieures.



La hausse des recettes de fonctionnement est portée essentiellement par la fraction de TVA (+ 46 M€, + 9,6%) ayant remplacé la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ainsi que la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA ; + 18 M€ soit + 5%).

Par ailleurs, l'écart sur les recettes liées aux recours sur successions (+ 10 M€) s'explique par le titrage systématique des créances dues au titre des récupérations de l'aide sociale. Le montant des cessions immobilières revient quant à lui à un niveau plus habituel (- 13 M€) après une année 2021 marquée par la cession du site Transpole (32 M€ et 16 M€ en recette nette).

Enfin, les DMTO se maintiennent à un niveau très haut en 2022 mais restent une recette volatile.



Plus précisément, les différentes catégories de recettes évoluent de la manière suivante :

Millions d'€	CA 2021	% au CA 2021	CA 2022	% au CA 2022	Evolution 2022 / 2021	
					M€	%
<b>Fiscalité directe</b> : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Dispositif de compensation péréquée (DCP), Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER), Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)	344,5	11,1%	345,3	11,0%	+0,7	+0,2%
<b>Fiscalité indirecte</b> : Fraction de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), Droits de mutation à titre onéreux (DMTO), Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TICFE), Taxe d'aménagement (TAM), Taxe additionnelle à la taxe de séjour (TATS)	1 664,8	53,9%	1 732,7	55,2%	+67,9	+4,1%
<b>Dotations et compensations</b> : Dotation globale de fonctionnement (DGF), Dotation générale de décentralisation (DGD), Fonds de stabilisation, Fraction supplémentaire de TVA, Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), Allocations compensatrices ...	664,1	21,5%	634,6	20,2%	-29,5	-4,4%
<b>Péréquation horizontale</b> (CVAE, DMTO)	119,9	3,9%	121,7	3,9%	+1,8	+1,5%
<b>Recettes sociales</b> : Dotations de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), Plan pauvreté, Plan Taquet, Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI), Conférence des financeurs, Indus allocations individuelles de solidarité (AIS)...	232,8	7,5%	258,8	8,2%	+26,0	+11,2%
<b>Autres recettes</b> : Ingénierie financière (dont FSE), Collèges, Infrastructure et réseaux, Développement territorial et cadre de vie, Culture, iNord, Opérations comptables, Moyens généraux, Patrimoine, Cessions immobilières (au CA) et Ressources humaines	65,2	2,1%	48,7	1,6%	-16,5	-25,3%
<b>TOTAL</b>	<b>3 091,5</b>	<b>100%</b>	<b>3 141,9</b>	<b>100%</b>	<b>+50,4</b>	<b>+1,6%</b>

## A. FISCALITE DIRECTE : DES RECETTES FISCALES DIRECTES STABLES

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	154,6	156,3	+1,8	+1,1%
Attribution de compensation de CVAE	71,05	71,05	+0,0	+0,0%
Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)	55,9	55,9	+0,0	+0,0%
Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)	44,6	45,1	+0,5	+1,1%
Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux (IFER)	16,3	16,8	+0,5	+3,1%
Rôles supplémentaires	2,1	0,1	-2,0	-96,0%
<b>Fiscalité directe</b>	<b>344,5</b>	<b>345,3</b>	<b>+0,7</b>	<b>+0,2%</b>

### 1. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Pour 2022, le Département a perçu un montant de 156,3 M€ au titre de la CVAE, en légère augmentation de 1,1% par rapport à 2021 (+ 1,8 M€). La crise sanitaire a finalement eu peu d'impact sur la CVAE 2022.

### 2. L'attribution de compensation de CVAE reçue de la Région Hauts-de-France et le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

L'attribution de compensation de CVAE (71,05 M€) et le FNGIR (55,9 M€) sont des recettes visant à compenser, pour la première, les transferts de compétences de 2017 à la Région et, pour la seconde, la suppression de la taxe professionnelle. L'une comme l'autre sont figées dans le temps.

### 3. Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP)

Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) est relatif au reversement par l'Etat des frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB). Ce mécanisme a été mis en place en 2014 suite aux accords de Maignon de 2013 au titre des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS). La répartition est faite selon des critères de charges péréquateurs comme le reste à charge des AIS, le nombre de bénéficiaires des AIS mais aussi le revenu par habitant. Les frais de gestion de la TFPB se sont élevés à 45,1 M€ en 2022 contre 44,6 M€ en 2021 (+ 1,1%).

### 4. Les Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

Plusieurs équipements de production d'électricité sont soumis à l'imposition (éoliennes, centrales électriques, centrales photovoltaïques, centrales hydrauliques, stations radioélectriques, stockage et transport du gaz). En 2022, 16,8 M€ ont été encaissés contre 16,3 M€ en 2021, soit + 0,5 M€ (+ 3,1%).

### 5. Rôles supplémentaires

Les rôles supplémentaires encaissés en 2022 se sont élevés à 0,1 M€ (contre 2,1 M€ en 2021). Compte tenu de la perte du bénéfice de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la CVAE, les rôles supplémentaires ont vocation à être limités.

## B. FISCALITE INDIRECTE : DES RECETTES PORTEES PAR LE DYNAMISME DE LA TVA

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
Taxe sur la Valeur Ajoutée	479,9	525,9	+46,0	+9,6%
Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)	457,8	456,4	-1,4	-0,3%
Taxe Aménagement	16,5	11,8	-4,7	-28,4%
Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)	22,9	32,1	+9,3	+40,5%
Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)	0,3	0,5	+0,2	+55,4%
Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)	333,9	351,9	+18,0	+5,4%
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)	353,5	354,0	+0,5	+0,2%
<b>Fiscalité Indirecte</b>	<b>1 664,8</b>	<b>1 732,7</b>	<b>+67,9</b>	<b>+4,1%</b>

### 1. La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

La réforme de la Taxe d'Habitation (TH) a eu des conséquences sur les finances départementales. Pour compenser la perte de la TH pour les Communes, de la TFPB leur a été transférée. En remplacement, le Département perçoit de la TVA qui correspond au produit de TFPB 2020 majoré de la moyenne des rôles supplémentaires de TFPB de 2018 à 2020 et des compensations fiscales de TFPB. Ce montant garanti, qui correspond à celui perçu en 2021 (première année de la réforme fiscale), représente un produit de 479,9 M€.

En 2022, le Nord bénéficie de la reprise économique et de l'inflation. La TVA encaissée s'élève à 525,9 M€ pour 479,9 M€ en 2021, soit une augmentation de + 9,6%.

Ce dynamisme conjoncturel ne doit pas occulter les effets de cette réforme conduisant à réduire l'autonomie fiscale des Départements en actant la perte quasi-totale de leur fiscalité à pouvoir de taux.

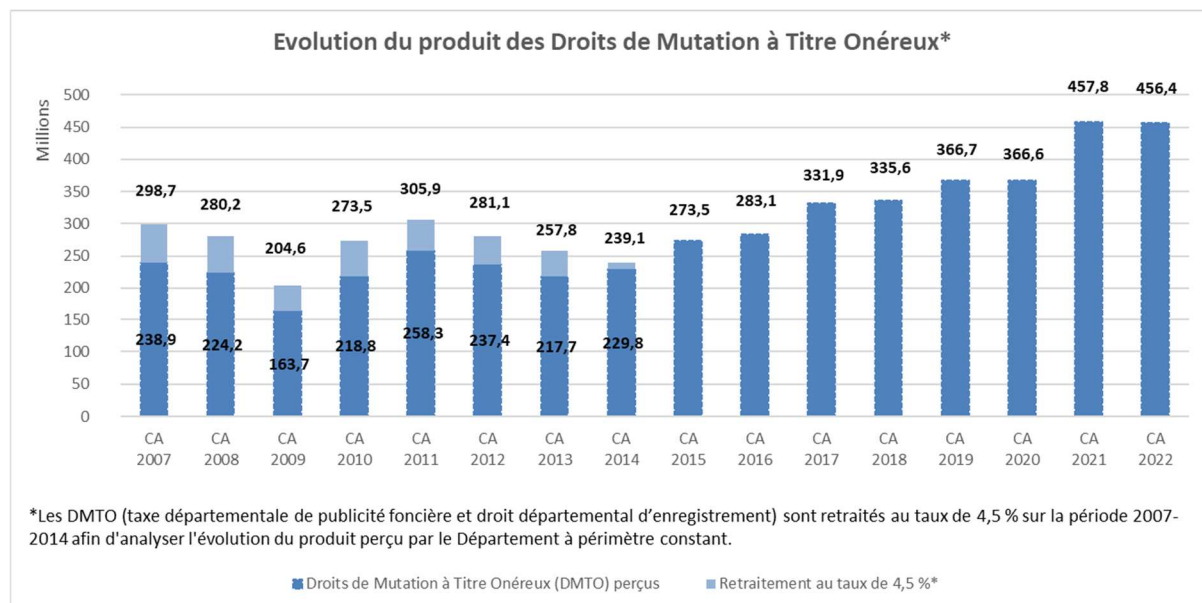
### 2. Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

En 2022, le produit du Département a été stable par rapport à 2021 et reste donc à un niveau particulièrement haut. Les DMTO se sont ainsi élevés à 456,4 M€ en 2022 contre 457,8 M€ en 2021, soit une légère diminution de - 0,3%. Dans un contexte d'inflation et de remontée des taux, le Nord, à l'image d'autres Départements n'a pas eu à gérer en 2022 une baisse brutale des DMTO.

Au niveau national, les DMTO 2022 sont de 16,2 Mds€ contre 16,3 Mds€ en 2021 (- 0,9%). Le tableau suivant rend compte de la volatilité des DMTO pour l'ensemble des Départements entre 2021 et 2022 :

	Baisse > 5 %	Baisse entre 0 et 5 %	Augmentation entre 0 et 5 %	Augmentation > 5 %
Nombre de Départements	18	38	24	20

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du produit de DMTO entre 2007 et 2022 pour le Département du Nord :



### 3. La Taxe d'Aménagement (TAM)

La taxe d'aménagement est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable). Le taux de cette taxe est de 1,45%. En 2022, le produit de la taxe d'aménagement s'élève à 11,8 M€ contre 16,5 M€ en 2021, soit une diminution de 4,7 M€.

L'année 2021 était marquée par une progression des recettes atypique de 47,9% par rapport à 2020, de nombreux projets prévus en 2020 ayant été reportés à 2021 compte tenu de la crise sanitaire.

### 4. La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE)

Depuis le 1er janvier 2016, les taxes locales étaient calculées en appliquant aux tarifs de base un des coefficients multiplicateurs prévu par le législateur. Le coefficient multiplicateur du Département était de 4,25.

La loi de finances pour 2021 a réformé la taxation de la consommation d'électricité. Ce texte supprime progressivement les Taxes Locales sur la Consommation Finale d'Electricité (TLCFE), en les intégrant progressivement à la Taxe Intérieure sur les Consommations Finales d'Electricité (TICFE). En conséquence, cette ancienne taxe a été remplacée par une dotation d'Etat. En 2022, le produit encaissé a été de 32,1 M€ contre 22,9 M€ en 2021 (+ 9,3 M€). Cette augmentation résulte essentiellement des régularisations de factures des fournisseurs d'énergie encaissées en 2022 au titre des années précédentes.

### 5. La Taxe Additionnelle à la Taxe de Séjour (TATS)

Le Département peut décider d'une taxe additionnelle à la taxe de séjour fixée par la Commune ou l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Le Conseil départemental du Nord a décidé la mise en place d'une taxe additionnelle maximale de 10% à la taxe de séjour communale ou intercommunale. Le produit collecté s'élève à 0,5 M€ en 2022 pour 0,3 M€ en 2021, soit un montant en hausse compte-tenu de la reprise de l'activité touristique.

## 6. La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA)

La TSCA est une taxe perçue sur les contrats d'assurances pour compenser les transferts de compétences de 2004. En 2022, la TSCA est en augmentation de + 5,4%. Ainsi, le produit évolue de 333,9 M€ en 2021 à 351,9 M€ en 2022. Le produit est dynamique depuis plusieurs années.

## 7. La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)

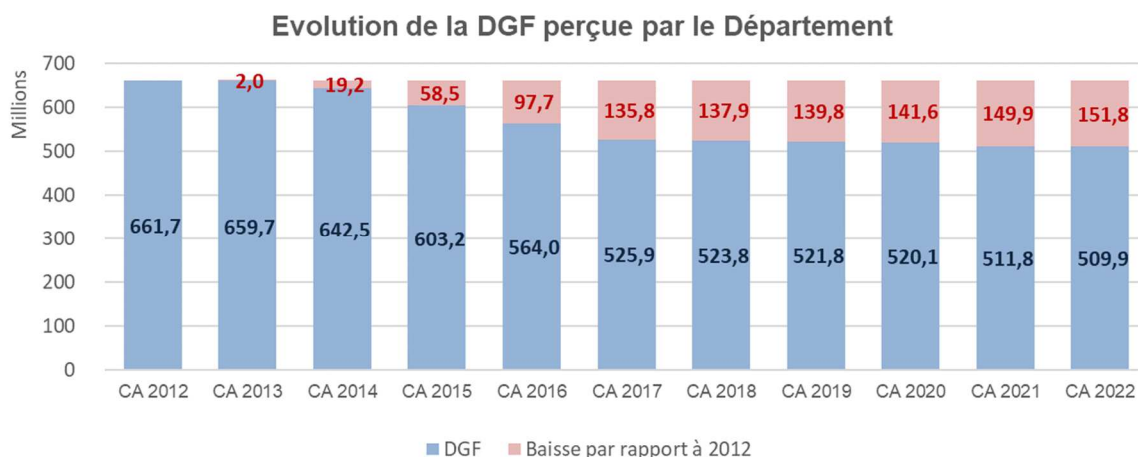
La TICPE est une taxe sur la consommation des produits énergétiques dont une partie revient aux Départements. Elle finance principalement le RSA ainsi que les transferts de compétences issus de l'acte II de la décentralisation. Ainsi, plus de 90% de cette recette sont figés en montant. La part non figée évolue, quant à elle, en fonction des volumes des produits énergétiques vendus (et non pas du prix). L'augmentation du prix des carburants n'a donc pas d'impact direct sur cette recette sauf à la diminuer, les consommateurs limitant au maximum leurs achats de carburant. En 2022, la TICPE s'est élevée à 354 M€ contre 353,5 M€ en 2021 soit en légère hausse (+ 0,5 M€).

### C. DOTATIONS ET COMPENSATIONS : UNE BAISSSE DES CONCOURS DE L'ÉTAT AU DEPARTEMENT HORS FONDS DE SOUTIENS EXCEPTIONNELS

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	511,8	509,9	-1,9	-0,4%
Dotation Globale de Décentralisation (DGD)	29,5	29,5	0,0	-
Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)	62,4	62,4	0,0	-
Allocations Taxe Habitation (TH) Allocations Taxe Professionnelle (TP)	10,1	10,3	+0,2	2,2%
Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeure Ajoutée (FCTVA)	0,9	0,9	+0,1	+7,4%
Fonds d'urgence/fonds TVA	49,2	21,6	-27,6	-56,1%
<b>Dotations et compensations</b>	<b>664,1</b>	<b>634,6</b>	<b>-29,5</b>	<b>-4,4%</b>

En 2021, deux fonds d'aide aux Départements coexistaient : l'ancien fonds de stabilisation (dernière année de mise en œuvre à échelle nationale pour 25 M€) et le nouveau fonds TVA, créé à compter de 2021 suite à la réforme fiscale (descente de la part départementale du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des communes), pour 24,2 M€. En 2022, seul le fonds de TVA est concerné pour un montant encaissé de 21,6 M€.

### 1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)



Depuis la réforme mise en place par la loi de finances pour 2005, la DGF est devenue la principale dotation de l'Etat en faveur du Département. Elle présente une légère baisse annuelle depuis 2017 après de fortes baisses de 2012 à 2017.

En 2022, la DGF s'est élevée à 509,9 M€. Elle est en diminution de 1,9 M€ par rapport à 2021 (511,8 M€) compte tenu du mécanisme d'écrêtement et du financement de la péréquation à enveloppe constante.

## 2. La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)

La DGD assure de façon globale le financement de compétences transférées par l'Etat aux Départements. Depuis 2009, la DGD n'évolue plus et son montant est figé à 29,5 M€.

## 3. Les compensations fiscales

Les différentes réformes décidées par l'Etat aboutissent à une perte de recettes fiscales directes locales qui fait l'objet de compensations partielles. En 2022, la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) est restée stable à 62,4 M€, tout comme le montant des autres compensations fiscales (10,3 M€) par rapport à 2021.

## 4. Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

Depuis 2017, le Département perçoit en section de fonctionnement le FCTVA pour ses dépenses de voirie, d'entretien des bâtiments publics et d'informatique en nuage (cloud). En 2022, le montant attribué au Nord a été de 0,9 M€, soit un montant stable par rapport à 2021.

## 5. Le fonds TVA

Ce fonds issu de la TVA, doté de 250 M€, a été mis en place en 2021 afin de compenser l'année blanche (absence de dynamisme fiscal) liée au remplacement de la TFPB par la TVA. Ce fonds, réparti en fonction de divers critères de ressources et de charges (article 208 de la loi de finances pour 2020), a permis au Département du Nord de percevoir, en 2022, 21,6 M€ contre 24,2 M€ en 2021. Cette diminution trouve son origine dans l'amélioration de l'indice de fragilité sociale du Nord par rapport à la moyenne nationale suite à la politique volontariste de l'exécutif, en particulier par la remise à l'emploi des bénéficiaires du RSA.

Enfin, le fonds de stabilisation, créé par la loi de finances 2019, visait à accompagner pendant trois ans les Départements connaissant des difficultés particulières en raison de la dynamique de leurs dépenses en matières d'Allocations Individuelles de Solidarité (AIS). Le Département du Nord l'a ainsi perçu jusqu'en 2021, année de sa disparition.

## D. PEREQUATION HORIZONTALE : UN SOLDE NET EN DIMINUTION COMPTE TENU DU MECANISME NATIONAL DE MISE EN RESERVE

En millions d'€		CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
<b>Dépenses</b>	Fonds de Péréquation des DMTO	39,9	31,0	25,7	27,2	32,4	+5,2	+19,1%
	<b>Total</b>	<b>39,9</b>	<b>31,0</b>	<b>25,7</b>	<b>27,2</b>	<b>32,4</b>	+5,2	+19,1%
<b>Recettes</b>	Fonds de Péréquation des DMTO	75,3	113,2	129,7	113,8	116,2	+2,5	+2,2%
	Fonds de péréquation CVAE	5,8	5,3	6,3	6,2	5,5	-0,7	-11,6%
	<b>Total</b>	<b>81,1</b>	<b>118,5</b>	<b>136,0</b>	<b>119,9</b>	<b>121,7</b>	+1,8	+1,5%
<b>Solde</b>		<b>41,2</b>	<b>87,5</b>	<b>110,3</b>	<b>92,7</b>	<b>89,3</b>	-3,4	-3,7%

La plupart des fonds de péréquation sont constitués d'un prélèvement, et d'un reversement, le solde des deux correspondant au gain net pour le Département, qui s'établit à 89,3 M€ en 2022.



## 1. Le fonds de péréquation de la CVAE

Ce fonds est alimenté par deux types de prélèvements sur la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) des Départements : un premier prélèvement lié au niveau de CVAE du Département par rapport à la moyenne des Départements (sur le montant du stock), et un second prélèvement prenant en compte la dynamique de progression des recettes de CVAE par rapport à l'année précédente (sur le montant du flux).

Aucun Département dont le revenu par habitant 2021 est inférieur au revenu médian de l'ensemble des Départements n'est contributeur du fonds (c'est le cas du Département du Nord avec un revenu par habitant de 13 506,91 € pour un revenu médian national par habitant de 14 476,12 €).

Ces produits sont reversés aux Départements les moins favorisés, classés en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Pour 2022, le Département a ainsi perçu un montant de 5,5 M€ pour 6,2 M€ en 2021. Ce montant en baisse prend en compte un rendement national du fonds plus faible en 2022 (49,1 M€) qu'en 2021 (57,8 M€) compte-tenu des garanties que certains Départements ont eu suite à la baisse de plus de 5% de leur CVAE entre 2021 et 2022.

## 2. Le Fonds de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FP-DMTO)

Les mesures successives défendues par l'Association des Départements de France (ADF) depuis 2016 ont renforcé l'effet de redistribution des mécanismes du FP - DMTO et ont permis au solde net de ces fonds d'augmenter significativement pour les Départements les plus fragiles. La loi de finances initiale pour 2020 amplifie cette dynamique en fusionnant les trois anciens fonds, à savoir le Fonds National de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FP- DMTO), le Fonds de Solidarité des Départements (FSD) et le Fonds de Soutien Interdépartemental (FSID) au sein du Fonds National de Péréquation des Droits de Mutation à Titre Onéreux (FP-DMTO).

Ce « fonds globalisé », fait l'objet de deux prélèvements :

- un premier prélèvement égal à 0,34% du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition ;
- un second prélèvement, d'un montant fixe de 750 M€, auxquels sont soumis les Départements dont l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition est supérieure à 0,75 fois la moyenne nationale. Ce second prélèvement est, pour chaque Département, plafonné à 12% du montant des DMTO perçus l'année précédente.

Le reversement est effectué au sein de trois enveloppes, reprenant les modalités de répartition des trois fonds existants avant 2020, et intégrant des critères différents (potentiel financier, DMTO par habitant, revenu moyen, taux de pauvreté, Reste A Charge (RAC) AIS...).

Les sommes mises en répartition peuvent faire l'objet d'une mise en réserve dans un fonds de garantie départementale des corrections conjoncturelles. C'est le cas lorsque le montant des deux prélèvements dépasse 1,6 Md€. Cette réserve peut être libérée lorsque la situation financière des Départements le justifie.

En 2022, le fonds évolue comme suit :

en M€	2021	2022	Evolution 2022/2021
Prélèvement	27,2	32,4	19,1%
Reversement	113,8	116,2	2,2%
<b>Solde net</b>	<b>86,5</b>	<b>83,8</b>	<b>-3,1%</b>

Ainsi, le Nord est un peu moins bénéficiaire du fonds entre 2021 et 2022 (- 2,7 M€). Cette baisse du solde net constatée entre 2021 et 2022 s'explique principalement par :

- un dynamisme des DMTO plus important entre 2020 et 2021 d'où un prélèvement plus conséquent ;
- l'amélioration de la situation relative au versement du RSA dans le Nord, particulièrement plus importante par rapport aux autres Départements, conduisant à une dynamique un peu moins forte du reversement du fonds.

Cette baisse est toutefois atténuée par l'augmentation de l'enveloppe globale nationale (1,7 Md€ en 2022 contre 1,6 Md€ en 2021, dont 191 M€ mis en réserve en 2022), qui permet au Nord de percevoir 6,5 M€ supplémentaires par rapport à 2021.

## E. LES RECETTES SOCIALES

Les recettes sociales évoluent de + 26 M€ et présentent des variations contrastées. L'augmentation de ces recettes est portée par les dotations de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), la compensation partielle du RSA et le titrage systématique des recours sur succession.

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
Mineurs Non Accompagnés (MNA)	1,0	1,8	+0,8	+83,4%
Plan Taquet	11,8	5,1	-6,7	-57,1%
Plan pauvreté prévention (enfance) + bassin minier	6,2	5,7	-0,5	-8,6%
Autres recettes Enfance, Famille, Jeunesse	4,8	3,9	-0,8	-16,9%
<b>Enfance, famille, jeunesse</b>	<b>23,7</b>	<b>16,4</b>	<b>-7,3</b>	<b>-30,7%</b>
Plan pauvreté insertion (dont volet bassin minier)	7,2	8,0	+0,8	+11,8%
Indus RSA	6,5	5,7	-0,7	-11,5%
Compensation aug. 4% RSA		7,5	+7,5	
Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI)	31,4	30,8	-0,6	-1,9%
Autres recettes d'insertion (SPI, IEJ)	0,1	0,2	+0,1	+95,8%
<b>Insertion</b>	<b>45,1</b>	<b>52,3</b>	<b>+7,1</b>	<b>+15,8%</b>
Concours CNSA pour le financement APA / PCH y cp. dotation qualité	120,6	129,9	+9,3	+7,7%
Conférence des financeurs	6,3	6,3	+0,0	+0,7%
Recouvrement PA / PH + autres PAPH	19,6	29,8	+10,3	+52,3%
MDPH	3,7	3,9	+0,2	+5,4%
Avenant 43	6,0	11,8	+5,8	+96,0%
Financement Ségur	0,0	5,4		
<b>Autonomie</b>	<b>156,2</b>	<b>187,1</b>	<b>+31,0</b>	<b>+19,8%</b>
Prévention santé	7,8	2,9	-4,9	-62,4%
<b>TOTAL RECETTES SOCIALES</b>	<b>232,8</b>	<b>258,8</b>	<b>+26,0</b>	<b>+11,2%</b>

### 1. Les recettes relevant du secteur Enfance, Famille, Jeunesse

Dans le domaine de l'Enfance, les recettes ont baissé de 7,3 M€ (- 30,7%) entre 2021 et 2022 pour atteindre 16,4 M€. Cette baisse est liée à la liquidation sur 2021 des 2 premières années (11,8 M€ soit 2 x 5,9 M€) de la recette du Plan de protection Enfance (Plan Taquet<sup>1</sup>). En effet, le temps de la mise en œuvre technique de ce plan a fait basculer la liquidation de la recette de la 1<sup>ère</sup> année de 2020 à 2021. La perception de la recette de la 2<sup>ème</sup> année s'est produite fin 2021, d'où une double perception de la recette en 2021.

Les recettes relatives aux Mineurs Non Accompagnés (MNA) ont évolué de + 0,8 M€ entre 2021 et 2022 pour atteindre 1,8 M€. Cette variation s'explique par l'encaissement de

<sup>1</sup> Stratégie nationale de Prévention de Protection de l'Enfance – Plan taquet

4 trimestres de financement des évaluations des MNA en 2022 contre 3 trimestres en 2021 et par l'augmentation du nombre d'évaluations.

Au titre du volet prévention du Plan pauvreté, les recettes de l'Etat ont évolué à la baisse de - 0,5 M€ du fait du transfert des moyens dédiés vers le volet insertion.

Les autres recettes du secteur Enfance ont baissé de 0,8 M€, essentiellement sur les remboursements suite à dessaisissements, en contrepartie du financement de la prise en charge d'enfants d'autres départements (notamment du Pas-de-Calais) placés dans le Nord.

## 2. Les recettes relevant de l'insertion

Les recettes d'insertion sont en hausse en 2022 par rapport à 2021 (+ 7,1 M€, + 15,8%) pour atteindre 52,3 M€.

En effet, suite à l'augmentation exceptionnelle de 4% de l'allocation du RSA en 2022, l'Etat a mis en place un fonds exceptionnel, au bénéfice des Départements, qui a compensé une partie de cette augmentation. Pour le Département du Nord, la compensation de l'Etat a été de 7,5 M€. Cette recette n'a pas été pérennisée.

Les recettes prévues au titre du Plan pauvreté dans son volet insertion (8 M€, + 0,8 % par rapport au CA 2021) permettent la poursuite du déploiement de la stratégie en matière d'insertion.

Les recettes issues de la démarche de recupération d'indus RSA et d'amendes, initiée depuis 2015, baissent légèrement (- 0,7 M€ pour atteindre 5,7 M€) en lien avec la baisse du nombre d'allocataires et la stratégie de retour à l'emploi des allocataires.

Enfin, le montant perçu par le Département au titre du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI) baisse de 0,6 M€, passant de 31,4 M€ à 30,8 M€. Cette diminution est liée à celle du montant du fonds au niveau national, qui passe de 465,9 M€ en 2021 à 433,8 M€ en 2022 (- 32,1 M€ soit - 7%). La part du Nord dans l'enveloppe nationale atteint ainsi 7,1% en 2022 contre 6,7% en 2021.

## 3. Les recettes relevant de l'autonomie

Les recettes s'élèvent à 187,1 M€ en 2022 contre 156,2 M€ en 2021, soit une augmentation de + 31 M€ (+ 19,8%).

Le financement principal de l'autonomie provient des dotations annuelles de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Les dotations CNSA au titre du financement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ont augmenté de 9,3 M€ pour atteindre 129,9 M€ en 2022. Cette augmentation relève principalement de la dotation PCH (+ 8,4 M€) en lien avec l'intégration au niveau national de la dotation PCH parentalité (mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2021) dans la dotation PCH. L'année 2022 intègre aussi l'acompte de la nouvelle dotation qualité (1,5 M€) qui compense à 100% la dépense induite pour le Département.

La CNSA compense en partie les revalorisations salariales des Services d'Aide et d'Accompagnement A Domicile (SAAD) au titre de l'avenant 43<sup>2</sup> que prend en charge le

---

<sup>2</sup> portant révision de la classification des emplois et du système de rémunération des salariés de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et services à domicile.

Département. En 2021, la recette de 6 M€ perçue correspondait à 70% des dépenses mises en œuvre à compter d'octobre 2021. Pour 2022, la CNSA a versé 11,8 M€ au titre de l'avenant 43 sous forme d'acompte prévisionnel 2022 pour une dépense de 19,3 M€, soit 61,1%.

La conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie, qui regroupe les organismes compétents dans le domaine de l'autonomie, permet le financement à 60% en moyenne du coût global des actions conventionnées. Le CA 2022 affiche une recette stable à 6,3 M€.

En ce qui concerne les récupérations sur successions, l'Aide Sociale accordée aux personnes âgées ou en situation de handicap prend en charge leurs frais d'hébergement en établissement. Elle est versée sous condition de ressources et constitue une avance qui est récupérée par la collectivité au moment du décès, dans la limite de l'actif net de la succession. Depuis 2022, le Département titre systématiquement la récupération de cette aide au décès du bénéficiaire et non plus à réception des courriers des notaires l'informant d'un actif successoral permettant ce titrage. En fonction de l'actif successoral, les titres sont ensuite réduits ou annulés sur les exercices suivants. La récupération sur succession représente une recette de 20,6 M€ en 2022, en augmentation de + 9,9 M€ par rapport à 2021. Ce nouveau mode de gestion explique l'essentiel de l'augmentation de la ligne recouvrements PA/PH (+10,3 M€).

Les recettes relatives au financement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) évoluent de + 0,2 M€ (3,9 M€) et correspondent à la dotation annuelle de la CNSA pour le financement du fonctionnement de la MDPH (2,9 M€) et à la récupération des loyers des locaux du Département occupés par la MDPH (0,9 M€).

#### 4. Les recettes de la prévention santé

Les recettes de la prévention santé présentent une forte baisse : - 4,9 M€ par rapport à 2021, soit un CA 2022 de 2,9 M€.

Cette évolution provient, d'une part, de la baisse du financement des Centres de Lutte Anti Tuberculeuse (CLAT). En effet, jusqu'en 2020 une dotation de 6,4 M€ était versée au Département par le biais de la DGF. A partir de 2021, le financement des CLAT est pris en charge par l'Agence Régionale de Santé (ARS) sous forme de subvention évaluée à 4,6 M€. En 2022, un acompte de 1,1 M€ a été versé au Département.

Les autres recettes de prévention santé (prestations médicales des PMI (Prévention Maternelle Infantile)) sont assez stables.

#### F. LES RECETTES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	Evolution CA 2022 / CA 2021	
Ingénierie financière (dont FSE)	10,4	2,9	-7,5	-72,0%
Collèges	4,0	4,5	+0,5	+10,1%
Infrastructure et réseaux	1,4	1,4	+0,0	+2,9%
Dév. territorial et cadre de vie *	0,4	0,4	+0,1	+16,9%
Culture	0,9	1,1	+0,2	+16,2%
Inord	0,8	0,6	-0,2	-22,8%
Opération comptables *	6,5	7,5	+1,0	+14,9%
Moyens généraux *	0,5	0,4	-0,1	-18,7%
Patrimoine *	0,4	0,4	-0,1	-6,7%
Ressources humaines	7,7	10,0	+2,3	+44,9%
<b>Autres recettes hors cessions</b>	<b>32,9</b>	<b>29,2</b>	<b>-3,7</b>	<b>-12,7%</b>
Cessions immobilières	32,4	19,5	-12,8	-59,5%
<b>Autres recettes</b>	<b>65,2</b>	<b>48,7</b>	<b>-16,5</b>	<b>-32,6%</b>

\* hors cessions immobilières

Les recettes d'ingénierie financière regroupent les recettes des fonds européens et particulièrement du Fond social européen (FSE). Elles ont baissé entre 2021 et 2022 du fait de la période de transition entre la programmation 2014-2020 et la nouvelle programmation 2022-2027.

Les recettes de la politique Education (collèges) ont augmenté de 0,5 M€ pour atteindre 4,5 M€ au CA 2022. Les participations des familles au titre de la restauration (4,2 M€) expliquent cette variation. Ces recettes avaient encore été impactées en 2021 par la baisse de l'activité de la restauration scolaire durant les confinements.

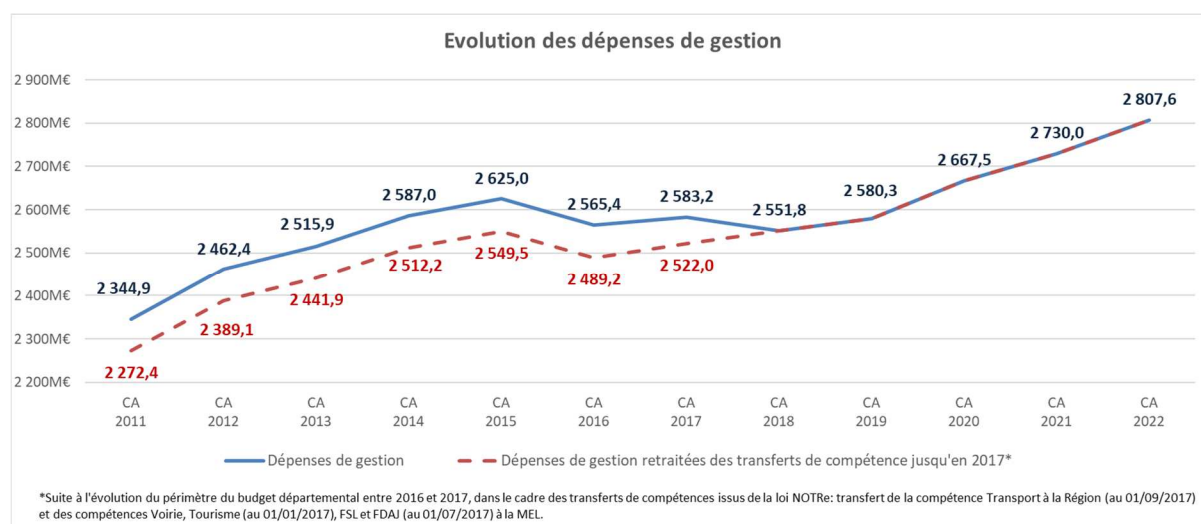
Les recettes provenant des établissements culturels (essentiellement recettes de billetterie) ont augmenté de 0,2 M€ par rapport à 2021 pour atteindre 1,1 M€. Elles ne retrouvent pas encore leur niveau d'avant-crise (1,3 M€ en 2019).

Les recettes relatives à iNord sont en baisse de 0,2 M€. Ces recettes procèdent principalement du remboursement par iNord des agents mis à sa disposition par le Département et sont en lien avec l'activité d'iNord.

Les opérations comptables (7,5 M€, + 1 M€) regroupent les titres émis pour des annulations de mandats sur exercices antérieurs et, notamment, l'annulation de dépenses rattachées non suivies de réalisation, des remboursements de sinistres et d'autres recettes exceptionnelles.

Dans le domaine des ressources humaines, les recettes 2022 ont progressé de + 2,3 M€. Cette hausse provient notamment du remboursement de l'indemnité inflation versée aux agents début 2022 (0,5 M€), de titrages supplémentaires dans les remboursements de mises à disposition (notamment auprès du comité départemental du tourisme pour 0,7 M€) et de l'impact en année pleine de la mise en place de la subrogation dans le cadre du contrat collectif de garantie maintien de salaire négocié par le Département (+ 0,6 M€). Le Département avance dans ce cas la partie de rémunération que lui rembourse ensuite le prestataire (2,7 M€ de recettes au CA 2022).

## II. UNE HAUSSE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT MINOREE PAR LA DIMINUTION DES DEPENSES DE RSA



Les dépenses de gestion<sup>3</sup> s'élèvent en 2022 à 2 807,6 M€. Elles sont en augmentation de 77,6 M€ par rapport au CA 2021, soit une hausse de 2,8%. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation des provisions réalisées (+ 10 M€ par rapport à 2021). Une fois cette dépense retraitée, l'évolution des dépenses représente 67,6 M€ soit + 2,5%.

Ce montant inclut une baisse de 35,3 M€ du RSA, malgré une revalorisation de 4 % décidée par le Gouvernement. En conséquence, l'augmentation des dépenses en fonctionnement est de 102,9 M€ dans les différentes politiques publiques départementales, soit + 3,8%.

Ce montant permet notamment des augmentations importantes pour :

- poursuivre les nombreuses actions engagées en faveur de la protection de l'enfance (Ségur, loi Protection de l'Enfance, plan d'action départemental en faveur de la protection de l'enfance) ;
- mettre en œuvre les différents dispositifs et mesures en faveur des secteurs sociaux et médico-sociaux (dotation qualité, avenant 43) ;
- absorber les impacts des différentes décisions gouvernementales et départementales.

En synthèse, c'est le bilan positif de la politique de remise à l'emploi des bénéficiaires du RSA qui a permis de développer les autres politiques départementales, ainsi que d'absorber l'impact financier de l'augmentation du point d'indice et les premiers effets de l'inflation et de la crise énergétique.

Le Département a maintenu une situation financière saine et ce malgré un contexte économique de moins en moins favorable.

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
<b>SOLIDARITE HUMAINE</b>	<b>2 026,7</b>	<b>2 059,8</b>	<b>+33,1</b>	<b>+1,6%</b>
ENFANCE, FAMILLE ET JEUNESSE	497,5	529,3	+31,9	+6,4%
ACTIONS D'INSERTION	716,2	676,6	-39,7	-5,5%
PERSONNES AGEES	346,4	363,1	+16,7	+4,8%
PERSONNES HANDICAPEES	376,3	395,7	+19,5	+5,2%
ACTIONS DE SANTE	4,8	5,1	+0,3	+6,3%
COLLEGIENS	85,5	89,9	+4,4	+5,1%
<b>SOLIDARITE TERRITORIALE</b>	<b>132,6</b>	<b>135,8</b>	<b>+3,2</b>	<b>+2,4%</b>
INFRASTRUCTURES ET RESEAUX	9,2	9,5	+0,3	+2,9%
PROJETS STRATEGIQUES CO-FINANCES	0,36	0,42	+0,06	+16,6%
DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET CADRE DE VIE	13,0	13,2	+0,2	+1,9%
CULTURE	12,5	13,5	+1,1	+8,5%
AIDE AUX TERRITOIRES	2,1	2,2	+0,1	+4,8%
SDIS	95,5	97,0	+1,5	+1,6%
<b>FINANCES ET MOYENS GENERAUX DE L'ADM.</b>	<b>530,8</b>	<b>562,1</b>	<b>+31,3</b>	<b>+5,9%</b>
FINANCES	67,0	72,8	+5,8	+8,6%
MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION	19,6	20,9	+1,3	+6,7%
PATRIMOINE DEPARTEMENTAL	13,5	16,5	+3,0	+22,2%
SYSTEMES D'INFORMATION ET E-ADMINISTRATION	9,9	9,4	-0,5	-5,0%
ELUS DEPARTEMENTAUX	7,8	8,3	+0,5	+6,5%
MOYENS RH	412,9	434,2	+21,2	+5,1%
<b>TOTAL (hors provisions)</b>	<b>2 690,0</b>	<b>2 757,6</b>	<b>+67,6</b>	<b>+2,5%</b>
<b>Provisions</b>	<b>40,0</b>	<b>50,0</b>	<b>+10,0</b>	<b>+25,0%</b>
<b>TOTAL (avec provisions)</b>	<b>2 730,0</b>	<b>2 807,6</b>	<b>+77,6</b>	<b>+2,8%</b>

<sup>3</sup> Les dépenses de gestion correspondent aux dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette, qui s'élèvent en 2022 à 17,9 M€ ; ils sont en hausse de 0,6 M€ en 2022.

## A. LA SOLIDARITE HUMAINE : SOUTENIR LES PLUS FRAGILES

Les dépenses de fonctionnement de Solidarité Humaine sont en augmentation de 1,6% soit + 33,1 M€ par rapport au CA 2021. La politique de remise à l'emploi et la stratégie de maîtrise des dépenses engagées par le Département permettent, à la fois, de contenir l'évolution des dépenses mais aussi de redéployer des moyens sur des politiques ou des secteurs prioritaires ou fragiles.

### 1. Le secteur Enfance, Famille, Jeunesse : un soutien accru aux établissements et à l'accueil familial

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Accompagnement et Accueil en établissement	252,1	263,5	+11,4	+4,5%
Accueil familial	149,9	164,5	+14,6	+9,7%
Prévention et Accompagnement à la parentalité	5,6	5,9	+0,3	+5,1%
Prévention et Autonomie des jeunes	31,0	28,9	-2,1	-6,7%
Projet pour l'enfant	6,3	6,9	+0,7	+10,5%
Soutien à domicile enfance	36,4	39,4	+3,0	+8,2%
Lutte contre les violences intra-familiales		0,7	+0,7	
<b>Enfance Famille Jeunesse (hors stratégie)</b>	<b>481,2</b>	<b>509,8</b>	<b>+28,6</b>	<b>+5,9%</b>
Dispositifs de contractualisation avec l'Etat (Plan Pauvreté et Taquet)	16,2	19,5	+3,3	+20,3%
<b>Enfance Famille Jeunesse</b>	<b>497,5</b>	<b>529,3</b>	<b>+31,9</b>	<b>+6,4%</b>

- **Les dépenses hors dispositifs de contractualisation en nette hausse, notamment sur l'accueil en établissement et l'accueil familial**

Les dépenses 2022 de la politique Enfance Famille Jeunesse, hors dispositifs contractuels, s'élèvent à 509,8 M€ soit + 28,6 M€ (+ 5,9%) par rapport au CA 2021.

Elles concernent pour l'essentiel l'accueil et l'accompagnement en établissement (+ 11,4 M€ soit + 4,5 %) et l'accueil familial (+ 14,6 M€ soit + 9,7%). Ces augmentations sont notamment dues :

- à la mise en place d'une rémunération garantie d'au moins un Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) pour un enfant confié aux assistantes familiales, dans le cadre de la loi relative à la protection de l'enfance du 7 février 2022. Le Département du Nord a intégré cette évolution au 1<sup>er</sup> septembre 2022 pour un coût de 4,4 M€ et a fait un effort supplémentaire de 2 M€ pour les assistantes familiales de rangs 3 et 4, dépassant ainsi les dispositions du décret ;
- aux revalorisations du SMIC appliquées en 2022 (+ 0,9% au 1<sup>er</sup> janvier, + 2,65% au 1<sup>er</sup> mai et + 2,01% au 1<sup>er</sup> août) qui ont impacté les salaires des assistantes familiales ;
- à la revalorisation salariale des professionnels des services de l'aide à domicile du secteur de l'enfance (titre IV de la convention CNSA) pour un montant de 2 M€ ;
- à l'impact des mesures mises en place dans le cadre du Ségur (Conférence des Métiers) pour un coût total de 13,3 M€.

Le plan d'action départemental a par ailleurs fortement contribué au renforcement des moyens des établissements et de l'accueil familial. 296 places d'accueil supplémentaires pour les enfants confiés à l'ASE (92 places en établissements et 204 en accueil familial) ont été créées en 2022.

134 mesures d'AEMO (Actions Educatives en Milieu Ouvert) ont en outre été mises en place au cours de l'exercice 2022.

Le Département a également accru les mesures de placement à domicile, en créant 100 nouvelles mesures d'intervention renforcée à domicile à destination des tout-petits.

Les équipes de professionnels ont elles aussi été renforcées avec la création de 29 postes de travailleurs sociaux supplémentaires afin de garantir des conditions d'accompagnement optimales des enfants confiés.

- **La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté - volet Enfance (13,6 M€)**

Dès 2019, le Département du Nord a renforcé son action dans les politiques de solidarité dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté engagée avec l'Etat. Conscient de l'importance du traitement social de la pauvreté, ce plan renforce plus particulièrement les politiques d'accompagnement vers l'emploi. Il prépare à l'autonomie des jeunes sortant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) en mobilisant les dispositifs d'insertion professionnelle et d'accès au logement. En 2022, le Département du Nord a consacré 13,6 M€ du plan pauvreté - volet enfance à la stratégie de la protection de l'Enfance (hors fonctions supports), soit + 1 M€ par rapport au CA 2021.

Enfin, la mobilisation des recettes issues du Plan Pauvreté a également permis de poursuivre les actions engagées depuis 2019, à savoir : mieux prévenir les sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), accompagner les jeunes majeurs issus de l'ASE, développer les maisons des parents, ou encore développer la prise en charge des situations complexes d'enfants de l'ASE.

- **La stratégie nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance – plan Taquet (5,9 M€)**

En 2020, le Département s'est engagé dans la Stratégie nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance pour une durée de trois ans, aux côtés de l'Etat et de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'année 2022 a donc été consacrée à la poursuite de la mise en œuvre des 88 nouvelles mesures de ce plan, articulées autour de deux objectifs fondamentaux : renforcer les interventions précoces pour mieux répondre aux besoins des tout-petits, et prévenir les ruptures dans l'accompagnement des enfants protégés.

Ces moyens supplémentaires ont permis, notamment, de soutenir la diversification de l'offre dans le domaine de l'enfance, de renforcer les Cellules Départementales de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP), et d'augmenter le nombre d'enfants suivis à domicile et en consultation infantile de Protection Maternelle et Infantile (PMI).

En 2022, le Département du Nord a consacré 5,9 M€ à cette stratégie soit + 2,3 M€ par rapport au CA 2021.

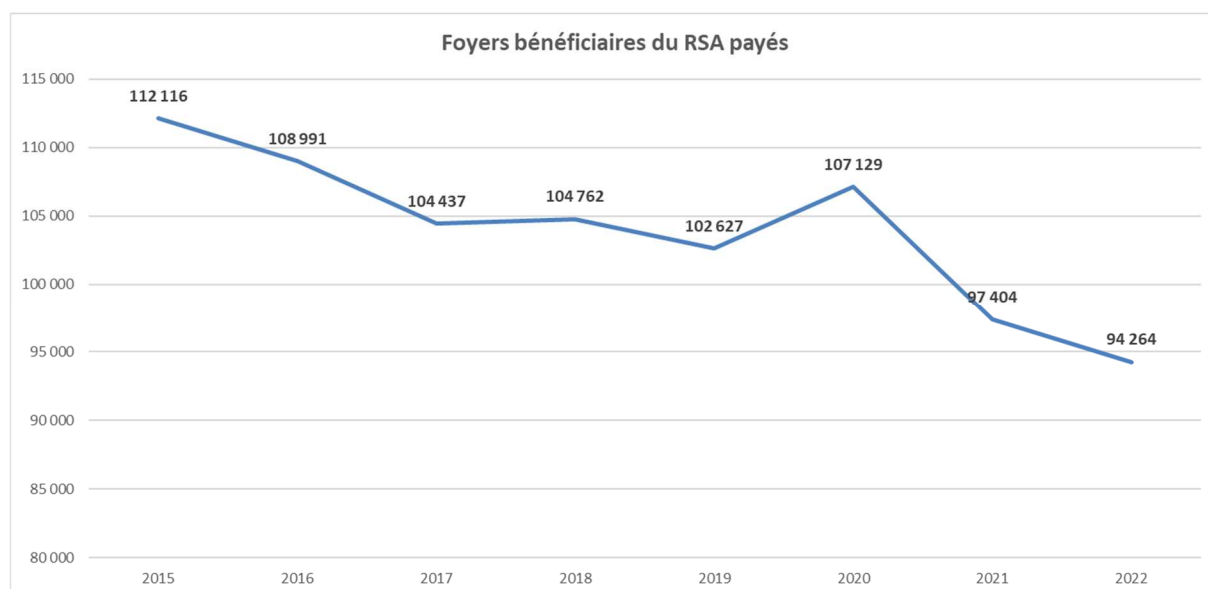


## 2. Les actions d'insertion : une politique volontariste de retour à l'emploi entraînant une diminution conséquente du RSA

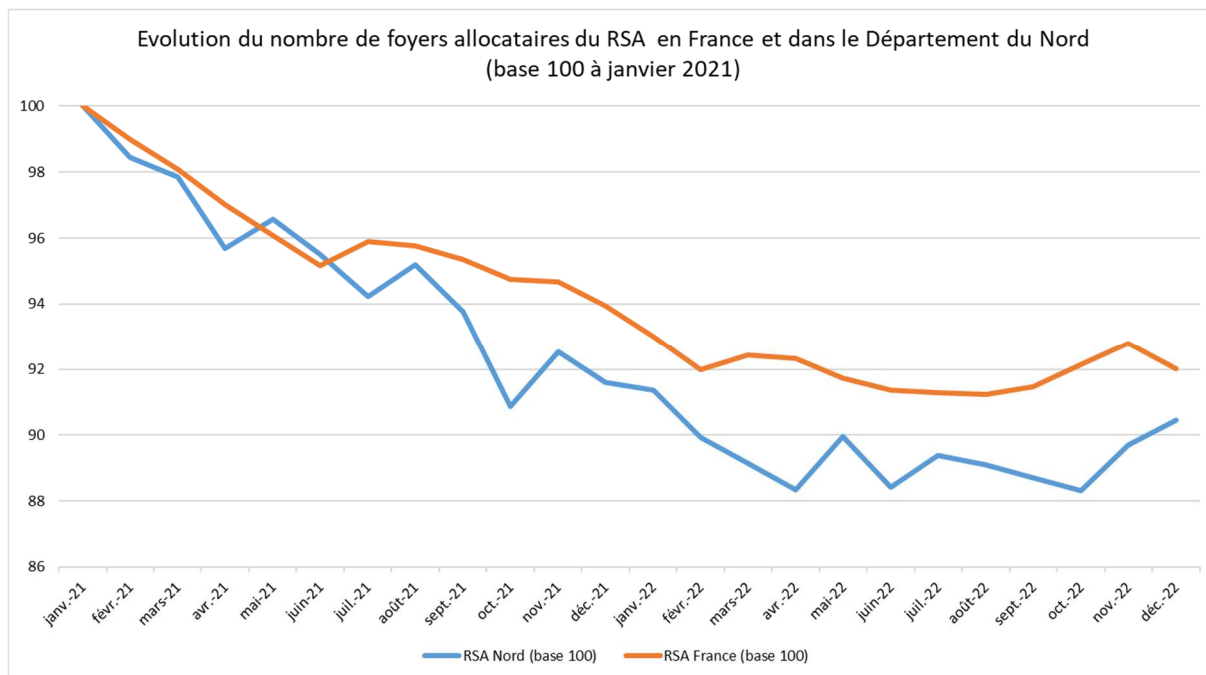
En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Allocation RSA	657,1	621,8	-35,3	-5,4%
Insertion sociale et professionnelle	53,6	49,6	-4,0	-7,5%
Solidarité au titre du logement et de l'habitat	5,5	5,2	-0,3	-5,4%
<b>Actions d'insertion</b>	<b>716,2</b>	<b>676,6</b>	<b>-39,7</b>	<b>-5,5%</b>

- **Une forte diminution de l'allocation RSA**

A la fin de l'année 2022, le nombre de foyers allocataires du RSA était de 94 264, contre 112 116 en 2015. Pour 2022, la baisse représente 3 140 foyers payés par rapport à décembre 2021 (- 3,2%).



Après un léger rebond en 2020 lié à la crise sanitaire, le nombre de foyers allocataires continue de décroître et entraîne une nouvelle diminution en 2022 de la dépense de RSA de 35,3 M€ par rapport au CA 2021 et ce malgré l'augmentation exceptionnelle de 4% du RSA appliquée en juillet 2022, partiellement compensée par l'Etat en 2022, afin de faire face à l'inflation.



Sur la période 2021 - 2022, le nombre de bénéficiaires a diminué d'environ 8% au niveau national (données DREES) alors que dans le même temps il diminuait de près de 10% dans le Nord. Ces évolutions croisées mettent en évidence une dynamique plus forte du retour à l'emploi dans le Nord qu'au niveau national.

Ce résultat est le fruit de la politique ambitieuse mise en place par le Département, permettant d'agir et d'orienter rapidement tous les bénéficiaires du RSA grâce à une offre d'insertion professionnelle et sociale qualitative et diversifiée. En 2022, cette stratégie départementale s'est appuyée sur :

- **Les 7 Maisons Départementales de l'Insertion et de l'Emploi (MDIE), devenues Maisons Nord Emploi (MNE) permettant :**
  - d'orienter rapidement les bénéficiaires du RSA, de les accompagner vers l'emploi sous forme de coaching et de renforcer le partenariat avec Pôle Emploi autour d'objectifs communs pour l'accès à l'emploi des allocataires ;
  - d'organiser une meilleure complémentarité des accompagnements. Ainsi, environ 1 900 allocataires du RSA sont sortis avec un emploi ou une formation à l'issue de leur accompagnement de 3 mois. Au total, 33 105 allocataires nouveaux entrants ont été accueillis et orientés, sous un mois maximum, au sein des MNE et des 38 agences Pôle Emploi du Nord.
- **La semaine « Réussir Sans Attendre »**

Du 21 au 25 novembre 2022, la quatrième édition de la semaine « Réussir Sans Attendre » a rassemblé plus de 9 000 allocataires du RSA coachés et prêts à convaincre. Tout au long de la semaine, les 917 actions programmées dans les Maisons Nord Emploi et les agences Pôle emploi ont permis de proposer des offres de recrutement direct, des offres de formation ou une solution pour aider à lever les freins à l'embauche (mobilité ou mode de garde des enfants).

Au cours de cette édition, 490 entreprises se sont mobilisées avec près de 2 200 postes à pourvoir, notamment dans les secteurs en tension que sont les métiers du bâtiment et des travaux publics, la logistique ou encore l'automobile. Les métiers de la petite enfance et du

grand âge recrutent également en nombre. À la fin de la semaine, 1500 promesses d'embauches ont été recensées et 335 allocataires vont également démarrer une formation qui débouchera vers un emploi à moyen terme.

- **Le dispositif « Réussis Sans Attendre »**

L'année 2022 a été l'occasion de continuer à mettre l'accent sur des solutions innovantes pour les jeunes allocataires du RSA de moins de 30 ans. Dans ce cadre, l'action « Réussis Sans Attendre » (dispositif Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) financé par le Fonds Social Européen (FSE)), a permis d'orienter 399 allocataires du RSA et jeunes ASE vers l'emploi ou la formation.

- **La politique d'insertion sociale et professionnelle orientée vers les contrats aidés**

Cette politique de soutien des contrats aidés contribue à actionner les leviers vers l'emploi. Celle-ci s'appuie sur les contrats à durée déterminée d'insertion en Atelier et Chantier Insertion (ACI) (5,7 M€), les contrats Parcours Emploi Compétences (PEC) dans les collèges (4,5 M€) et les Contrats Initiative Emploi (CIE) en faveur des allocataires du RSA (2,5 M€).

Enfin, les recettes issues du Plan Pauvreté – volet insertion ont permis la poursuite du déploiement de la stratégie en matière d'insertion pour faciliter l'accès à l'emploi des allocataires par le biais des Maisons Nord Emploi (MNE) et des coaches emplois.

### 3. Les personnes âgées : une politique toujours marquée par l'augmentation de l'APA et par le soutien aux SAAD

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Allocation APA	255,8	264,0	+8,2	+3,2%
Hébergement personnes âgées	72,7	73,0	+0,3	+0,4%
Prévention et soutien à domicile personnes âgées	10,9	10,9	+0,02	+0,2%
Subventions au titre des personnes âgées	0,1	0,1	-0,03	-19,7%
Avenant 43 - PA	6,9	15,2	+8,3	+119,0%
<b>Personnes âgées</b>	<b>346,4</b>	<b>363,1</b>	<b>+16,7</b>	<b>+4,8%</b>

Les dépenses du secteur personnes âgées sont en forte augmentation. Au total, elles s'élèvent au CA 2022 à 363,1 M€, soit une augmentation de 16,7 M€ par rapport à 2021 (+ 4,8%). Cette hausse concerne essentiellement deux programmes : l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et le soutien aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD).

- **La croissance continue de l'APA**

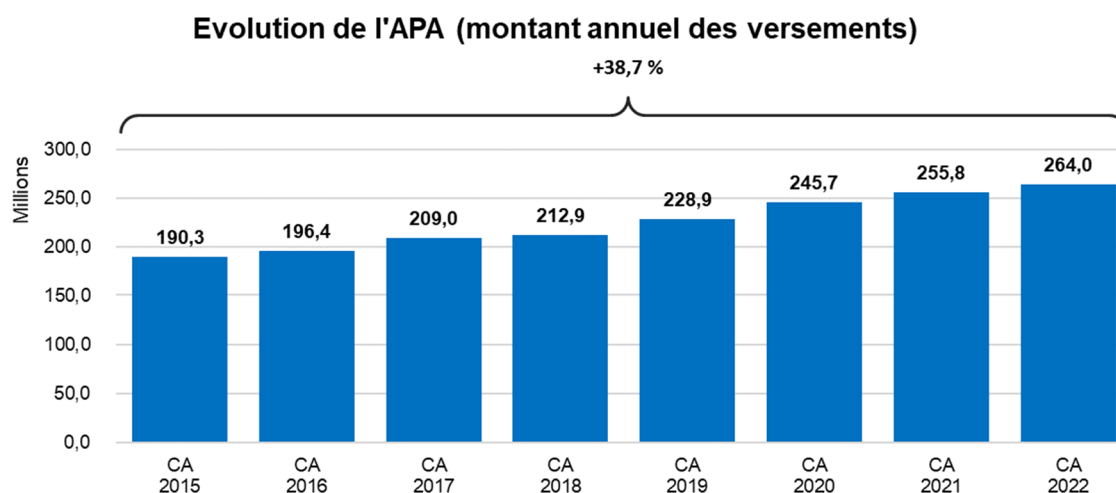
Le montant de cette allocation a augmenté chaque année depuis 2015 pour atteindre 264 M€ en 2022, soit une augmentation de 73,7 M€ sur cette période (+ 38,7 %).

Cette progression s'explique par plusieurs facteurs :

- la géronto-croissance, autrement dit le vieillissement de la population. Cet effet impacte notamment le nombre de bénéficiaires de l'APA à domicile qui augmente d'environ 5 % par an en moyenne depuis 2017 ;
- la loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) qui implique une augmentation des plafonds des plans d'aide et la baisse du reste à charge des bénéficiaires ;

- la revalorisation d'1 € par heure, depuis 2020, du forfait des SAAD et l'application de la convention titre IV avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Entre les CA 2021 et 2022, l'APA est en hausse de 8,2 M€ (+ 3,2 %), dont 3,4 M€ au titre de la dotation qualité (compensés à 100 % par la CNSA).



- **L'avenant 43, la poursuite de l'accompagnement du Département aux SAAD**

Le 25 octobre 2021, le Département du Nord a confirmé l'accompagnement des SAAD dans la réforme de l'avenant 43 de la convention collective de la branche de l'aide à domicile. Cette réforme, issue du Ségur de la santé, prévoit une augmentation des salaires des professionnels. Le Département a ainsi poursuivi cet effort en 2022, en augmentant de 8,3 M€ les dépenses liées à l'avenant 43 sur le secteur des personnes âgées et de 2,4 M€ sur le secteur des personnes en situation de handicap.

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Avenant 43 - secteur Personnes Agées	6,9	15,2	+8,3	+119,0%
Avenant 43 - secteur Personnes Handicapées	1,7	4,1	+2,4	+141,2%
	<b>8,6</b>	<b>19,3</b>	<b>+10,7</b>	<b>+123,4%</b>

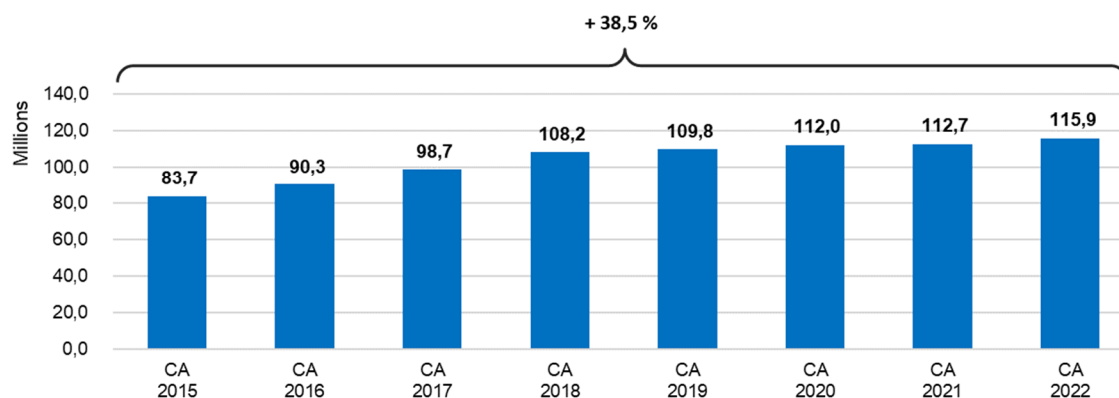
#### 4. Les personnes en situation de handicap : un net renforcement du soutien aux établissements sociaux et médico-sociaux

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Allocation PCH et ACTP	126,7	129,8	+3,0	+2,4%
Etablissements et services personnes handicapées	229,8	243,7	+13,9	+6,0%
Fonctionnement de la MDPH	5,4	5,7	+0,3	+5,6%
Soutien à domicile personnes handicapées	2,1	2,4	+0,2	+11,2%
Subventions au titre des personnes handicapées	0,1	0,1	+0,03	+29,9%
Transport des personnes en situation de handicap	10,4	10,0	-0,4	-3,8%
Avenant 43 - PH	1,7	4,1	+2,4	+141,2%
<b>Personnes Handicapées</b>	<b>376,3</b>	<b>395,7</b>	<b>+19,5</b>	<b>+5,2%</b>

- **La maîtrise des dépenses de Prestation de Compensation du Handicap (PCH)**

Le montant total des versements liés à la PCH s'élève en 2022 à 115,9 M€, soit une augmentation de 3,2 M€ (+ 2,8%) par rapport à 2021. La mission PCH, mise en œuvre en 2018, a permis d'encadrer la progression des dépenses liées à cette allocation.

**Evolution de la PCH (montant annuel des versements)**



- **L'augmentation des dépenses des établissements pour personnes en situation de handicap**

Les dépenses pour les établissements s'établissent en 2022 à 243,7 M€ (soit + 13,9 M€ par rapport au CA 2021).

Cette augmentation est notamment liée aux crédits complémentaires accordés aux établissements du secteur pour couvrir les impacts financiers de la Covid-19 et les dépenses dans le cadre du nouvel appel à projets (AAP) prévention des départs en Belgique.

Elle s'explique également par l'extension du Ségur de la santé de la fonction publique hospitalière vers les établissements et services sociaux et médico-sociaux concernant les personnels médicaux (médecins, aides-soignants...) signée le 28 mai 2021 par le biais de l'accord Laforcade. Cette mesure a impacté les établissements publics et privés du secteur des personnes en situation de handicap dans le domaine de compétence du Département.

Lors de la Conférence des métiers du 18 février 2022, ces revalorisations ont été étendues aux fonctions socio-éducatives et médico-sociales ainsi qu'aux soignants « oubliés » des accords Laforcade. Les établissements associatifs du secteur des personnes en situation de handicap ont ainsi à leur tour été concernés par ces mesures.

Enfin, 0,9 M€ supplémentaires ont été alloués au titre de la dotation qualité en 2022 (compensés à 100 % par la CNSA).

## 5. Les actions de santé

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
PMI et planification familiale	2,6	2,8	+0,2	+7,3%
Service de Prévention santé (hors PMI et planification familiale)	2,2	2,3	+0,1	+4,0%
Amélioration de l'accès à l'offre de soins		0,02	+0,02	-
<b>Actions de Santé</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>0,3</b>	<b>+6,3%</b>

En 2022, le Département a conforté ses dépenses d'action de santé. Elles s'élèvent à 5,1 M€ soit + 0,3 M€ par rapport au CA 2021.

## 6. Des dépenses dédiées aux collégiens en hausse

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Accompagnement des collégiens	14,1	13,3	-0,8	-5,4%
Collèges numériques	3,2	2,7	-0,5	-15,6%
Forfaits d'externat	26,9	27,3	+0,4	+1,4%
Dotations de fonctionnement aux collèges publics	21,0	26,8	+5,8	+27,5%
Maintenance - Gros Entretien et Renouvellement	7,2	5,8	-1,4	-19,7%
Propreté des collèges	13,1	14,0	+0,9	+6,8%
<b>Collégiens</b>	<b>85,5</b>	<b>89,9</b>	<b>+4,4</b>	<b>+5,1%</b>

Les dépenses dédiées aux collégiens se sont élevées en 2022 à 89,9 M€, soit une augmentation de 4,4 M€ par rapport au CA 2021 (+ 5,1%).

Cette hausse est essentiellement liée à l'augmentation des dotations de fonctionnement aux collèges publics (+ 5,8 M€ soit + 27,5%). En effet, l'augmentation du coût des fluides et le renforcement des protocoles sanitaires ont impacté le montant de ces dotations.

Quant à la hausse des dépenses d'entretien des collèges, elle s'explique par la poursuite de l'externalisation, et par le renforcement des protocoles dans le cadre de la crise sanitaire.

## B. LA MAITRISE DES DEPENSES DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les dépenses consacrées à la solidarité territoriale se sont élevées en 2022 à 135,8 M€, soit une hausse de 3,2 M€ par rapport à 2021 (+ 2,4%). Les dépenses réalisées au sein de chacun des secteurs de cette politique augmentent légèrement par rapport à l'année précédente. La culture et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) connaissent une légère progression.

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Infrastructures et réseaux	9,2	9,5	+0,3	+2,9%
Projets stratégiques cofinancés	0,4	0,4	+0,1	+16,6%
Développement territoriale et cadre de vie	13,0	13,2	+0,2	+1,9%
Culture	12,5	13,5	+1,1	+8,5%
Aide aux territoires	2,1	2,2	+0,1	+4,8%
Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)	95,5	97,0	+1,5	+1,6%
<b>SOLIDARITE TERRITORIALE</b>	<b>132,6</b>	<b>135,8</b>	<b>+3,2</b>	<b>+2,4%</b>

Les dépenses du secteur de la culture étaient en diminution depuis 2020 du fait des annulations et des reports d'expositions et d'évènements culturels en raison de la situation sanitaire. Ces dépenses sont en hausse de 1,1 M€ en 2022 et reviennent par conséquent à un niveau très proche de celui d'avant-crise (13,9 M€ en 2019).

Comme prévu au BP 2022, la subvention de fonctionnement versée au SDIS a quant à elle été augmentée de 1,5 M€ pour atteindre 97 M€.

## C. LE RENFORCEMENT DES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AU SERVICE DES POLITIQUES PUBLIQUES

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Finances et moyens généraux	124,3	140,7	+16,3	+13,1%
Moyens de l'Assemblée	7,8	8,3	+0,5	+6,5%
Moyens généraux de l'administration	19,6	20,9	+1,3	+6,7%
Moyens RH	412,9	434,2	+21,2	+5,1%
Patrimoine départemental	13,5	16,5	+3,0	+22,2%
Systèmes d'informations et e-administration	9,9	9,4	-0,5	-5,0%
<b>FINANCES ET MOYENS GENERAUX</b>	<b>588,1</b>	<b>629,9</b>	<b>+41,9</b>	<b>+7,1%</b>

Les dépenses de la politique Finances et moyens généraux, correspondant principalement aux fonctions supports et aux opérations financières et comptables de la Collectivité, s'élèvent en 2022 à 629,9 M€. Elles connaissent une progression nette de 41,9 M€ par rapport à 2021 (+ 7,1%), pour trois raisons principales : la hausse de la masse salariale de la Collectivité, la hausse du montant des provisions et l'impact de l'augmentation du coût de l'énergie.

- **La hausse de la masse salariale**

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
Charges de personnel hors paie	3,5	3,7	+0,2	+5,8%
Charges de personnel paie	409,5	430,5	+21,0	+5,1%
<b>MOYENS RH</b>	<b>412,9</b>	<b>434,2</b>	<b>+21,2</b>	<b>+5,1%</b>

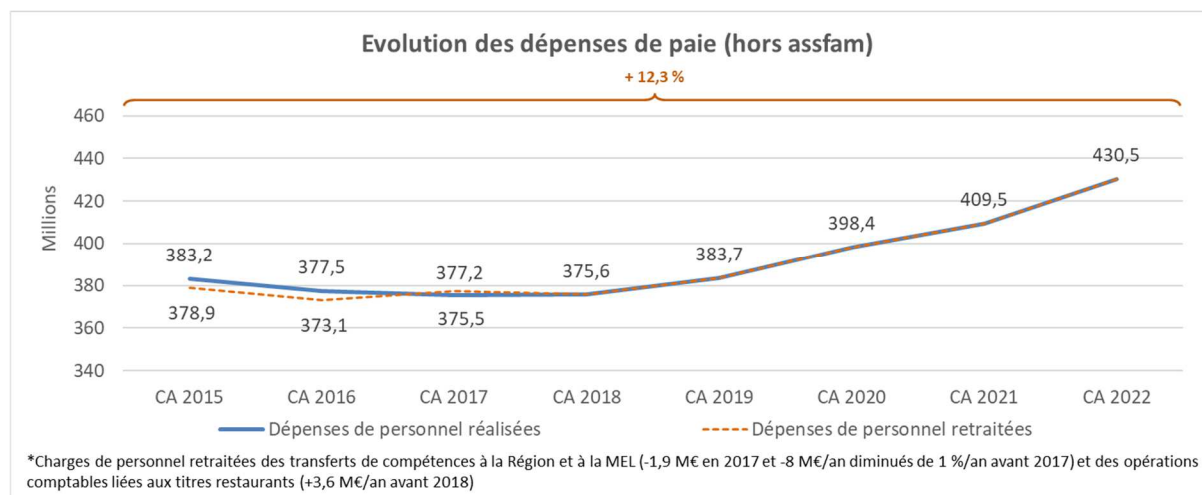
Les dépenses hors paie s'élèvent en 2022 à 3,7 M€. Elles sont en augmentation de 0,2 M€ par rapport à 2021, après une augmentation de 0,6 M€ entre 2020 et 2021. En effet, après les multiples annulations de formation dues à la crise de la Covid-19 et aux mesures de confinement, les dépenses de formation et d'accompagnement des agents retournent à leur niveau d'avant crise.

Mais la principale évolution du budget s'explique par les dépenses de paye (hors assistants familiaux, individualisées dans la politique de l'enfance) qui connaît une augmentation de 21 M€ par rapport au CA 2021, malgré la maîtrise des effectifs.

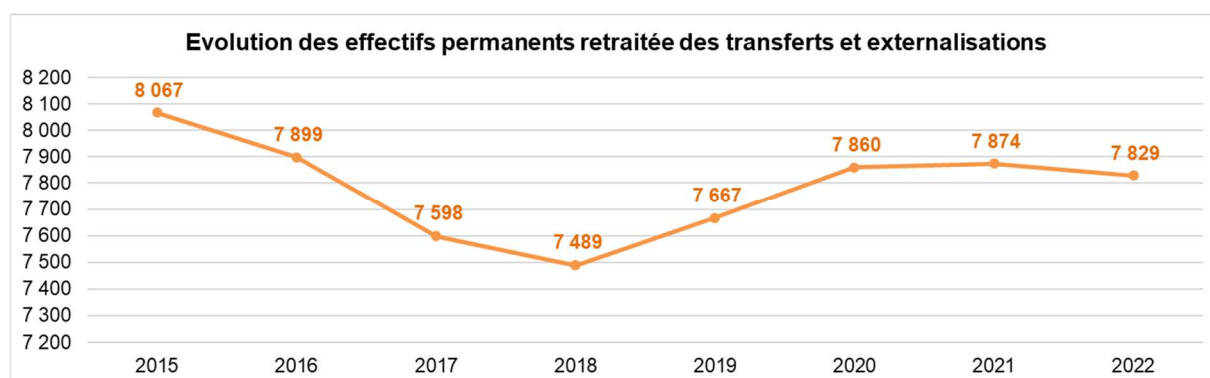
Cette hausse s'explique par divers éléments :

- l'effet de 6 mois de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (+ 3,5%) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022. L'impact de cette mesure s'élève à 6,8 M€ sur 2022 ;
- l'extension des revalorisations salariales du Ségur de la santé de la fonction publique hospitalière à la fonction publique territoriale pour certains cadres d'emplois de la filière médico-sociale, du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture et du cadre d'emploi des sages-femmes ;
- l'effet Glissement Vieillesse Technicité (GVT), correspondant aux avancements d'échelon, aux avancements de grade et aux promotions internes ;
- la revalorisation des grilles indiciaires des agents de catégorie C, dont l'objectif était de conserver la référence au SMIC (dont le montant a été augmenté à trois reprises en 2022) et de dynamiser l'évolution salariale de début de carrière ;

- la revalorisation de l'allocation sociale en 2022, celle-ci étant indexée sur la valeur du point et sur le traitement indiciaire minimum mensuel (le décret n° 2021-1270 avait porté l'indice minimum de 309 à 340) ;
- l'indemnisation du télétravail mise en place dès janvier 2022, conformément aux dispositions de l'accord collectif signé le 8 juin 2021 entre le Département et les représentants du personnel. Dans un premier temps fixée à 2,5 €, cette indemnisation journalière a ensuite été portée à 2,88 € ;
- l'effet en année pleine des recrutements intervenus en 2021 (dont une partie est cofinancée par l'Etat ou l'Union Européenne) ;
- l'indemnité inflation décidée par l'Etat et mise en œuvre par les employeurs ;
- l'ajustement de la prévision initiale de la revalorisation du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).



L'augmentation de la masse salariale sur ces dernières années traduit également les efforts de recrutement réalisés. En effet, depuis 2018, les orientations politiques en faveur de l'action sociale (notamment le retour à l'emploi, les MNE et la protection de l'enfance) ou de l'éducation (restauration scolaire) ont eu une incidence haussière sur les dépenses de personnel.



En 2022, les effectifs permanents de titulaires du Département du Nord sont relativement stables (- 45). Des agents contractuels supplémentaires, financés en partie par l'Etat ou les fonds européens (plan pauvreté ou plan de protection de l'enfance par exemple) ont été recrutés pour soutenir la mise en œuvre de nouveaux dispositifs dédiés essentiellement à l'action sociale. Toutefois, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les EPP et n'ont donc pas d'impact sur l'évolution des effectifs permanents.

- **Le renforcement du budget des moyens généraux et du patrimoine**



Le budget des moyens généraux est passé de 19,6 M€ en 2021 à 20,9 M€ en 2022, soit une hausse de 1,3 M€ (+ 6,7%).

L'évolution des dépenses sur le secteur Patrimoine (+ 3 M€ soit + 22,2%) s'explique essentiellement par les augmentations liées aux prix des énergies.

Ainsi, les dépenses d'électricité ont bondi de 106 % (3,2 M€, + 1,7 M€ entre 2021 et 2022), de même que les dépenses de chauffage urbain (+ 180%, 0,7 M€ en 2022 contre 0,3 M€ en 2021). Les dépenses liées à l'eau et à l'assainissement ont augmenté dans une moindre mesure (0,2 M€, soit + 34% par rapport à 2021), de même que les dépenses de combustibles (0,8 M€, soit + 21% par rapport à 2021).

- **Une relative stabilité sur les autres programmes**

La hausse du programme Finances (140,7 M€, + 16,3 M€), s'explique principalement par l'augmentation du niveau des provisions. En effet, une provision de 40 M€ avait été mise en place afin de se prémunir contre une éventuelle baisse des DMTO en 2021. En 2022, 50 M€ de provisions ont été constitués : 15 M€ relatifs à l'augmentation prévue sur le forfait des SAAD et 35 M€ au titre des régularisations à venir pour les recours sur successions.

Enfin, en raison de la hausse des taux en cours d'exercice, les frais financiers augmentent légèrement (+ 0,6 M€) compte tenu de l'évolution du taux moyen de la dette du Département (2,15 %). Les dépenses de péréquation (+ 5,2 M€) impactent elles aussi les dépenses du secteur Finances.

Les moyens de l'assemblée ainsi que ceux des systèmes d'information restent quant à eux stables.

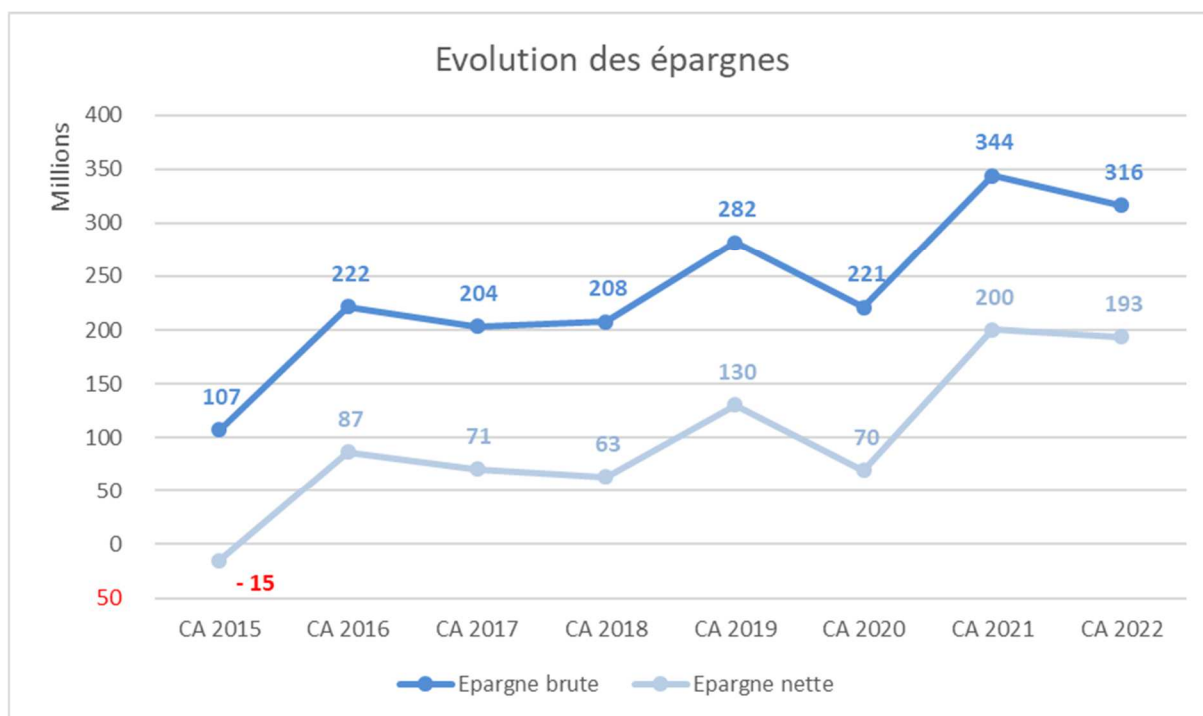
### **III. LES EQUILIBRES DEPARTEMENTAUX PERENNISES PERMETTENT D'AUGMENTER L'INVESTISSEMENT**

Le maintien d'un niveau élevé d'autofinancement permet à la Collectivité de conserver un endettement stable et sain, tout en renforçant le niveau de ses dépenses d'équipement. Il convient néanmoins de rappeler qu'une partie de cette situation est liée en 2022 comme en 2021 à un niveau exceptionnel de DMTO.

#### **A. UN RECOURS PREPONDERANT A L'AUTOFINANCEMENT**

Parallèlement à la stratégie de maîtrise des dépenses appliquée depuis 2015, l'augmentation des recettes de fonctionnement, portée notamment par le produit des DMTO, a permis à la Collectivité de renforcer ses niveaux d'épargne.

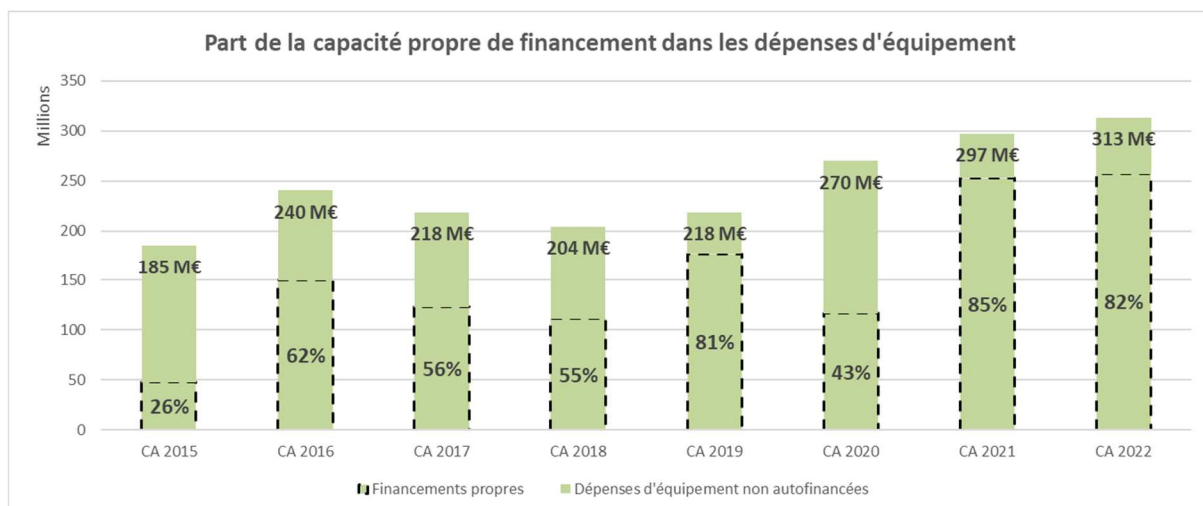
L'épargne brute atteint ainsi 316 M€ au CA 2022 et subit une légère baisse par rapport à 2021 (- 27,8 M€ soit - 8,1%). Le remboursement du capital de dette baissant fortement en 2022 (- 21,2 M€), la baisse de l'épargne nette (- 6,6 M€) est moins importante que celle de l'épargne brute. Ainsi, l'épargne nette, correspondant à l'épargne effectivement disponible pour financer les dépenses d'équipement, s'élève en 2022 à 193 M€.



Ce niveau élevé d'épargne permet de nouveau à la Collectivité d'augmenter ses investissements, tout en maintenant sa dette stable.

#### B. UNE AUGMENTATION DES FINANCEMENTS EXTERNES

Les recettes d'investissement hors emprunt (63,3 M€) ont évolué de + 10,5 M€ (+ 19,9%) entre les CA 2021 et 2022. Elles se composent des dotations et compensations de l'Etat (47,4 M€) et des subventions, participations et remboursements liées à des projets spécifiques (15,9 M€). Cumulée aux recettes propres, l'augmentation des recettes externes a permis à la Collectivité, en 2022, de financer ses dépenses d'équipement à 82% sans recourir à l'emprunt.



## 7. Les dotations et compensations versées par l'Etat

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022/ CA 2021	
Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)	25,4	25,7	+0,3	+1,3%
Dotation Départementale d'Equipe ment des Collèges (DDEC)	13,0	13,0	0,0	0,0%
Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)	4,0	8,8	+4,8	+119,0%
<b>Dotations de l'Etat</b>	<b>42,3</b>	<b>47,4</b>	<b>+5,1</b>	<b>+12,0%</b>

- **Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) :**

Le FCTVA est une dotation versée par l'Etat compensant, au taux forfaitaire de 16,404%, la charge de TVA que les collectivités territoriales ont supportée sur leurs dépenses réelles d'investissement (N-1 pour le Département du Nord) et qu'elles ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale. En 2022, le Département a perçu 25,7 M€ au titre du FCTVA contre 25,4 M€ en 2021, soit un montant stable (+ 0,3 M€).

- **La Dotation Départementale d'Equipe ment des Collèges (DDEC) :**

Depuis le 1er janvier 1986, la DDEC est attribuée pour compenser les dépenses d'équipement des collèges transférés aux Départements. Le montant de cette dotation est figé et s'élève à 13 M€.

- **La Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) :**

Chaque année, une enveloppe est dédiée aux Départements afin de financer différents projets sur la base de critères priorités par l'Etat. Ces recettes sont ensuite exécutées en fonction de l'avancée des projets.

Ainsi, le Département a perçu en 2022 une recette de 8,8 M€ finançant les soldes et acomptes des travaux de différentes opérations prévues sur les enveloppes 2019, 2020 et 2021 : cryptoportique du forum antique de Bavay, collège Chasse Royale à Valenciennes, collège Jules Ferry à Anzin, Maison France Services (MFS) à Bruay-sur-Escaut, extension du Musée Matisse, regroupement des collèges à Hautmont, collèges numériques, reconstruction du collège Paul Duez à Cambrai, reconstruction de l'Etablissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education (EPDSAE) à Monceau Saint Waast, rénovation de l'Unité Territoriale de Prévention et d'Action Sociale (UTPAS) de Lille Moulins, programme de développement durable des collèges (toitures, LED, panneaux solaires et Contrat de Performance Energétique (CPE) dans quatre collèges de l'Avesnois).

## 8. Les autres recettes réelles d'investissement

Les autres recettes réelles d'investissement se composent essentiellement de subventions et participations de différents organismes (Union européenne, Etat, Région, Communes...) pour le financement d'opérations de travaux et d'entretien spécifiques. Elles se sont renforcées en 2022 et présentent des mouvements parfois significatifs entre les différentes lignes liées à l'avancée des projets subventionnés.

En milliers d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022/ CA 2021	
Collèges	1,8	2,7	+0,9	+50,8%
Voirie	4,2	3,9	-0,4	-8,5%
Culture	1,5	2,7	+1,2	+75,1%
Développement territorial et cadre de vie	0,9	2,0	+1,1	+115,1%
Patrimoine (hors cession)	1,2	0,2	-1,0	-85,7%
Recettes sociales	<del>0,0</del>	2,1	+2,1	
Recettes diverses (Finances, DSI, aides aux territoires)	0,1	0,5	+0,4	+319,8%
Feder	0,0	1,1	+1,1	+10 546,4%
Produit des radars automatiques	0,7	0,8	+0,1	+7,6%
<b>Autres recettes d'investissement</b>	<b>10,5</b>	<b>15,9</b>	<b>+5,4</b>	<b>+51,7%</b>

Ainsi, le Département a perçu des financements spécifiques pour les collèges en 2022 : travaux du collège Chasse Royale à Valenciennes (0,5 M€ dans le cadre de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et 1 M€ au titre de la revitalisation des internats d'excellence, ou travaux de réhabilitation dans le cadre du CPE des quatre collèges de l'Avesnois (0,3 M€ du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT)).

Certaines opérations de voirie ont été en partie subventionnées dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), notamment les travaux de contournement de Maubeuge (pour 1,8 M€). Des subventions ont par ailleurs été versées par les communes concernées dans le cadre d'opérations de requalification du cadre de vie (0,7 M€) ou encore d'amélioration ou d'accessibilité à des entreprises (0,5 M€). Les autres recettes de voirie relèvent des récupérations d'avances ou de soldes négatifs de marchés de travaux.

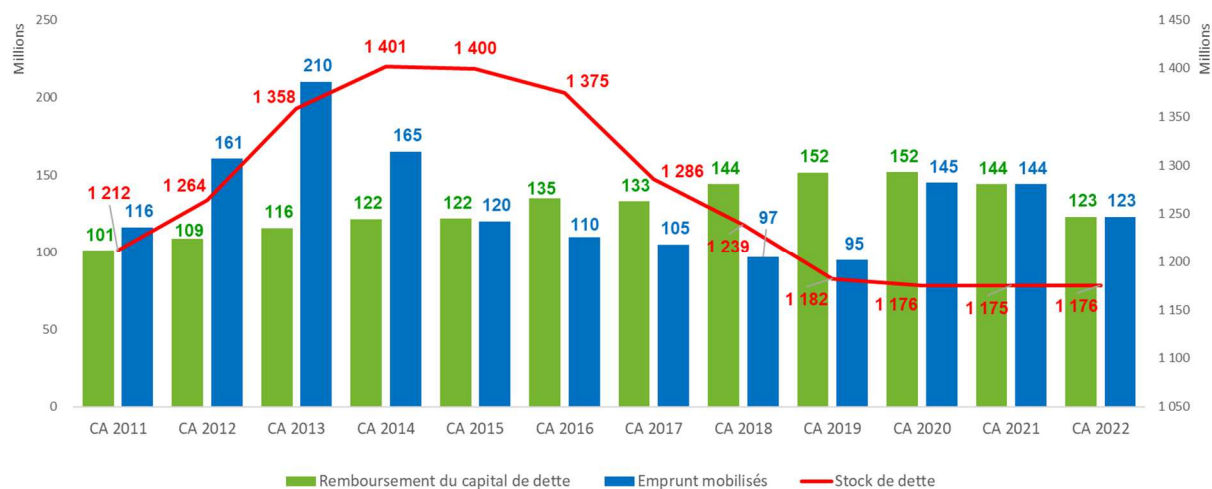
Les établissements culturels ont aussi été bénéficiaires de subventions pour un montant de 2,7 M€ et plus précisément les travaux du cryptoportique du Forum Antique de Bavay (2,4 M€ de la Région et 0,2 M€ du Ministère de la Culture).

Le secteur du développement territorial et du cadre de vie a bénéficié de financements de l'agence de l'eau (0,6 M€) pour des acquisitions de parcelles dans les Espaces Naturels du Nord (ENN) et la gestion de ces sites. 1,3 M€ de recettes proviennent d'un remboursement de trop perçu dans le cadre de la convention avec Partenord.

Les 2,1 M€ de recettes sociales résultent aussi d'un remboursement suite à la non-exécution des travaux subventionnés (résidence autonomie et EHPAD).

Enfin, les subventions du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) concernent la voie verte Scandibérique (0,9 M€) et d'autres projets labélisés Eurocyclo.

## C. UN ENDETTEMENT STABLE ET SAIN

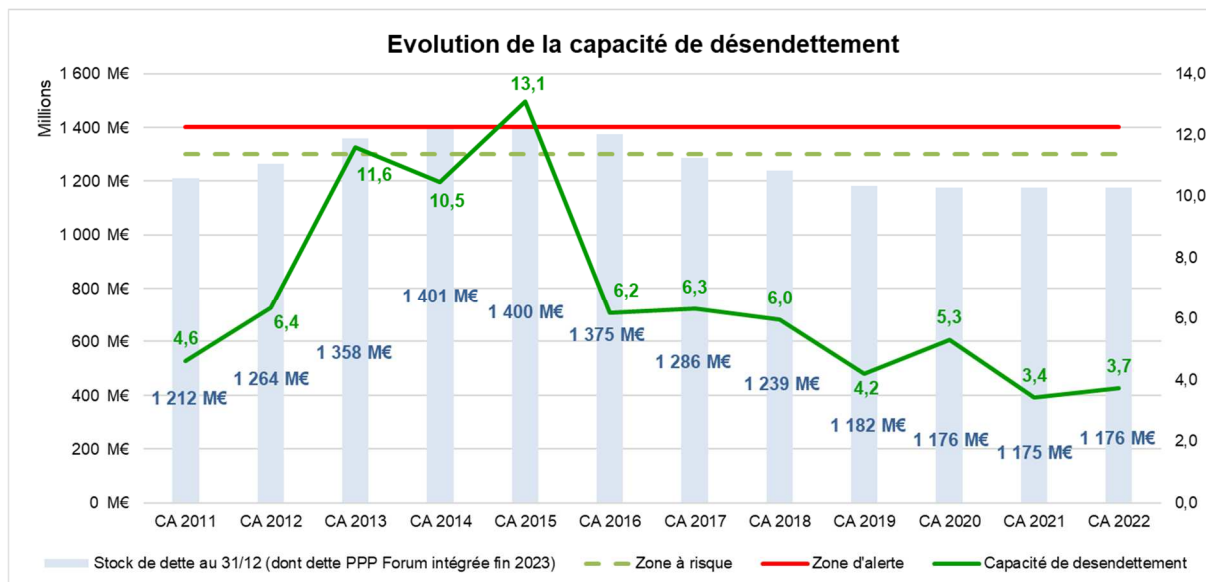


Avec un volume de nouveaux emprunts mobilisés en 2022 égal au montant du capital remboursé sur l'exercice (123 M€), la dette du Département se stabilise à 1,176 Md€ au 31 décembre 2022. Après une période de net désendettement entre 2015 et 2020 (diminution de 16% du stock de dette), le Département poursuit ainsi sa stratégie de maîtrise de l'endettement.

Il est à noter que la baisse du remboursement du capital de la dette en 2022 est liée en grande partie au choix de modifier en 2014 certains échéanciers de contrats. Ainsi, surtout en 2015 et 2016, le remboursement de capital a été diminué de plus de 10 M€/an. Cette diminution a été reportée sur les exercices 2020 et 2021 (respectivement + 5 M€ et + 13 M€).

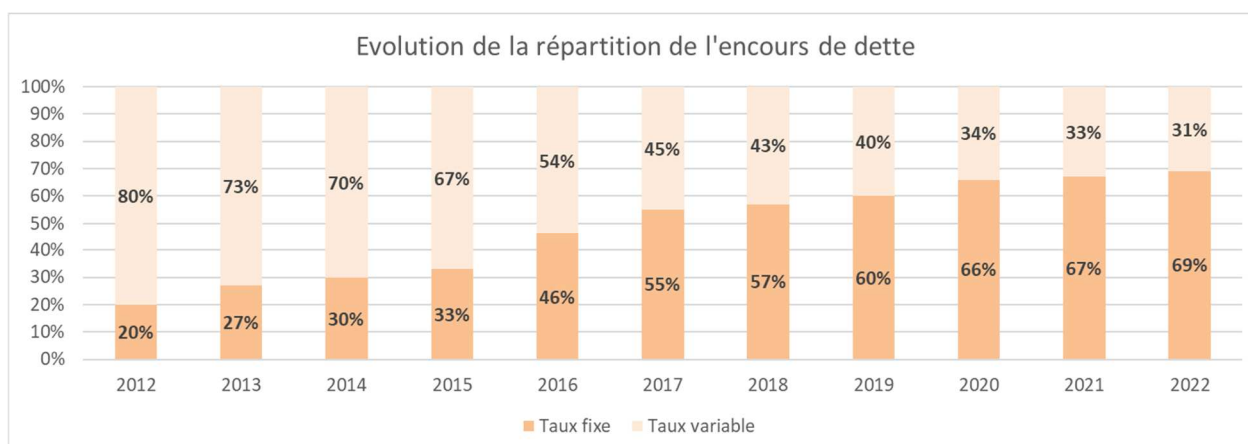
Conjuguée à une épargne brute à un niveau toujours élevé, la capacité de désendettement<sup>4</sup> de la Collectivité reste à un niveau extrêmement sain. Principal ratio permettant d'étudier le niveau d'endettement, celle-ci atteint 3,7 ans au 31 décembre 2022 (contre 3,4 ans au 31 décembre 2021), bien loin des seuils de vigilance (10 ans) et même d'alerte (12 ans) définis pour la strate départementale.

<sup>4</sup> La capacité de désendettement correspond à la durée potentiellement nécessaire à une collectivité pour rembourser son encours de dette en y consacrant la totalité de son épargne brute.



L'encours de dette du Département demeure sain et sans produit toxique. L'ensemble des emprunts est classé « 1A » selon les critères de la Charte Gissler<sup>5</sup>, soit la structure la plus performante.

Le Département a également poursuivi sa stratégie de gestion de la dette en 2022, en privilégiant le recours au taux fixe dans un contexte de forte remontée des taux sur les marchés. La part de l'encours à taux fixe représente ainsi désormais 69% du stock.



Le taux moyen de l'encours de dette du Département, qui avait atteint des niveaux historiquement bas ces dernières années, remonte logiquement et de manière assez nette. En effet, les emprunts contractés en 2022 ont fait augmenter de manière sensible ce taux moyen. Aussi et surtout, il est impacté par l'évolution du coût des emprunts à taux variable au sein du stock de dette. Le taux moyen de la dette départementale passe ainsi de 1,45% au 31 décembre 2021 à 2,15% au 31 décembre 2022. A titre de comparaison, le taux moyen des Départements est de 2,17%<sup>6</sup> en fin d'exercice 2022.

<sup>5</sup> Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits bancaires proposés aux collectivités, la Charte Gissler (« Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales ») opère leur classification selon la complexité, d'une part, de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt (de 1 à 5), et, d'autre part, de la formule de calcul des intérêts (de A à E).

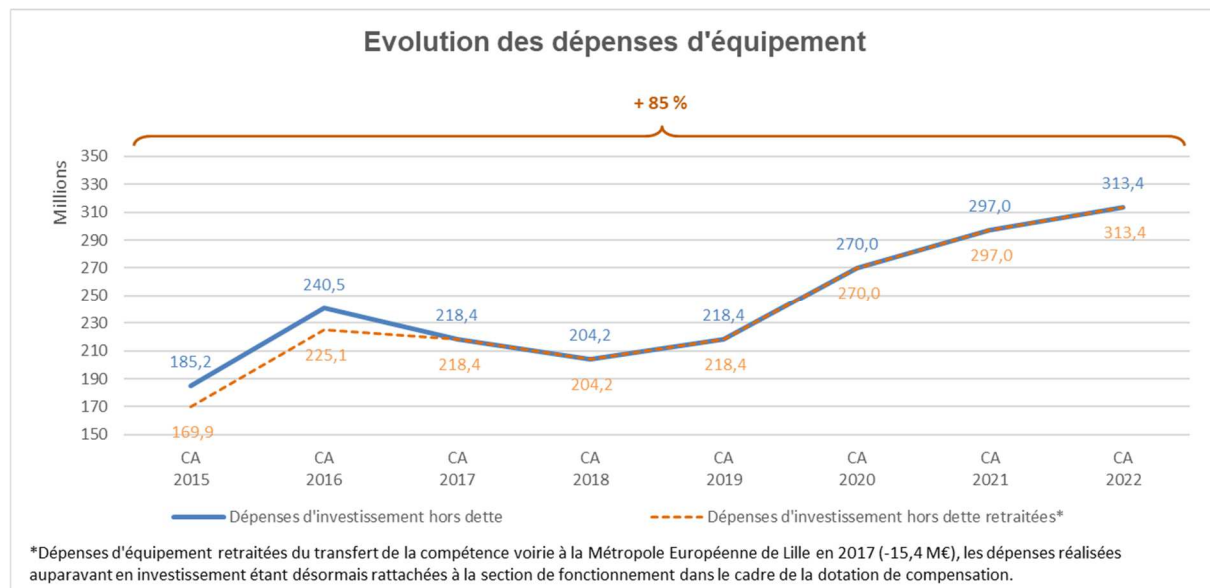
<sup>6</sup> Source : Finance Active

Les frais financiers augmentent légèrement pour s'élever en 2022 à 17,9 M€ (contre 17,3 M€ en 2021).

Les emprunts mobilisés en 2022 sont répartis entre la Banque Postale, le Crédit Agricole, la Société Générale et Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels. Les taux fixes s'établissent entre 2,36% et 2,82%. Le seul emprunt à taux variable a été souscrit au taux Euribor 3 mois + 0,54%.

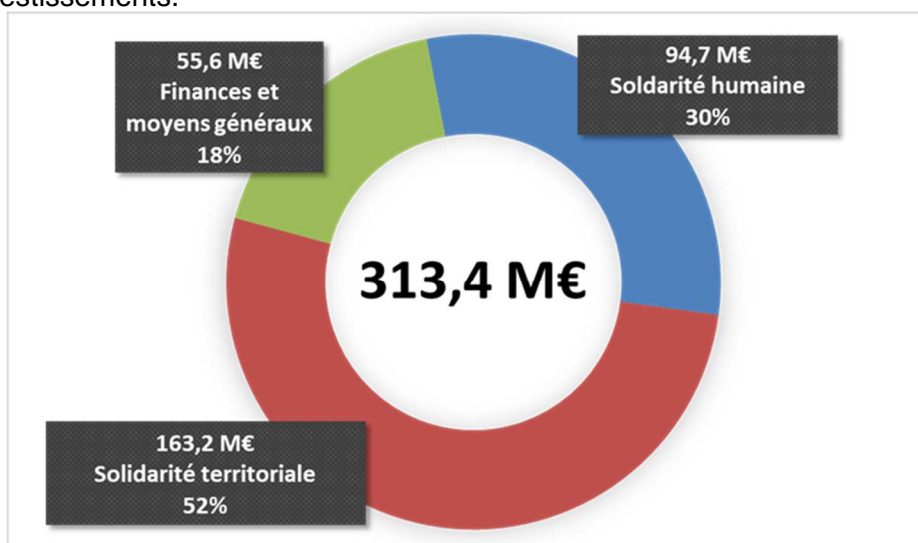
#### IV. LA POURSUITE D'UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT FORTE

Résultat de la stratégie financière engagée à partir de 2015, l'exercice 2022 confirme la poursuite d'une politique d'investissement forte de la Collectivité.



Leur évolution au cours du précédent mandat peut être analysée en deux phases :

- entre 2015 et 2019, le Département a été contraint, afin de rétablir des ratios financiers détériorés et de préserver ses équilibres financiers pour l'avenir, de stabiliser le niveau de ses dépenses d'équipement ;
- depuis 2020, le retour à des niveaux d'endettement et d'épargne sains permet à la Collectivité, en dépit de la crise sanitaire, d'inscrire une hausse importante de ses investissements.



Dans ce cadre, les dépenses d'équipement poursuivent leur progression en 2022 (+ 16,4 M€ soit + 5,5%) et ont été réalisées au taux de 93% par rapport au BP.

Pour chacune des thématiques concernées, le Département du Nord a privilégié des investissements en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement. Les dépenses liées aux Espaces Naturels du Nord et à l'environnement (3,9 M€) sont ainsi en hausse, tout comme celles relatives aux pistes cyclables (3 M€). D'importants travaux de rénovation énergétique (dont 21 M€ pour les programmes de rénovation durables des collèges et la réhabilitation des collèges de l'Avesnois) ont également été réalisés et des clauses spécifiques ont été intégrées aux marchés de construction. Concernant les achats réalisés par le Département, des clauses permettent là aussi de favoriser l'acquisition de matériels plus durables et moins énergivores. Enfin, la flotte de véhicules électriques a été élargie et le Département continue de financer le renforcement des transports collectifs lillois (5,3 M€).

#### A. UN INVESTISSEMENT PRINCIPALEMENT DEDIE A LA SOLIDARITE TERRITORIALE

Principale politique en matière d'investissement, les dépenses de solidarité territoriale s'élèvent en 2022 à 163,2 M€, soit 52% des dépenses d'équipement de la Collectivité. Elles sont en hausse de 7,6 M€ par rapport à 2021 avec une volonté marquée de soutenir les aides aux territoires.

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
INFRASTRUCTURES ET RESEAUX	75,6	74,7	-0,9	-1,2%
PROJETS STRATEGIQUES COFINANCES	7,0	7,1	+0,1	+0,9%
DEV. TERRITORIAL ET CADRE DE VIE	13,6	16,1	+2,5	+18,1%
CULTURE	10,4	8,1	-2,3	-21,9%
AIDE AUX TERRITOIRES	46,9	53,2	+6,3	+13,4%
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS)	2,0	4,0	+2,0	+100,0%
<b>SOLIDARITE TERRITORIALE</b>	<b>155,5</b>	<b>163,2</b>	<b>+7,6</b>	<b>+4,9%</b>

Les dépenses d'infrastructures et réseaux, correspondant pour l'essentiel aux dépenses de voirie, s'élèvent à 74,7 M€. Elles intègrent la poursuite des travaux du contournement de Valenciennes (25,1 M€) ainsi que des études et des acquisitions foncières pour plusieurs grands projets (doublement de la RD 642, liaison Lestrem/A25, circulation autour de Cambrai, contournement de Maubeuge...). Le Département a poursuivi les travaux d'entretien de la voirie (23,7 M€) et des ouvrages d'art (5,2 M€).

Il a aussi consacré 2,1 M€ aux opérations d'amélioration de l'accessibilité des entreprises, 3,7 M€ aux voies nouvelles en dehors des grands projets de maillage territorial, 2 M€ aux opérations de sécurité en agglomération ou encore 2,4 M€ aux opérations de requalification du cadre de vie.

Les projets stratégiques cofinancés (7,1 M€) sont stables (+ 0,1 M€ par rapport à 2021). La Collectivité a poursuivi sa participation au financement du métro lillois (5,3 M€) et au déploiement du très haut débit par l'intermédiaire du syndicat mixte La Fibre Numérique 59-62 (1,7 M€).

Les dépenses relatives au développement territorial s'élèvent à 16,1 M€, soit une augmentation de 2,5 M€ portée essentiellement par les crédits dédiés à l'environnement et les subventions à Partenord. Les dépenses 2022 comprennent en particulier :

- les investissements liés aux Espaces Naturels du Nord (6,1 M€) : aménagement et gestion des sites (2,2 M€), acquisitions foncières (0,7 M€), chemins de randonnée (0,2 M€) ;
- la forte augmentation des dépenses en faveur de la politique cyclable (3 M€) ;



- les dépenses liées aux actions de plantation et de renaturation (0,8 M€) et au développement rural (0,5 M€ dont 0,1 M€ pour les Maisons France Services) ;
- la politique de l'Habitat (7,2 M€) : dispositif Nord Equipement Habitat Solidarité (2,7 M€), subvention à Partenord (4,2 M€) ;
- l'exploitation et l'entretien du site du ValJoly (0,7 M€).

Les dépenses d'investissement dédiées à la culture s'élèvent en 2022 à 8,1 M€. Deux projets majeurs ont marqué l'année : la fin des travaux relatifs à la couverture du cryptoportique du Forum Antique de Bavay (3,5 M€) et le démarrage du chantier d'extension du Musée Matisse (1,3 M€).

Les aides attribuées aux territoires s'élèvent en 2022 à 53,2 M€. Une nouvelle fois en forte progression (+ 14,5 M€ en 2021 puis + 6,3 M€ en 2022), elles intègrent :

- le dispositif d'Aide Départementale aux Villages et Bourgs (ADVB)<sup>7</sup> pour 27,2 M€ (+ 6,2 M€ par rapport à 2021) ;
- les Projets Territoriaux Structurants (PTS)<sup>8</sup> pour 21,2 M€ (+ 6,4 M€ par rapport à 2021) ;
- les subventions « Voirie », incluant l'Aide à l'Aménagement des Trottoirs (AAT) le long des voiries départementales et la mise en sécurité des routes départementales en agglomération pour 2,2 M€ (- 0,5 M€ par rapport à 2021) ;
- le volet spécifique et ponctuel « Relance » au sein de l'ADVB (1,1 M€).

Enfin, la participation du Département au SDIS en 2022 a été de 4 M€ (+ 2 M€ par rapport au financement habituel).

## B. LA STABILITE DES DEPENSES DEEIEES A LA SOLIDARITE HUMAINE

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
ENFANCE, FAMILLE ET JEUNESSE	1,8	2,5	+0,7	+40,9%
PERSONNES AGEES	10,8	10,8	-0,1	-0,8%
PERSONNES HANDICAPEES	2,5	0,8	-1,8	-70,3%
ACTIONS D'INSERTION		0,1	+0,1	
ACTIONS DE SANTE	0,01		-0,01	-100,0%
COLLEGIENS	79,8	80,6	+0,7	+0,9%
<b>SOLIDARITE HUMAINE</b>	<b>95,0</b>	<b>94,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4%</b>

Les dépenses dédiées à la solidarité humaine s'élèvent en 2022 à 94,7 M€ contre 95 M€ en 2021.

Cette politique est essentiellement portée par les investissements en faveur des collèges (80,6 M€). Les dépenses relatives à ces derniers sont stables (+ 0,7 M€) après une forte augmentation en 2021 (+ 11,8 M€).

Elles intègrent en premier lieu les projets individualisés de constructions et reconstructions des bâtiments. D'un montant global de 17,6 M€ (- 10 M€), ces opérations comprennent notamment :

<sup>7</sup> L'Aide Départementale aux Villages et Bourgs (ADVB) est destinée aux communes de moins de 5 000 habitants.

<sup>8</sup> Le dispositif Projets Territoriaux Structurants (PTS) permet d'accompagner les projets de dimension intercommunale portés par les territoires et répondant aux grands enjeux stratégiques locaux.

- la restructuration du collège Chasse Royale à Valenciennes dans le cadre d'un marché global de performance (6,8 M€) ;
- la réhabilitation des collèges Jules Ferry à Anzin (1 M€), Paul Duez à Cambrai (1,4 M€), Léon Blum à Wavrin (0,5 M€), Rouges Barres à Marcq-en-Barœul (7,1 M€) et Maxence Van der Meersch à Mouvoux (0,7 M€).

Pour le reste, les dépenses dédiées aux collèges comprennent principalement :

- la maintenance - Gros Entretien et Renouvellement (GER) des bâtiments, pour un montant global de 53 M€ (+ 13,8 M€) dont 13,5 M€ pour le programme de rénovation durable et 7,5 M€ pour le CPE<sup>9</sup> de l'Avesnois qui concerne 4 collèges;
- le dispositif Collèges numériques (7,9 M€, soit -3 M€) qui permet notamment d'équiper les établissements en outils numériques performants.

En parallèle des collèges, 14,1 M€ de subventions d'investissement ont été attribués aux établissements pour personnes âgées et personnes en situation de handicap ainsi qu'au secteur de la protection de l'enfance. La diminution de ces dépenses en 2022 correspond à un retour au niveau d'avant crise, faisant suite au soutien renforcé que le Département a mis en place auprès de ces partenaires pour faire face à la crise sanitaire en 2020.

### C. LES DEPENSES RELATIVES AUX FONCTIONS SUPPORTS PORTEES PAR L'AMELIORATION DU PATRIMOINE DEPARTEMENTAL ET LES MOYENS INFORMATIQUES

En millions d'€	CA 2021	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
FINANCES	0,3	0,3	-0,03	-10,1%
MOYENS GENERAUX DE L'ADMINISTRATION ET ASSEMBLEE	1,9	2,0	+0,1	+3,5%
MOYENS RH	0,3	0,3	+0,03	+9,9%
PATRIMOINE DEPARTEMENTAL	31,9	38,8	+6,8	+21,5%
SYSTEMES D'INFORMATION ET E- ADMINISTRATION	12,0	14,3	+2,3	+19,1%
<b>FINANCES ET MOYENS GENERAUX</b>	<b>46,4</b>	<b>55,6</b>	<b>+9,2</b>	<b>+19,8%</b>

Les dépenses relatives aux fonctions supports de la Collectivité s'élèvent en 2022 à 55,6 M€, soit une augmentation de 9,2 M€ par rapport à 2021.

Cette hausse correspond, pour la grande majorité à l'avancement de projets portant sur le patrimoine de la Collectivité (+ 6,8 M€ pour atteindre 38,8 M€ en 2022), qui intègre notamment les travaux de restructuration et d'extension du Nouveau Forum (22,1 M€), le regroupement des services départementaux à Douai (1,9 M€), les travaux à l'UTPAS de Lille Moulins, la participation financière à la reconstruction de l'EPDSAE de Monceau Saint-Waast et les travaux à la pouponnière Rosette de Mey à Lille.

Enfin, les dépenses liées aux systèmes d'information sont renforcées après la baisse de 2021 imputable principalement aux difficultés d'approvisionnement en matières premières (composants électroniques notamment) et à un retour à un niveau d'avant-crise. Les moyens dédiés à ce secteur augmentent de 2,3 M€ pour atteindre des réalisations à hauteur de 14,3 M€. Ces dépenses sont fléchées sur l'infrastructure de production (2,1 M€), les matériels des postes de travail (4,5 M€), les centres de services (3,4 M€), la sécurité du système informatique (0,5 M€) et le système d'information (maintien en conditions opérationnelles des solutions existantes et nouvelles évolutions ou nouvelles applications) pour 3,5 M€.

<sup>9</sup> Contrat de Performance Energétique

Les autres dépenses d'administration générale (finances, moyens généraux, ressources humaines) sont stables.

## CONCLUSION

Malgré le contexte économique difficile, le CA 2022 traduit la stratégie financière de la nouvelle mandature : maintien des épargnes, augmentation de l'investissement et stabilisation de la dette.

Une hausse des recettes de fonctionnement, plus particulièrement les DMTO, et les résultats de la politique de retour à l'emploi des allocataires du RSA ont permis une nouvelle fois de sécuriser les équilibres budgétaires et de soutenir le territoire avec un effort supplémentaire sur l'investissement.

Cependant, malgré un résultat exceptionnellement important, les tensions en fonctionnement, avec des recettes qui progressent moins vite que les dépenses, amènent à conserver une stratégie de maîtrise et de responsabilité.

## ANNEXE 1-1 : Présentation brève et synthétique (du budget principal)

Conformément à l'article L3313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique exposant les informations financières essentielles est jointe au Compte Administratif.

Le Compte Administratif retrace les dépenses et recettes exécutées au cours de l'exercice. Elaboré par l'ordonnateur, il doit correspondre au compte de gestion établi parallèlement par le comptable de la Collectivité.

Ce « bilan financier » se compose de deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Epargne de gestion : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (c.-à.d. épargne de gestion – charges d'intérêts). Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Epargne nette : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de dette. L'annuité et les remboursements sont pris hors gestion active de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

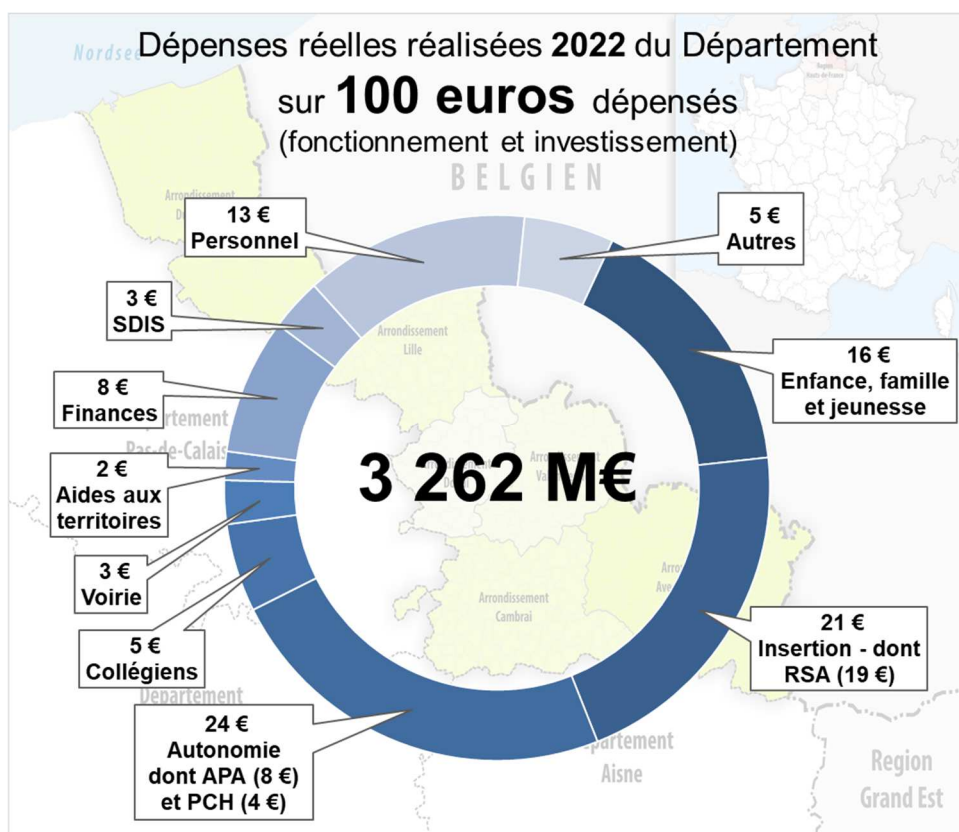
		Recettes	Dépenses
FONCTIONNEMENT	<b>TOTAL</b>	<b>3 160 M€</b>	<b>3 011 M€</b>
	<b>Réel</b>	3 142 M€	2 826 M€
	Interêts		18 M€
	Hors interêts	3 142 M€	2 808 M€
	<b>Ordre</b>	18 M€	185 M€
INVESTISSEMENT	<b>TOTAL</b>	<b>386 M€</b>	<b>468 M€</b>
	<b>Réel</b>	<b>186 M€</b>	<b>436 M€</b>
	Capital de dette	123 M€	123 M€
	Hors dette	63 M€	313 M€
	<b>Ordre</b>	199 M€	32 M€
<b>TOTAL</b>		<b>3 545 M€</b>	<b>3 479 M€</b>
<b>Réel</b>		3 328 M€	3 262 M€
Réal hors dette		3 205 M€	3 121 M€
<b>Ordre</b>		217 M€	217 M€
<b>Epargne de gestion</b>		<b>334 M€</b>	
<b>Epargne brute</b>		<b>316 M€</b>	
<b>Epargne nette</b>		<b>193 M€</b>	

### I – Les dépenses

Les dépenses réelles du Département (hors résultats reportés et gestion active de la dette) s'élèvent en 2022 à **3 262 M€** Elles sont en augmentation de 2,3 % par rapport à 2021.

Les principales dépenses réelles du Département se décomposent comme suit :

- **Section d'investissement (436 M€)**, dont 313 M€ de dépenses réelles d'équipement et 123 M€ de remboursement en capital de dette.
- **Section de fonctionnement (2 826 M€) :**
  - o Dépenses au titre des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) : 1 001 M€, soit 35,4 % des dépenses réelles de fonctionnement, dont :
    - 622 M€ pour le Revenu de Solidarité Active (RSA) ;
    - 264 M€ pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
    - 116 M€ pour la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).
  - o Versement des intérêts de la dette : 18 M€ ;
  - o Masse salariale (hors assistants familiaux) : 430 M€.



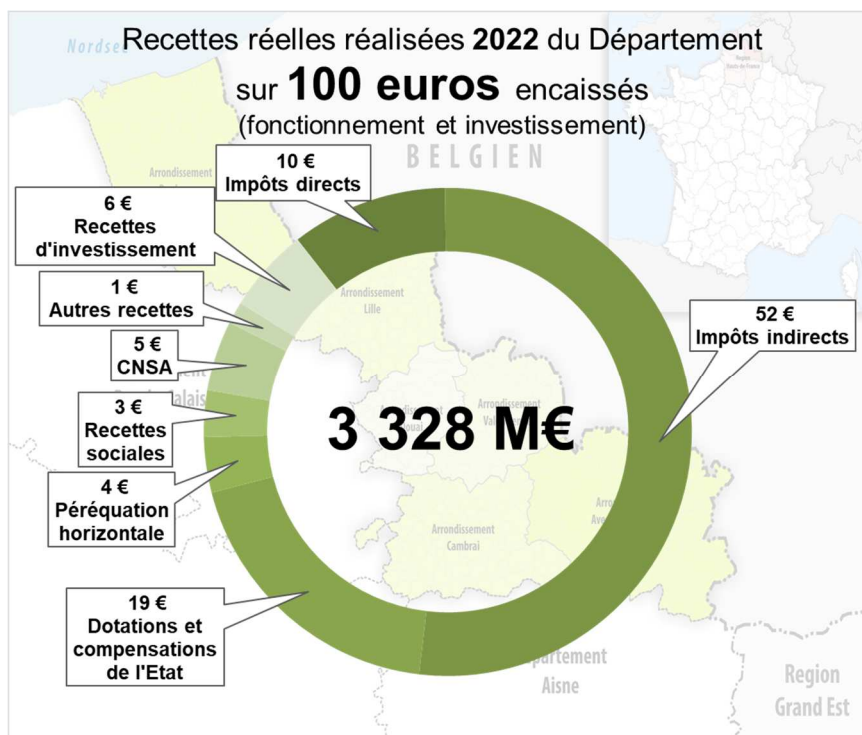
## II – Les recettes

Les recettes réelles du Département (hors résultats reportés) s'élèvent en 2022 à **3 328 M€**. Elles sont en augmentation de 1,2 % par rapport à 2021.

Les principales recettes réelles du Département se décomposent comme suit :

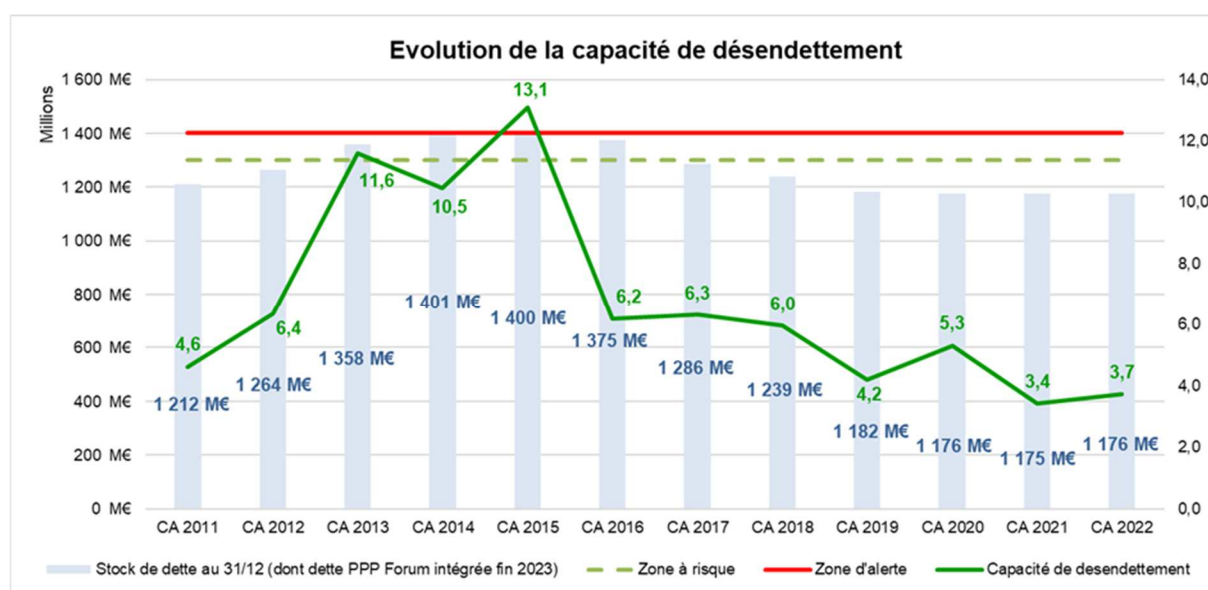
- **Section d'investissement (186 M€) dont :**
  - o Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) : 26 M€ ;
  - o Dotations de l'Etat (DDEC) : 13 M€ ;
  - o Emprunt : 123 M€.
- **Section de fonctionnement (3 142 M€) dont :**
  - o Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) : 156 M€ ;

- Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) : 456 M€ ;
- Fraction de TVA : 526 M€ ;
- Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : 510 M€ ;
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) : 354 M€ ;
- Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) : 352 M€.

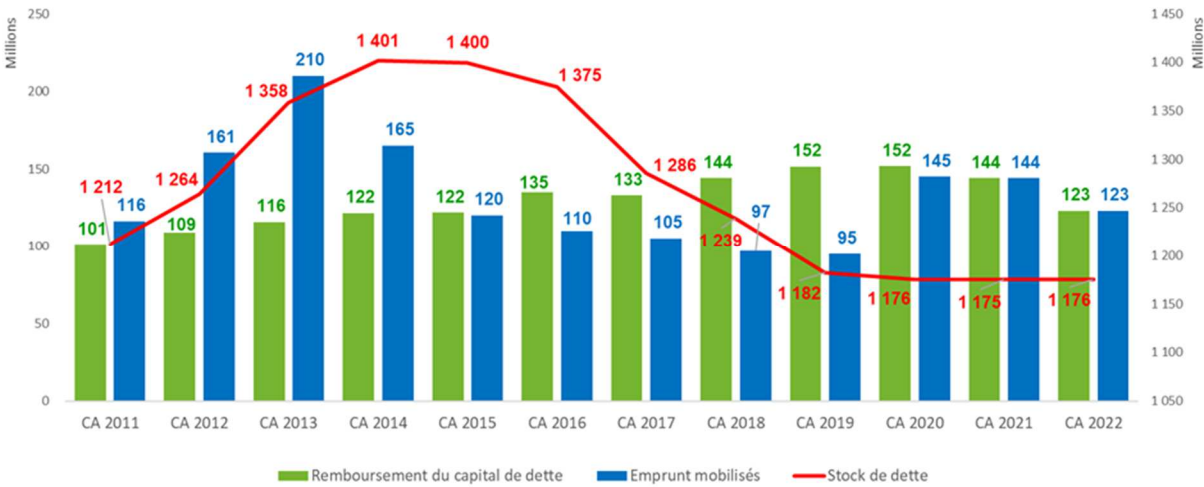


### III – L'endettement

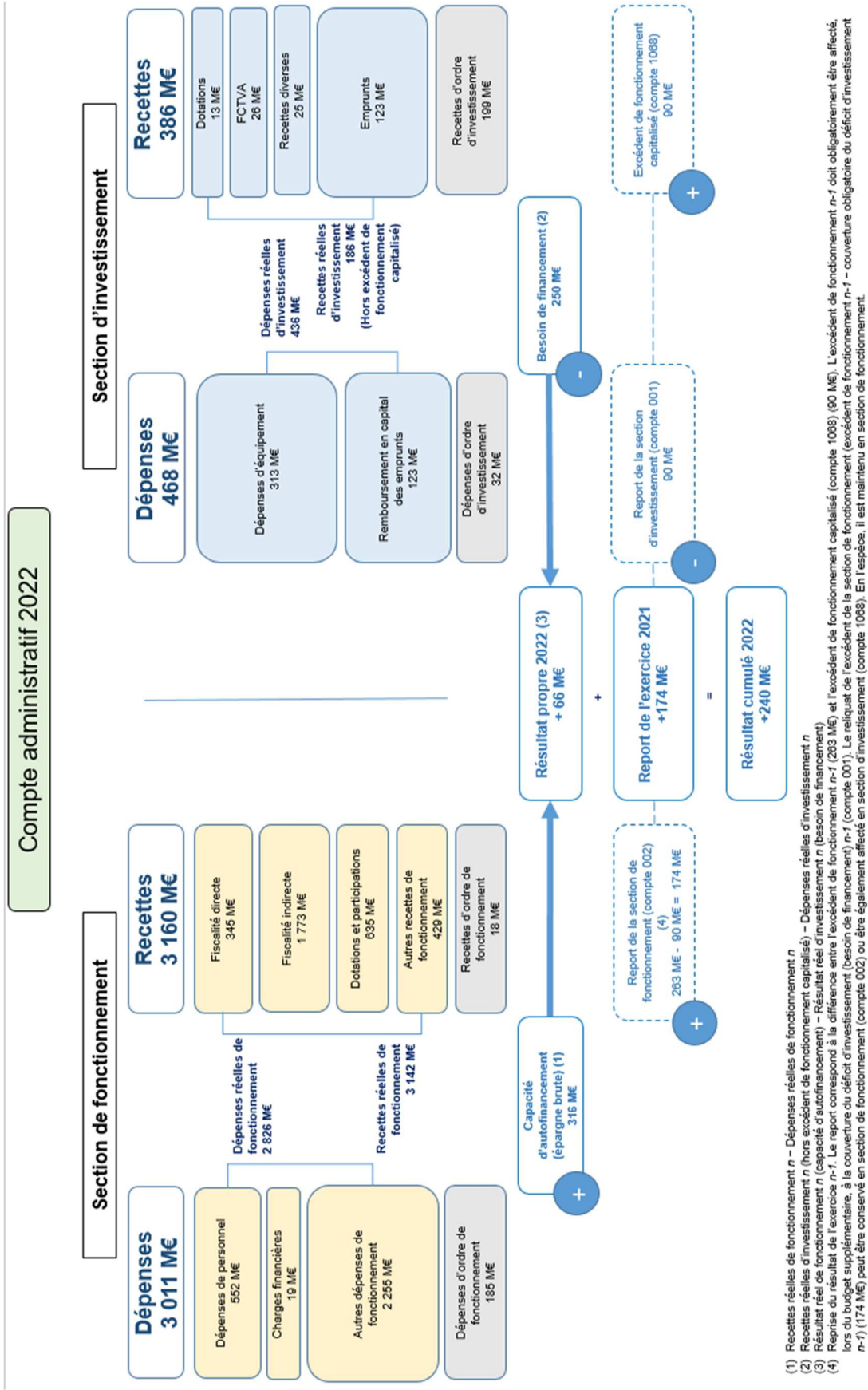
Au 31 décembre 2022, la dette du Département s'élève à 1 176 M€, soit quasiment équivalente à celle de 2021 (1 175 M€ au 31 décembre 2021) grâce à la stratégie de désendettement mise en place par le Département en 2015.



La stabilisation de l'encours de dette est rendue possible par le maintien de niveaux d'épargne satisfaisants. Cette stratégie permet de conserver un niveau d'investissement élevé, tout en mobilisant de nouveaux emprunts à hauteur du capital remboursé.



# ANNEXE 1-2 : Schéma synthétique du CA 2022



(1) Recettes réelles de fonctionnement n - Dépenses réelles de fonctionnement n  
 (2) Recettes réelles d'investissement n (hors excédent de fonctionnement capitalisé) - Dépenses réelles d'investissement n  
 (3) Résultat réel de fonctionnement n (hors excédent de fonctionnement capitalisé) - Résultat réel d'investissement n (besoin de financement)  
 (4) Reprise du résultat de l'exercice n-1. Le report correspond à la différence entre l'excédent de fonctionnement n-1 (compte 001), Le reliquat de l'excédent de fonctionnement (excédent de fonctionnement n-1 - couverture obligatoire du déficit d'investissement n-1) (174 M€) peut être conservé en section de fonctionnement (compte 002) ou être également affecté en section d'investissement (compte 1068). En l'espèce, il est maintenu en section de fonctionnement.



## **ANNEXE 1-3 : Les réalisations des crédits votés et les étapes budgétaires**

Les taux de réalisation 2022 sur BP sont proches de 100 % en dépense.

	BP 2022	CO 2022	CA 2022	Taux de réal. / BP	Taux de réal. / CO
<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>2 988 910 328 €</b>	<b>3 014 792 834 €</b>	<b>3 141 854 202 €</b>	<b>105,1%</b>	<b>104,2%</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>2 804 188 643 €</b>	<b>2 916 296 861 €</b>	<b>2 825 502 565 €</b>	<b>100,8%</b>	<b>96,9%</b>
<i>Interêts</i>	18 000 000 €	18 120 000 €	17 870 890 €	99,3%	98,6%
<i>Hors intérêts</i>	2 786 188 643 €	2 898 176 861 €	2 807 631 675 €	100,8%	96,9%
<i>Hors intérêts et RSA</i>	2 121 188 643 €	2 233 176 861 €	2 186 030 668 €	103,1%	97,9%
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>274 840 463 €</b>	<b>213 140 000 €</b>	<b>186 341 460 €</b>	<b>67,8%</b>	<b>87,4%</b>
<i>Emprunts</i>	184 700 463 €	123 000 000 €	123 000 000 €	66,8%	100,0%
<i>Hors emprunts</i>	90 140 000 €	90 140 000 €	63 341 460 €	70,3%	70,3%
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>460 100 208 €</b>	<b>485 527 592 €</b>	<b>436 329 643 €</b>	<b>94,8%</b>	<b>89,9%</b>
<i>Capital de dette</i>	123 000 000 €	123 000 000 €	122 885 069 €	99,9%	99,9%
<i>Hors capital de dette</i>	337 100 208 €	362 527 592 €	313 444 574 €	93,0%	86,5%

*Mouvements réels, hors gestion active de la dette et hors résultats reportés*

Les recettes de fonctionnement ont été réalisées à 105,1 % par rapport au BP 2022. Cette évolution a été portée par le dynamisme en 2022 des Droits de Mutations à Titre Onéreux qui ont atteint 456 M€ (+86 M€ / BP 2022).

Les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 100,8 % du BP 2022. Si l'on retire ces dépenses des intérêts et du RSA, on atteint 103,1 %. Les crédits complémentaires inscrits en cours d'année concernent essentiellement l'enfance (+33 M€ de réalisés par rapport au BP), le secteur des personnes handicapées (+15 M€) et les ressources humaines (+17 M€) et proviennent en majorité de l'impact des revalorisations salariales du Ségur.

Les dépenses d'investissement hors dette affichent un taux de réalisation de 93 % sur BP, soit un niveau d'exécution budgétaire élevé.

Les recettes d'investissement hors emprunts et cessions immobilières<sup>10</sup> ont été réalisées à 92,5 % par rapport au BP.

Des mouvements en cours d'année ont été réalisés pour adapter l'action de la Collectivité aux politiques prioritaires du Département. Différentes décisions budgétaires ont été votées à cet effet.

Voté le 26 septembre 2022, le Budget Supplémentaire (BS), a permis d'adapter les inscriptions budgétaires fortement impactées par les revalorisations salariales (prix du point d'indice, revalorisation du smic, revalorisations salariales des Assistants familiaux, Ségur de la santé) et les augmentations des prix des matières, fournitures et services.

Le résultat de fonctionnement cumulé intégrant le résultat reporté de 2021 (+ 263 M€) a été en partie affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (90 M€) permettant de conserver au BS un excédent de fonctionnement de 174 M€.

---

<sup>10</sup> Les cessions sont prévues en recettes d'investissement mais exécutées en recettes de fonctionnement

La Décision Modificative N°1 (DM1), a été adoptée le 12 décembre 2022. Elle visait à prendre en compte la volonté du Département d'accompagner les SAAD au-delà des annonces d'augmentation du tarif plancher du gouvernement, et à permettre de prendre les mesures nécessaires à l'exécution du budget 2023 dès le 1<sup>er</sup> janvier.

Le tableau ci-dessous rappelle les inscriptions budgétaires de l'exercice 2022 :

		Fonctionnement		Investissement	
		Recette	Dépense	Recette	Dépense
BP 2022	Réel	2 989 454 000 €	2 804 188 643 €	374 840 463 €	560 105 820 €
	Ordre	17 100 000 €	202 365 357 €	246 285 657 €	61 020 300 €
	<b>Total général</b>	<b>3 006 554 000 €</b>	<b>3 006 554 000 €</b>	<b>621 126 120 €</b>	<b>621 126 120 €</b>
BS	Réel	183 974 133 €	97 108 218 €	28 153 045 €	115 018 960 €
	Ordre		86 865 915 €	86 865 915 €	
	<b>Total général</b>	<b>183 974 133 €</b>	<b>183 974 133 €</b>	<b>115 018 960 €</b>	<b>115 018 960 €</b>
DM 1	Réel	15 000 000 €	15 000 000 €		
	Ordre				
	<b>Total général</b>	<b>15 000 000 €</b>	<b>15 000 000 €</b>		
Crédits votés 2022	Réel	3 188 428 133 €	2 916 296 861 €	402 993 508 €	675 124 780 €
	Ordre	17 100 000 €	289 231 272 €	333 151 572 €	61 020 300 €
	<b>Total général</b>	<b>3 205 528 133 €</b>	<b>3 205 528 133 €</b>	<b>736 145 080 €</b>	<b>736 145 080 €</b>

### Annexe 3

CA 2022 Budget Principal par chapitres

#### Fonctionnement

Chapitre	Libellé chapitre	Dépense	Recette
930	SERVICES GENERAUX	134 386 097,64	29 720 284,41
931	SECURITE	97 000 000,00	
932	ENSEIGNEMENT	154 273 012,94	5 635 986,64
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	32 063 570,50	1 466 943,68
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	86 328 778,71	3 779 099,94
935	ACTION SOCIALE (HORS 9354 RMI, HORS 9355 APA ET HORS 9356 RSA)	1 199 120 137,84	103 993 329,95
9354	REVENU MINIMUM D'INSERTION	617 906,09	29 929,55
9355	PERSONNES DEPENDANTES (APA)	279 747 431,82	105 325 892,01
9356	REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	662 810 089,55	52 304 575,31
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	61 399 543,61	2 008 769,52
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	9 487 816,47	12 898 957,40
939	DEVELOPPEMENT	5 888 995,39	492 093,54
940	IMPOSITIONS DIRECTES		350 728 325,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	32 450 256,21	1 837 150 732,63
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		634 630 532,29
943	OPERATIONS FINANCIERES	19 046 302,84	1 679 598,46
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	882 625,63	9 151,97
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	50 000 000,00	
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	185 487 283,34	17 827 840,80
	<b>TOTAL</b>	<b>3 010 989 848,58</b>	<b>3 159 682 043,10</b>

#### Investissement

Chapitre	Libellé chapitre	Dépense	Recette
900	SERVICES GENERAUX	40 422 794,59	325 388,58
902	ENSEIGNEMENT	79 387 643,42	21 955 919,60
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	7 869 053,04	3 986 914,06
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	17 824,62	
905	ACTION SOCIALE (HORS 9054 RMI ET HORS 9056 RSA)	9 882 162,04	969 798,38
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	79 845 996,19	4 671 436,91
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	4 502 413,50	541 223,14
909	DEVELOPPEMENT	406 088,43	
911	SECURITE	4 000 000,00	
912	ENSEIGNEMENT	1 323 214,27	
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	643 102,88	
914	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	199 548,00	
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI ET HORS 9156 RSA)	17 727 484,04	2 122 709,21
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	453 851,10	28 920,00
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	57 286 823,12	2 366 499,60
918	TRANSPORTS	5 340 000,00	
919	DEVELOPPEMENT	1 841 227,65	178 017,43
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		25 701 661,13
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	124 980 269,84	213 300 530,65
92410	Remembrements effectués d'office pour le compte de tiers	194 146,64	2 282,00
92411	Curage des cours d'eaux non domaniaux effectué d'office pour le compte de tiers	5 999,80	
92412	Travaux d'aménagement des routes sous mandat		43 649,22
92418	Opérations d'investissement constructions de lycées (cités mixtes)		18,14
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	13 970 199,28	13 970 199,28
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	17 827 840,80	185 487 283,34
	<b>TOTAL</b>	<b>468 127 683,25</b>	<b>475 652 450,67</b>

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES**

**I**  
**C2**

Chap. / Art. (1)	Libellé	(1)	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>			
900	Services généraux		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseignement		0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
904	Prévention médico-sociale		0,00
905	Action sociale		0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion		0,00
905-6	Revenu de solidarité active		0,00
906	Réseaux et infrastructures		0,00
907	Aménagement et environnement		0,00
908	Transports		0,00
909	Développement		0,00
910	Services généraux		0,00
911	Sécurité		0,00
912	Enseignement		0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
914	Prévention médico-sociale		0,00
915	Action sociale		0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion		0,00
915-6	Revenu de solidarité active		0,00
916	Réseaux et infrastructures		0,00
917	Aménagement et environnement		0,00
918	Transports		0,00
919	Développement		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>			
930	Services généraux	(1)	0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseignement		0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
934	Prévention médico-sociale		0,00
935	Action sociale		0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Par procuration  
 Ivan LEGLISE  
 Inspecteur des Finances Publiques

**I -- INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE -- DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES**

**I**  
**C3**

Chap. / Art. (1)	Libellé	(III)	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT -- TOTAL</b>			
900	Services généraux		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseignement		0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
904	Prévention médico-sociale		0,00
905	Action sociale		0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion		0,00
905-6	Revenu de solidarité active		0,00
906	Réseaux et infrastructures		0,00
907	Aménagement et environnement		0,00
908	Transports		0,00
909	Développement		0,00
910	Services généraux		0,00
911	Sécurité		0,00
912	Enseignement		0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
914	Prévention médico-sociale		0,00
915	Action sociale		0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion		0,00
915-6	Revenu de solidarité active		0,00
916	Réseaux et infrastructures		0,00
917	Aménagement et environnement		0,00
918	Transports		0,00
919	Développement		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations		0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT -- TOTAL</b>			
930	Services généraux	(IV)	0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseignement		0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs		0,00
934	Prévention médico-sociale		0,00
935	Action sociale		0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Par procuration

Ivan LEGLISE  
 Inspecteur des Finances Publiques

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2009	10900	7 506,57	2551,10	03/02/2022	1
2009	25800	10 891,84	10891,84	03/02/2022	1
2007	14564	538,84	496,34	03/02/2022	1
2008	34817	542,28	368,25	03/02/2022	1
2008	13860	447,96	447,96	03/02/2022	1
2008	11293	450,52	450,52	03/02/2022	1
2013	5355	2 176,38	2176,38	03/02/2022	1
2015	9208	284,96	284,96	03/02/2022	1
2017	37794	470,95	470,95	03/02/2022	1
2017	32924	906,15	690,20	03/02/2022	1
2017	32923	5 317,63	3342,46	03/02/2022	1
2019	24092	800,00	800,00	03/02/2022	1
2019	8010	12 420,65	12085,37	03/02/2022	1
2020	5617	823,00	823,00	03/02/2022	1
2016	40037	300,00	42,77	03/02/2022	1
2013	27044	450,00	450,00	04/02/2022	2
2013	22193	3 933,87	2721,58	04/02/2022	2
2014	38408	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	52569	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	42195	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	48491	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	34749	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	31572	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	25444	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	4417	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	8834	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	13894	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	19742	150,00	150,00	04/02/2022	2
2014	1254	450,00	450,00	04/02/2022	2
2015	1484	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	3687	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	7217	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	13467	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	17224	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	20800	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	25324	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	30242	150,00	150,00	04/02/2022	2
2015	32930	150,00	150,00	04/02/2022	2
2016	32819	330,00	60,57	04/02/2022	2
2015	9331	1 172,27	1170,24	04/02/2022	2
2002	15846	614,06	614,06	10/02/2023	2
2002	15858	31 596,13	3099,29	10/02/2023	2
2004	1045	121 592,40	4027,80	10/02/2023	2
2011	10441	800,77	800,77	04/02/2022	3
2015	14800	894,88	894,88	04/02/2022	3
2016	44357	1 173,68	1173,68	04/02/2022	3
2016	41049	2 993,75	2993,75	04/02/2022	3



## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2016	41048	4 830,80	4830,80	04/02/2022	3
2017	33922	1 500,00	1500,00	04/02/2022	3
2021	12861	12 190,56	12190,56	04/02/2022	3
2006	8650	7 612,06	5180,93	11/02/2022	6
2015	32147	332,96	332,96	11/02/2022	6
2015	32146	1 399,26	1399,26	11/02/2022	6
2015	14758	3 344,89	1608,89	11/02/2022	6
2016	25112	267,99	267,99	11/02/2022	6
2017	33730	4 653,66	4653,66	11/02/2022	6
2018	45106	1 780,01	1780,01	11/02/2022	6
2018	31794	10 292,51	10292,51	11/02/2022	6
2018	45105	10 654,34	10654,34	11/02/2022	6
2021	34528	1 148,00	1148,00	11/02/2022	6
2013	30469	350,00	350,00	11/02/2022	6
2013	21147	450,00	450,00	11/02/2022	6
2014	37357	180,00	180,00	11/02/2022	6
2014	3230	218,00	218,00	11/02/2022	6
2015	13621	578,00	578,00	11/02/2022	6
2014	53631	180,00	180,00	11/02/2022	6
2014	22120	180,00	180,00	11/02/2022	6
2015	9549	142,00	142,00	11/02/2022	6
2015	9672	180,00	180,00	11/02/2022	6
2016	3571	142,00	142,00	11/02/2022	6
2007	34998	200,00	200,00	11/02/2022	7
2008	15041	90,00	90,00	11/02/2022	7
2008	30162	90,00	90,00	11/02/2022	7
2008	3636	100,00	100,00	11/02/2022	7
2008	21113	150,00	150,00	11/02/2022	7
2016	39879	1 049,79	1019,79	11/02/2022	7
2012	29934	5 576,88	20,66	11/02/2022	7
2016	878	520,00	360,00	11/02/2022	7
2016	44317	800,02	800,02	11/02/2022	7
2017	3059	134,43	134,43	11/02/2022	7
2017	3079	231,52	231,52	11/02/2022	7
2017	3068	231,52	231,52	11/02/2022	7
2017	3062	231,52	231,52	11/02/2022	7
2017	3046	231,52	231,52	11/02/2022	7
2017	3067	231,52	231,52	11/02/2022	7
2018	31571	2 607,21	2607,21	11/02/2022	7
2018	31487	3 881,82	3881,82	11/02/2022	7
2015	31274	30,00	30,00	11/02/2022	7
2016	33811	150,00	2,45	11/02/2022	7
2017	3055	15,43	15,43	11/02/2022	7
2014	40384	1 460,00	1141,18	09/03/2022	8
2012	29930	6 957,79	3766,39	09/03/2022	9
2007	29749	1 578,57	92,74	09/03/2022	9
2008	12838	405,00	247,76	09/03/2022	9

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2012	30605	4 420,01	3970,01	09/03/2022	9
2013	11846	474,93	474,93	09/03/2022	9
2015	39210	225,95	225,95	09/03/2022	9
2015	39211	437,64	437,64	09/03/2022	9
2016	40936	8 362,11	8362,11	09/03/2022	9
2017	32771	941,90	941,90	09/03/2022	9
2018	31733	595,54	595,54	09/03/2022	9
2018	45026	1 226,30	1226,30	09/03/2022	9
2018	27742	1 500,00	1500,00	09/03/2022	9
2021	44375	4 565,00	4565,00	09/03/2022	9
2021	19443	15 218,06	15218,06	09/03/2022	9
2019	16768	2 000,00	39,61	09/03/2022	9
2021	7573	18 818,81	12838,36	09/03/2022	10
2019	32565	904,42	904,42	10/02/2023	10
2019	16261	13 352,70	13352,70	10/02/2023	10
2007	35610	764,01	764,01	09/03/2022	10
2011	27557	579,72	579,72	09/03/2022	10
2015	18125	511,16	348,80	09/03/2022	10
2017	33132	468,77	443,58	09/03/2022	10
2017	33133	941,90	891,29	09/03/2022	10
2018	45256	1 500,00	1326,18	09/03/2022	10
2019	20097	9 959,77	9959,77	09/03/2022	10
2020	8736	3 015,84	3015,84	09/03/2022	10
2021	34560	5 645,00	5645,00	09/03/2022	10
2016	36937	30,33	30,33	09/03/2022	10
2016	35023	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	36950	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	43562	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	36838	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	36858	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	37061	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	38614	35,00	35,00	09/03/2022	10
2016	36890	35,00	35,00	09/03/2022	10
2017	2233	35,00	35,00	09/03/2022	10
2017	5192	35,00	35,00	09/03/2022	10
2013	32121	7 585,04	2616,99	10/02/2023	11
2017	10801	233,92	0,01	10/02/2023	11
2012	4568	4 694,42	148,20	10/02/2023	11
2013	35043	1 255,68	1255,68	10/02/2023	11
2018	710	1 259,33	559,33	10/02/2023	11
2018	14212	3 142,58	650,52	10/02/2023	11
2004	12395	631,04	76,04	10/02/2023	11
2014	41788	315,74	315,74	10/02/2023	11
2016	29176	677,25	677,25	10/02/2023	11
2018	44994	12 956,91	12956,91	10/02/2023	11
2018	44995	5 607,53	4957,53	10/02/2023	11
2018	41112	224,18	93,81	10/02/2023	11

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2020	22778	4 607,52	4607,52	10/02/2023	11
2020	26556	961,08	961,08	10/02/2023	11
2020	26524	134,01	134,01	10/02/2023	11
2018	18043	213,00	9,42	10/02/2023	11
2007	35966	309,89	259,89	16/03/2022	11
2008	30642	448,62	448,62	16/03/2022	11
2010	25966	1 163,16	1163,16	16/03/2022	11
2011	8420	9068,70	6315,06	16/03/2022	11
2013	19681	958,17	958,17	16/03/2022	11
2016	29354	485,74	256,45	16/03/2022	11
2016	29165	1 391,19	1391,19	16/03/2022	11
2017	9901	553,65	110,16	16/03/2022	11
2017	38730	1 500,00	1500,00	16/03/2022	11
2017	38737	1 500,00	1500,00	16/03/2022	11
2019	23626	600,00	600,00	16/03/2022	11
2021	7449	367,44	367,44	16/03/2022	11
2021	7453	477,91	477,91	16/03/2022	11
2015	31250	20,00	20,00	16/03/2022	11
2017	41832	175,16	0,16	16/03/2022	11
2017	31298	50,00	19,35	16/03/2022	11
2017	9986	1 436,14	40,00	16/03/2022	11
2006	3186	75,00	17,66	10/02/2023	12
2012	29535	4 395,47	4395,47	10/02/2023	12
2012	29901	5 229,77	5229,77	10/02/2023	12
2004	3409	304,90	304,90	10/02/2023	12
2006	21761	75,00	75,00	10/02/2023	12
2007	24683	762,18	762,18	10/02/2023	12
2009	3430	197,08	197,08	10/02/2023	12
2009	18964	3 450,00	526,76	10/02/2023	12
2012	30562	417,94	417,94	10/02/2023	12
2016	10954	10 553,73	8623,33	10/02/2023	12
2020	16262	80,00	80,00	10/02/2023	12
2021	11862	17 705,40	17705,40	10/02/2023	12
2021	12871	18 249,62	18249,62	10/02/2023	12
2013	19743	653,65	653,65	10/02/2023	13
2007	3871	24,73	24,73	10/02/2023	13
2004	14930	750,00	750,00	10/02/2023	13
2011	21238	5 329,06	2524,00	10/02/2023	14
2008	34027	13553,42	12708,68	10/02/2023	14
2013	28011	4 202,41	3760,43	10/02/2023	14
2002	11730	457,35	457,35	01/04/2022	14
2006	28188	492,66	18,38	01/04/2022	14
2015	9560	360,00	290,33	01/04/2022	14
2015	40402	6 477,43	5661,43	10/02/2023	14
2014	41703	433,75	433,75	10/02/2023	14
2014	41702	419,15	419,15	10/02/2023	14
2014	17437	2 671,51	2671,51	10/02/2023	14

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2015	18092	509,30	509,30	10/02/2023	14
2016	29651	11 063,45	11063,45	10/02/2023	14
2016	39964	1 659,51	1659,51	10/02/2023	14
2016	44266	375,54	375,54	10/02/2023	14
2018	17484	10 690,39	10690,39	10/02/2023	14
2018	21121	3 207,00	3207,00	10/02/2023	14
2019	32610	874,28	874,28	10/02/2023	14
1999	22085	1 239,51	1239,51	01/04/2022	14
2002	8367	457,35	457,35	01/04/2022	14
2003	16033	500,00	131,56	01/04/2022	14
2012	18460	1 757,32	1757,32	01/04/2022	14
2015	19741	6 548,80	6548,80	01/04/2022	14
2016	39973	2 775,66	2775,66	01/04/2022	14
2017	33911	400,00	400,00	01/04/2022	14
2017	10040	1 431,05	1431,05	01/04/2022	14
2017	38745	1 500,00	1500,00	01/04/2022	14
2017	33142	7 042,84	7042,84	01/04/2022	14
2017	10223	8 759,24	8759,24	01/04/2022	14
2018	8875	207,00	207,00	01/04/2022	14
2018	27713	1 500,00	1500,00	01/04/2022	14
2018	41021	2 673,02	2673,02	01/04/2022	14
2019	20510	1 500,00	1500,00	01/04/2022	14
2019	3770	40,00	40,00	01/04/2022	14
2012	22840	2 130,89	2130,89	10/02/2023	15
2009	18955	419,49	28,32	10/02/2023	15
2008	21952	4 308,24	1864,61	10/02/2023	15
2009	21809	239,55	239,55	10/02/2023	15
2012	27011	3 811,21	3811,21	10/02/2023	15
2012	20736	8 797,33	8797,33	10/02/2023	15
2013	17029	2 673,36	2673,36	10/02/2023	15
2016	18665	464,01	464,01	10/02/2023	15
2016	32740	2 046,39	2046,39	10/02/2023	15
2016	25104	11 154,72	11154,72	10/02/2023	15
2019	32487	4 272,87	4272,87	10/02/2023	15
2020	22457	16 192,59	16192,59	10/02/2023	15
2021	669	4 857,00	4857,00	10/02/2023	15
2014	22318	54,00	54,00	10/02/2023	15
2014	37513	80,00	80,00	10/02/2023	15
2004	11491	756,28	581,00	01/04/2022	15
2006	878	1 334,33	1334,33	01/04/2022	15
2006	7914	8 117,99	8117,99	01/04/2022	15
2007	35537	739,64	739,64	01/04/2022	15
2013	21308	4 391,80	244,52	01/04/2022	15
2016	44660	834,96	278,32	01/04/2022	15
2018	14047	382,04	382,04	01/04/2022	15
2019	7898	4 232,23	4232,23	01/04/2022	15
2019	8042	5 853,69	5853,69	01/04/2022	15

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2019	4577	11 762,34	11762,34	01/04/2022	15
2020	8818	2 908,92	2908,92	01/04/2022	15
2021	7232	525,26	525,26	01/04/2022	15
2021	16338	3 727,00	3727,00	01/04/2022	15
2021	27295	9 932,30	9932,30	01/04/2022	15
2021	7324	12 424,04	12424,04	01/04/2022	15
2013	18042	120,00	15,00	01/04/2022	15
2018	9054	156,31	0,01	01/04/2022	15
2018	8782	1 558,66	0,06	01/04/2022	15
2018	5707	500,63	0,63	01/04/2022	15
2018	9610	20,00	20,00	01/04/2022	15
2018	12924	171,42	28,57	01/04/2022	15
2018	12924	171,42	28,57	01/04/2022	15
2006	1431	13 264,78	13264,78	10/02/2023	16
2013	13894	228,51	228,51	10/02/2023	16
2011	21213	29 146,58	27126,72	01/04/2022	16
2017	10217	3 311,80	662,36	01/04/2022	16
2008	12820	913,10	23,82	10/02/2023	16
2008	12818	1 414,74	37,02	10/02/2023	16
2008	12819	475,79	12,41	10/02/2023	16
2016	14639	216,00	216,00	10/02/2023	16
2017	38706	1 500,00	967,64	10/02/2023	16
2017	42756	733,51	733,51	10/02/2023	16
2017	32349	270,50	270,50	10/02/2023	16
2021	16241	308,43	308,43	10/02/2023	16
2005	12884	748,70	748,70	01/04/2022	16
2012	4522	260,66	260,66	01/04/2022	16
2012	23613	4 477,65	4477,65	01/04/2022	16
2014	12949	1 674,73	1674,73	01/04/2022	16
2015	40499	513,88	513,88	01/04/2022	16
2015	27947	602,74	602,74	01/04/2022	16
2015	32202	2 533,67	2533,67	01/04/2022	16
2015	32203	3 325,19	3325,19	01/04/2022	16
2016	44268	300,00	300,00	01/04/2022	16
2016	39961	1 765,08	1765,08	01/04/2022	16
2016	34283	11 767,20	11767,20	01/04/2022	16
2019	22	2 627,00	2627,00	01/04/2022	16
2019	4372	6 567,51	6567,51	01/04/2022	16
2014	44928	540,00	10,10	01/04/2022	16
2011	10440	2 345,64	469,13	10/02/2023	17
2012	25794	12 815,51	10103,79	10/02/2023	17
2007	21234	11 459,10	9715,94	01/04/2022	17
2019	38230	103,23	103,23	01/04/2022	17
2019	36957	141,94	141,94	01/04/2022	17
2019	39229	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	37910	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	37883	200,00	200,00	01/04/2022	17

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2019	37998	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	37499	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	37867	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	38890	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	38790	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	39601	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	37965	200,00	200,00	01/04/2022	17
2019	39191	200,00	200,00	01/04/2022	17
2004	15592	933,60	933,60	01/04/2022	17
2008	12858	6 425,35	4310,37	10/02/2023	17
2008	12859	11 565,46	7757,92	10/02/2023	17
2013	16391	373,09	354,45	10/02/2023	17
2013	28749	693,55	693,55	10/02/2023	17
2016	40140	603,72	542,88	10/02/2023	17
2016	44301	659,56	659,56	10/02/2023	17
2016	25128	712,40	712,40	10/02/2023	17
2016	39948	2 159,69	2159,69	10/02/2023	17
2016	30119	3 960,70	3960,70	10/02/2023	17
2016	29260	8 318,59	5918,59	10/02/2023	17
2016	25127	25 199,06	25199,06	10/02/2023	17
2017	14563	1 211,37	1211,37	10/02/2023	17
2018	17490	1 645,43	1645,43	10/02/2023	17
2019	23940	1 000,00	1000,00	10/02/2023	17
2019	8941	15 819,64	15819,64	10/02/2023	17
2008	30919	5 437,06	4714,65	01/04/2022	17
2014	22674	492,90	492,90	01/04/2022	17
2015	50574	904,42	904,42	01/04/2022	17
2015	40281	1 348,57	1305,98	01/04/2022	17
2016	18562	4 119,58	3626,08	01/04/2022	17
2017	33621	717,15	717,15	01/04/2022	17
2017	37567	3 902,99	3902,99	01/04/2022	17
2020	590	23 758,87	23758,87	01/04/2022	17
2021	12886	7 308,55	7308,55	01/04/2022	17
2021	12854	8 796,24	8796,24	01/04/2022	17
2021	12860	10 689,25	10689,25	01/04/2022	17
2021	12870	17 614,70	17614,70	01/04/2022	17
2021	30829	22 117,07	22117,07	01/04/2022	17
2021	12882	1 911,35	1911,35	10/02/2023	18
2021	12855	8 816,45	8816,45	10/02/2023	18
2007	37637	728,66	426,22	10/02/2023	18
2009	23960	150,16	86,62	10/02/2023	18
2009	23959	732,00	732,00	10/02/2023	18
2011	1634	350,26	254,26	10/02/2023	18
2016	39952	622,95	622,95	10/02/2023	18
2016	30260	1 274,66	1274,66	10/02/2023	18
2016	44472	2 654,38	2000,00	10/02/2023	18
2016	30261	7 275,00	7275,00	10/02/2023	18

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2017	21702	1 091,25	599,64	10/02/2023	18
2017	42576	2 466,21	2466,21	10/02/2023	18
2017	21708	4 815,62	4815,62	10/02/2023	18
2017	37823	16 441,42	15655,34	10/02/2023	18
2017	37612	16 052,06	16052,06	10/02/2023	18
2018	8260	3 691,00	3691,00	10/02/2023	18
2019	36475	432,00	432,00	10/02/2023	18
2019	16250	1 440,06	1440,06	10/02/2023	18
2020	26431	10 734,42	10434,42	10/02/2023	18
2021	44416	3 218,00	3218,00	10/02/2023	18
2021	7794	3 574,00	3574,00	10/02/2023	18
2007	4823	9 791,09	3966,93	10/02/2023	19
2008	7967	1 414,65	1414,65	10/02/2023	19
2014	35690	7 118,23	7118,23	10/02/2023	19
2007	24406	30,00	30,00	10/02/2023	20
2007	16411	30,00	30,00	10/02/2023	20
2011	7900	3 426,27	600,00	29/04/2022	20
2018	14429	3 004,50	3004,50	29/04/2022	20
2020	22788	7 482,27	4232,27	29/04/2022	20
2007	15779	60,00	60,00	10/02/2023	20
2016	30007	60,00	35,82	29/04/2022	20
2016	25502	100,00	59,71	29/04/2022	20
2016	11185	60,00	35,82	29/04/2022	20
2004	12061	1 372,04	1222,04	29/04/2022	20
2013	29187	12 893,36	11675,46	29/04/2022	20
2013	24635	453,74	114,89	29/04/2022	20
2006	20901	60,00	60,00	10/02/2023	20
2020	26615	941,90	747,36	29/04/2022	20
2014	28908	917,97	917,97	10/02/2023	20
2016	8121	11 932,22	11932,22	10/02/2023	20
2016	40085	968,97	968,97	10/02/2023	20
2017	37706	1 204,62	1204,62	10/02/2023	20
2017	10093	849,87	849,87	10/02/2023	20
2017	37703	510,82	510,82	10/02/2023	20
2018	14118	7 095,40	7095,40	10/02/2023	20
2018	21122	673,00	673,00	10/02/2023	20
2018	14138	485,32	485,32	10/02/2023	20
2019	32392	1 021,55	530,71	10/02/2023	20
2020	22188	811,02	811,02	10/02/2023	20
2021	7504	13 719,10	13719,10	10/02/2023	20
2021	16342	2 743,00	2743,00	10/02/2023	20
2015	31376	250,00	32,72	29/04/2022	20
2004	17754	301,28	301,28	29/04/2022	20
2005	25281	1 954,08	54,08	29/04/2022	20
2019	11853	1 028,00	604,43	29/04/2022	20
2019	31368	269,00	17,60	10/02/2023	21
2015	22683	3 709,94	3709,94	10/02/2023	21

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2018	9637	528,00	528,00	10/02/2023	21
2017	21597	727,00	727,00	10/02/2023	21
2018	20885	90,00	90,00	10/02/2023	21
2013	11442	315,33	315,33	10/02/2023	21
2016	39810	620,92	620,92	10/02/2023	21
2016	40060	300,00	300,00	10/02/2023	21
2016	44428	1 364,23	886,85	10/02/2023	21
2017	36880	941,90	941,90	10/02/2023	21
2018	8326	16 272,34	16272,34	10/02/2023	21
2018	786	1 786,63	1786,63	10/02/2023	21
2018	4289	8 191,12	8191,12	10/02/2023	21
2019	16300	8 598,91	8598,91	10/02/2023	21
2019	20755	2 579,00	2579,00	10/02/2023	21
2021	11879	17 258,18	17258,18	10/02/2023	21
2014	12868	425,25	425,25	29/04/2022	22
2016	25141	5 895,24	1322,56	29/04/2022	22
2016	43995	2 568,85	2184,85	29/04/2022	22
2017	9914	501,05	501,05	29/04/2022	22
2018	14205	392,67	392,67	29/04/2022	22
2018	8259	471,90	471,90	29/04/2022	22
2022	8957	1 905,68	1905,68	29/04/2022	22
2004	26855	904,47	744,47	10/02/2023	22
2011	7903	404,88	404,88	10/02/2023	22
2017	38750	1 500,00	1500,00	10/02/2023	22
2019	16123	484,82	484,82	10/02/2023	22
2020	29311	12 293,03	12293,03	10/02/2023	22
2021	44615	103,10	103,10	10/02/2023	22
2021	7430	1 158,69	18,17	29/04/2022	22
2008	10641	194,94	34,47	04/05/2022	23
2010	990	990,00	0,02	04/05/2022	23
2019	35795	5 866,82	0,20	04/05/2022	23
2015	5928	7 435,58	7435,58	04/05/2022	23
2008	19140	450,00	5,00	04/05/2022	23
2016	913	600,00	600,00	04/05/2022	23
2016	19387	195,00	195,00	04/05/2022	23
2016	26778	390,00	390,00	04/05/2022	23
2021	16489	6 736,76	0,01	04/05/2022	23
2013	23504	858,27	541,80	04/05/2022	23
2016	44349	816,06	816,06	04/05/2022	23
2021	8494	82,80	0,90	10/02/2023	23
2005	12738	2 476,12	2476,12	10/02/2023	23
2012	17948	18 223,32	16014,38	10/02/2023	23
2012	20712	1 232,85	1232,85	10/02/2023	23
2013	28058	410,95	81,85	10/02/2023	23
2016	29163	3 910,26	3910,26	10/02/2023	23
2018	860	4 137,36	4137,36	10/02/2023	23
2018	17548	10 947,82	10947,82	10/02/2023	23



## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2019	35747	3 364,94	3364,94	10/02/2023	23
2021	44944	7 965,39	7965,39	10/02/2023	23
2021	12868	16 055,65	16055,65	10/02/2023	23
2021	44395	4 816,00	4816,00	10/02/2023	23
2017	33504	500,00	500,00	04/05/2022	24
2015	4690	125,00	8,06	04/05/2022	24
2017	6106	365,04	0,01	04/05/2022	24
2018	17651	38,95	38,95	04/05/2022	24
2008	35353	8 473,74	1722,98	04/05/2022	24
2012	23001	2 560,77	2560,77	04/05/2022	24
2016	22086	242,06	242,06	04/05/2022	24
2016	22085	541,44	541,44	04/05/2022	24
2016	22252	602,76	602,76	04/05/2022	24
2018	8271	471,90	471,90	04/05/2022	24
2021	34378	11 682,09	11682,09	04/05/2022	24
2011	26014	689,52	38,92	04/05/2022	24
2016	18628	245,69	5,69	04/05/2022	24
2020	8915	183,78	0,01	04/05/2022	24
2020	14725	130,00	130,00	19/05/2022	25
2020	10980	130,00	130,00	19/05/2022	25
2017	17650	8 493,76	2073,44	10/02/2023	25
2018	6126	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	29788	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	34082	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	39055	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	44690	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	48487	130,00	130,00	19/05/2022	25
2018	11621	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	2616	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	5075	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	9463	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	15004	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	17048	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	23309	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	27876	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	28855	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	32892	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	39129	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	40863	130,00	130,00	19/05/2022	25
2019	46055	130,00	130,00	19/05/2022	25
2020	1488	130,00	130,00	19/05/2022	25
2020	7224	130,00	130,00	19/05/2022	25
2007	5154	659,47	100,00	10/02/2023	26
2007	7213	8 197,25	1701,78	19/05/2022	27
2009	17013	1610,10	1501,15	19/05/2022	27
2009	17014	97,95	91,21	19/05/2022	27
2015	22633	10 371,93	7084,33	19/05/2022	27

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2016	29570	4 566,57	4566,57	19/05/2022	27
2016	44009	1 072,07	1072,07	19/05/2022	27
2016	22245	1 335,75	1335,75	19/05/2022	27
2017	9912	559,84	559,84	19/05/2022	27
2019	35723	939,05	939,05	19/05/2022	27
2019	32483	4 210,86	4210,86	19/05/2022	27
2020	32729	4 740,00	4740,00	19/05/2022	27
2020	22456	15 800,00	15800,00	19/05/2022	27
2021	26576	19 357,17	19357,17	19/05/2022	27
2021	7238	9 256,91	9256,91	19/05/2022	27
2021	30831	24 880,64	24880,64	19/05/2022	27
2022	9627	4 976,00	4976,00	19/05/2022	27
2016	14644	6 898,91	1198,91	02/06/2022	30
2019	34954	98,10	0,01	02/06/2022	30
2019	33195	98,10	0,01	02/06/2022	30
2019	34935	98,10	0,01	02/06/2022	30
2019	34080	98,10	0,01	02/06/2022	30
2015	22766	1 601,40	1426,40	02/06/2022	30
2016	22248	21 363,53	21338,53	02/06/2022	30
2017	10459	913,03	863,03	02/06/2022	30
2018	8364	3 230,66	3230,66	02/06/2022	30
2019	4304	594,96	594,96	02/06/2022	30
2013	33809	2 675,28	102,02	30/06/2022	32
2016	44335	1 719,45	200,00	07/07/2022	34
2018	14218	6 531,90	6531,90	07/07/2022	34
2013	6121	10 316,16	10316,16	07/07/2022	34
2017	9767	300,00	300,00	07/07/2022	34
2017	37108	527,84	527,84	07/07/2022	34
2021	11855	10 193,53	10193,53	07/07/2022	34
2012	20639	3 484,90	3484,90	07/07/2022	34
2015	18894	500,00	50,00	07/07/2022	34
2015	40425	4 103,07	3287,57	07/07/2022	34
2017	42643	3 692,73	3692,73	07/07/2022	34
2019	11824	1 717,00	1717,00	07/07/2022	34
2020	22418	12 436,44	12436,44	07/07/2022	34
2012	26108	4 472,49	0,50	07/07/2022	34
2017	13950	100,00	100,00	07/07/2022	35
2017	13949	100,00	100,00	07/07/2022	35
2017	6618	75,00	75,00	07/07/2022	35
2017	6620	75,00	75,00	07/07/2022	35
2011	18393	434,00	434,00	07/07/2022	35
2011	25705	320,00	320,00	07/07/2022	35
2011	13227	480,00	438,09	07/07/2022	35
2011	25706	30,00	30,00	07/07/2022	35
2012	29423	90,00	7,64	07/07/2022	35
2012	5684	90,00	90,00	07/07/2022	35
2012	10141	60,00	60,00	07/07/2022	35

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2012	19219	120,00	120,00	07/07/2022	35
2015	17952	180,00	81,33	07/07/2022	35
2015	17953	360,00	162,67	07/07/2022	35
2008	15423	467,16	51,62	07/07/2022	35
2015	40407	1 150,87	1486,00	07/07/2022	35
2017	10077	876,46	876,46	07/07/2022	35
2017	32268	2 809,23	2809,23	07/07/2022	35
2019	4099	1 867,53	1867,53	07/07/2022	35
2021	12701	2 116,84	2116,84	07/07/2022	35
2015	32231	2 052,01	2052,01	07/07/2022	36
2019	11714	651,69	0,09	07/07/2022	36
2005	25855	2 444,64	2444,64	07/07/2022	36
2005	21236	2 475,32	2475,32	07/07/2022	36
2006	33715	2 534,40	2534,40	07/07/2022	36
2006	26223	2 490,16	2490,16	07/07/2022	36
2006	17295	2 490,16	2490,16	07/07/2022	36
2006	9861	2 456,10	2456,10	07/07/2022	36
2007	8659	2 556,97	2556,97	07/07/2022	36
2016	29111	287,07	287,07	07/07/2022	36
2016	29113	1 489,94	1489,94	07/07/2022	36
2016	39811	534,46	534,46	07/07/2022	36
2016	34308	3 563,10	3543,87	07/07/2022	36
2018	31600	457,18	457,18	07/07/2022	36
2018	41115	1 570,84	1570,84	07/07/2022	36
2020	22803	21 451,05	21301,05	07/07/2022	36
2015	40301	751,76	0,50	07/07/2022	36
2017	33641	323,89	0,01	07/07/2022	36
2022	7531	100,00	3,57	07/07/2022	37
2011	4752	365,24	365,24	07/07/2022	37
2016	8794	23 196,00	3836,00	07/07/2022	37
2012	18511	474,60	19,62	07/07/2022	37
2015	9076	146,22	121,32	07/07/2022	37
2018	33535	56,53	12,77	07/07/2022	37
2018	30472	15,00	15,00	07/07/2022	37
2018	9855	100,00	0,05	07/07/2022	37
2022	7313	120,00	4,29	07/07/2022	37
2022	8083	30,00	1,07	07/07/2022	37
2007	17494	400,00	400,00	07/07/2022	37
2007	17493	760,00	760,00	07/07/2022	37
2011	4905	650,00	650,00	07/07/2022	37
2013	34983	209,25	70,20	07/07/2022	37
2015	32276	5 511,46	4558,26	07/07/2022	37
2016	41005	890,58	890,58	07/07/2022	37
2016	41073	854,44	854,44	07/07/2022	37
2017	42689	1 473,52	1473,52	07/07/2022	37
2017	37664	1 384,70	1384,70	07/07/2022	37
2017	9781	300,00	20,00	07/07/2022	37

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2017	41729	100,00	67,00	07/07/2022	38
2017	18481	84,00	0,01	07/07/2022	38
2007	4962	4 885,26	2190,02	07/07/2022	38
2013	33594	8 415,20	0,20	07/07/2022	38
2016	40398	1 020,00	1020,00	07/07/2022	38
2017	38692	1 500,00	1499,98	07/07/2022	38
2017	38791	1 500,00	1500,00	07/07/2022	38
2017	10412	304,15	27,68	07/07/2022	38
2018	25105	1 500,00	1500,00	07/07/2022	38
2012	29540	4 672,39	115,04	13/08/2021	45
2012	29601	1 665,95	1362,96	13/08/2021	45
2017	38433	120,00	120,00	13/08/2021	45
2019	32446	869,64	869,64	13/08/2021	45
2020	5656	4 440,00	4440,00	13/08/2021	45
2020	701	14 802,75	14802,75	13/08/2021	45
2018	317	60,00	60,00	13/08/2021	45
2017	37225	35 643,90	5940,65	06/08/2021	46
2013	14969	4 039,11	3289,11	06/08/2021	46
2009	11147	629,61	611,98	06/08/2021	46
2009	11146	5 792,98	5631,03	06/08/2021	46
2012	11829	1 500,00	1500,00	06/08/2021	46
2015	32284	19 306,73	19285,97	06/08/2021	46
2015	31844	1 600,28	1598,56	06/08/2021	46
2016	29085	14 375,30	14088,57	06/08/2021	46
2016	18521	14 673,86	13954,90	06/08/2021	46
2016	18523	2 165,39	2059,35	06/08/2021	46
2016	29677	540,25	540,25	06/08/2021	46
2017	42604	16 441,42	16441,42	06/08/2021	46
2018	31764	2 646,27	2646,27	06/08/2021	46
2018	31811	10 086,93	10086,93	06/08/2021	46
2018	8651	2 466,21	2466,21	06/08/2021	46
2019	40040	258,82	258,82	06/08/2021	46
2020	9261	5 712,00	5712,00	06/08/2021	46
2007	22734	5 444,85	20,00	06/08/2021	47
2018	35712	302,00	252,00	06/08/2021	47
2015	18201	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18221	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18262	125,00	0,49	06/08/2021	47
2015	18283	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18590	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18631	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18521	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18530	125,00	0,59	06/08/2021	47
2015	21659	125,00	0,39	06/08/2021	47
2015	25182	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	29483	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	32808	125,00	0,60	06/08/2021	47

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2015	18676	125,00	0,62	06/08/2021	47
2015	18674	125,00	0,63	06/08/2021	47
2015	18579	125,00	0,24	06/08/2021	47
2019	319	600,00	557,52	06/08/2021	47
2020	5534	152,00	152,00	06/08/2021	47
2011	21219	3 271,73	0,13	09/08/2021	48
2016	14679	9 345,52	0,09	09/08/2021	48
2017	14513	1 409,44	789,44	09/08/2021	48
2016	40929	1 005,91	1005,91	09/08/2021	48
2017	33041	11 149,17	10936,17	09/08/2021	48
2017	38986	1 500,00	1488,69	09/08/2021	48
2018	14251	13 328,65	13328,65	09/08/2021	48
2018	31882	51,00	0,58	09/08/2021	48
2019	11738	410,67	0,01	09/08/2021	48
2018	31710	334,37	13,37	09/08/2021	48
2019	20169	2 369,54	0,01	09/08/2021	48
2020	8846	492,57	0,40	09/08/2021	48
2009	2540	3 185,25	482,75	09/08/2021	49
2013	17042	12 400,75	9981,14	09/08/2021	49
2013	16381	8 891,90	6900,51	09/08/2021	49
2016	18551	212,50	212,50	09/08/2021	49
2017	37035	13 959,26	7976,66	09/08/2021	49
2017	38061	807,56	807,56	09/08/2021	49
2017	21675	1 916,55	1916,55	09/08/2021	49
2009	17301	10 624,91	10019,03	09/08/2021	49
2017	21663	939,62	939,62	09/08/2021	49
2017	21664	1 364,45	74,90	09/08/2021	49
2017	14583	2 508,06	2508,06	09/08/2021	49
2018	41256	3 604,00	3604,00	09/08/2021	49
2018	31482	11 948,50	11948,50	09/08/2021	49
2019	20171	804,74	804,74	09/08/2021	49
2020	22451	5 676,63	5676,63	09/08/2021	49
2017	38337	50,00	10,00	09/08/2021	49
2016	29127	3 463,92	1584,23	09/08/2021	50
2017	10090	542,00	472,47	09/08/2021	50
2019	23658	735,48	735,48	09/08/2021	50
2021	12873	200,13	200,13	09/08/2021	50
2015	14729	1 214,81	1179,39	09/08/2021	50
2019	11804	2 985,00	2985,00	09/08/2021	50
2018	36541	1 000,00	1000,00	09/08/2021	50
2006	7721	2 994,80	2994,80	07/09/2021	52
2008	2951	22 234,73	21935,93	07/09/2021	52
2009	8295	8 843,90	8336,14	07/09/2021	52
2012	20682	725,67	725,67	07/09/2021	52
2012	18101	1 962,92	1962,92	07/09/2021	52
2015	40547	1 859,84	1859,84	07/09/2021	52
2019	8961	5 506,48	5506,48	07/09/2021	52

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2016	32602	9 618,02	9618,02	07/09/2021	53
2014	12948	12 439,41	12284,65	07/09/2021	53
2016	44263	492,63	492,63	07/09/2021	53
2016	29189	7 908,17	7908,17	07/09/2021	53
2016	29358	12 161,83	12161,83	07/09/2021	53
2008	7118	120,00	120,00	07/09/2021	53
2016	11007	300,00	300,00	20/09/2021	54
2020	22578	17 277,69	17277,69	20/09/2021	54
2020	32718	5 183,00	4835,36	20/09/2021	54
2014	41790	245,83	68,25	20/09/2021	54
2012	17917	1 493,51	1157,51	20/09/2021	55
2013	35000	2 111,63	2111,63	20/09/2021	55
2017	38753	1 500,00	1500,00	20/09/2021	56
2017	33606	638,98	638,98	20/09/2021	56
2017	27480	100,00	100,00	20/09/2021	56
2016	33745	90,17	90,17	20/09/2021	56
2005	8016	3 385,32	3385,32	20/09/2021	57
2011	27531	984,30	55,80	20/09/2021	57
2011	27530	404,91	22,96	20/09/2021	57
2004	20056	493,34	493,34	20/09/2021	57
2004	23851	600,00	600,00	20/09/2021	57
2005	12941	235,01	235,01	20/09/2021	57
2005	12790	331,48	279,73	20/09/2021	57
2005	358	302,00	302,00	20/09/2021	57
2005	9433	394,68	325,69	20/09/2021	57
2005	6005	427,63	427,63	20/09/2021	57
2005	10543	613,96	613,96	20/09/2021	57
2005	80	765,00	765,00	20/09/2021	57
2005	7803	785,61	785,61	20/09/2021	57
2005	13107	822,92	822,92	20/09/2021	57
2005	10540	1 358,69	1358,69	20/09/2021	57
2017	6018	752,00	752,00	20/09/2021	57
2005	6702	526,53	526,53	20/09/2021	57
2009	21127	1 444,66	312,83	21/09/2021	58
2004	9726	528,65	528,65	21/09/2021	58
2008	8373	866,33	866,33	21/09/2021	58
2011	4819	404,88	356,88	21/09/2021	58
2016	44044	461,72	461,72	21/09/2021	58
2017	18516	1 627,03	203,38	21/09/2021	58
2017	37702	359,36	359,36	21/09/2021	58
2018	14401	2452,01	52,01	21/09/2021	58
2018	31684	6 959,96	6959,96	21/09/2021	58
2019	41973	80,00	80,00	21/09/2021	60
2018	22474	80,00	19,60	21/09/2021	60
2018	30138	80,00	80,00	21/09/2021	60
2018	32634	80,00	80,00	21/09/2021	60
2018	39666	80,00	80,00	21/09/2021	60

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2018	26720	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	1814	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	6360	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	10319	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	14002	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	18263	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	23007	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	26993	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	28776	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	33743	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	38856	80,00	80,00	21/09/2021	60
2019	44652	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	1276	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	6605	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	12224	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	13510	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	21402	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	25447	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	28424	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	31913	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	35766	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	37927	80,00	80,00	21/09/2021	60
2020	40209	80,00	80,00	21/09/2021	60
2007	6765	1 744,67	755,08	01/10/2021	61
2007	24039	7 396,71	7396,71	01/10/2021	61
2008	25478	6 050,07	6050,07	01/10/2021	61
2008	22433	8 948,50	8948,50	01/10/2021	61
2009	30225	1 171,77	1171,77	01/10/2021	61
2011	4614	1 209,83	241,97	01/10/2021	61
2020	32355	97,86	97,86	01/10/2021	61
2020	32399	1 150,29	1150,29	01/10/2021	61
2005	13695	501,90	501,90	01/10/2021	61
2007	24040	303,29	303,29	01/10/2021	61
2005	15248	735,46	735,46	01/10/2021	61
2005	14640	367,73	367,73	01/10/2021	61
2005	15773	312,90	312,90	01/10/2021	61
2005	13701	684,99	508,50	01/10/2021	61
2010	4473	201,44	201,44	01/10/2021	61
2012	29578	1 403,78	1403,78	01/10/2021	61
2017	38919	1 500,00	1500,00	01/10/2021	61
2020	22185	679,00	679,00	01/10/2021	61
2019	10661	97,53	0,50	01/10/2021	61
2008	13544	1 112,35	1112,35	04/10/2021	63
2005	139	320,14	320,14	04/10/2021	63
2005	7530	494,01	421,76	04/10/2021	63
2004	9910	532,96	532,96	04/10/2021	63
2004	9852	643,55	643,55	04/10/2021	63

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2004	1723	700,00	700,00	04/10/2021	63
2004	11318	1 372,04	727,45	04/10/2021	63
2004	9662	828,66	828,66	04/10/2021	63
2004	11332	1 372,04	1372,04	04/10/2021	63
2004	26876	4 731,62	4731,62	04/10/2021	63
2005	344	464,85	464,85	04/10/2021	63
2005	1926	491,77	491,77	04/10/2021	63
2004	15551	788,61	788,61	04/10/2021	63
2014	38595	250,00	250,00	04/10/2021	64
2014	51805	250,00	250,00	04/10/2021	64
2014	48177	250,00	250,00	04/10/2021	64
2014	42981	250,00	250,00	04/10/2021	64
2014	36153	250,00	250,00	04/10/2021	64
2015	20897	250,00	137,10	04/10/2021	64
2015	222	250,00	250,00	04/10/2021	64
2015	4012	250,00	250,00	04/10/2021	64
2015	7993	250,00	250,00	04/10/2021	64
2015	17201	250,00	250,00	04/10/2021	64
2015	13535	250,00	250,00	04/10/2021	64
2004	782	750,00	750,00	04/10/2021	65
2004	6799	1 201,23	723,94	04/10/2021	65
2005	17317	417,88	417,88	04/10/2021	65
2005	15057	410,50	410,50	04/10/2021	65
2005	15056	679,56	507,01	04/10/2021	65
2015	39138	10 586,84	10586,84	04/10/2021	65
2017	38992	1 500,00	1500,00	04/10/2021	65
2021	12694	603,99	603,99	04/10/2021	66
2004	15037	313,41	313,41	04/10/2021	66
2004	11447	417,67	417,67	04/10/2021	66
2005	5887	312,94	312,94	04/10/2021	66
2005	6677	626,82	626,82	04/10/2021	66
2007	35586	1 502,34	1502,34	04/10/2021	66
2009	24726	225,00	108,62	04/10/2021	66
2009	21306	472,98	109,36	04/10/2021	66
2012	18330	2 226,57	2226,57	04/10/2021	66
2016	39832	300,00	150,00	04/10/2021	66
2016	39821	2 956,31	2956,31	04/10/2021	66
2019	24330	6 929,26	6929,26	04/10/2021	66
2019	24347	9 544,90	9544,90	04/10/2021	66
2014	53985	76,33	27,33	04/10/2021	66
2013	5831	278,31	278,31	30/03/2023	68
2014	41842	376,41	376,41	30/03/2023	68
2014	49398	4001,51	4001,51	30/03/2023	68
2017	10390	742,53	742,53	30/03/2023	68
2017	32320	5 232,88	5232,88	30/03/2023	68
2018	31781	5 184,62	5184,62	30/03/2023	68
2020	22442	1208,79	1208,79	30/03/2023	68



## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2021	26577	19 899,34	19899,34	30/03/2023	68
2021	11885	5 970,53	5970,53	30/03/2023	68
2016	34250	14 523,80	7885,88	20/09/2021	69
2013	13668	9 630,20	7562,45	30/12/2021	69
2015	40578	3 723,36	3723,36	30/12/2021	69
2015	40479	7 391,71	6591,71	30/12/2021	69
2017	37041	1 584,53	1584,53	30/12/2021	69
2017	36810	504,00	504,00	30/12/2021	69
2017	38786	1 500,00	1500,00	30/12/2021	69
2017	38880	1 500,00	1500,00	30/12/2021	69
2018	31715	402,69	402,69	30/12/2021	69
2018	31817	8 731,26	8731,26	30/12/2021	69
2018	31816	4 603,68	4603,68	30/12/2021	69
2020	22800	15 843,26	15843,26	30/12/2021	69
2021	715	4 752,00	4752,00	30/12/2021	69
2021	12848	6 650,62	6650,62	30/12/2021	69
2013	28152	3 182,41	3182,41	30/12/2021	70
2013	28306	5 387,37	5387,37	30/12/2021	70
2012	26094	18 187,36	9187,36	30/12/2021	70
2021	26500	343,00	343,00	30/12/2021	70
2006	15573	850,80	255,69	30/12/2021	70
2009	20185	305,72	305,72	30/12/2021	70
2017	38721	1 500,00	1500,00	30/12/2021	70
2017	38763	1 500,00	1500,00	30/12/2021	70
2017	38784	1 500,00	1500,00	30/12/2021	70
2017	38074	8 958,19	8958,19	30/12/2021	70
2018	17558	10 442,79	10442,79	30/12/2021	70
2018	14415	1 767,30	1767,30	30/12/2021	70
2019	7936	6 465,28	5865,28	30/12/2021	70
2019	24367	2 856,07	2856,07	30/12/2021	70
2020	22571	11 592,79	11592,79	30/12/2021	70
2020	32716	2 318,00	2318,00	30/12/2021	70
2005	8684	31 925,50	28830,60	30/12/2021	72
2011	2541	332,37	332,37	30/12/2021	72
2017	33094	470,95	470,95	30/12/2021	72
2017	32751	647,46	647,46	30/12/2021	72
2005	389	682,07	682,07	30/12/2021	72
2005	390	341,03	341,03	30/12/2021	72
2016	30271	2 144,87	2144,87	30/12/2021	72
2017	32416	1 296,80	1296,80	30/12/2021	72
2017	32750	201,99	201,99	30/12/2021	72
2017	32636	672,98	672,98	30/12/2021	72
2019	32424	2 271,10	2271,10	30/12/2021	72
2013	29410	450,00	450,00	30/12/2021	72
2013	18041	300,00	300,00	30/12/2021	72
2013	12703	90,00	90,00	30/12/2021	72
2014	7124	438,33	438,33	30/12/2021	72

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2014	12872	2 374,65	2374,65	30/12/2021	73
2015	5893	4 102,59	1842,50	30/12/2021	73
2004	7295	579,68	579,68	30/12/2021	73
2005	12850	2 206,38	2206,38	30/12/2021	73
2015	8968	2 721,06	1901,15	30/12/2021	73
2016	29261	20 416,14	20416,14	30/12/2021	73
2017	38720	1 500,00	1500,00	30/12/2021	73
2017	31895	144,02	144,02	30/12/2021	73
2017	10455	11 448,72	11448,72	30/12/2021	73
2017	33181	1 394,39	1394,39	30/12/2021	73
2018	31742	1 161,14	812,57	30/12/2021	73
2019	20316	1 500,00	1500,00	30/12/2021	73
2021	16391	4 809,00	4809,00	30/12/2021	73
2021	7565	16 033,56	16033,56	30/12/2021	73
2017	33541	20,00	20,00	30/12/2021	73
2017	25909	58,48	0,48	30/12/2021	73
2017	32494	635,52	635,52	30/12/2021	74
2005	17324	735,46	735,46	30/12/2021	74
2007	30082	794,01	794,01	30/12/2021	74
2017	37272	1 468,12	1468,12	30/12/2021	74
2017	37895	1 584,21	1584,21	30/12/2021	74
2019	35517	1 500,00	1500,00	30/12/2021	74
2021	11860	15 856,80	15856,80	30/12/2021	74
2015	46966	1 029,54	52,84	30/12/2021	75
2015	46966	1 029,54	50,91	30/12/2021	75
2015	46966	1 029,54	150,91	30/12/2021	75
2015	46966	1 029,54	150,90	30/12/2021	75
2021	7505	13 922,64	13922,64	30/12/2021	75
2004	11348	1 372,04	1372,04	30/12/2021	75
2007	20094	1 373,00	826,49	30/12/2021	75
2012	23124	12 179,50	12179,50	30/12/2021	75
2013	35188	6 731,09	6731,09	30/12/2021	75
2015	18071	878,78	878,78	30/12/2021	75
2016	18561	10 352,53	10352,53	30/12/2021	75
2017	14545	2 414,49	2414,49	30/12/2021	75
2018	31506	12 131,33	12131,33	30/12/2021	75
2019	8929	4 653,32	4653,32	30/12/2021	75
2017	12215	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	41143	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12873	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12925	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12926	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	13571	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12146	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12147	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12466	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12467	97,87	97,87	30/12/2021	76

## Annexe 5

CA 2022

Admissions en non-valeur Budget Principal

Exercice	Titre	Montant du titre	Non valeur proposée Payeur	Date Liste	Référence liste
2017	13071	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	13073	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	16631	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	19990	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	24325	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	25815	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	31561	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	34587	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	12216	97,87	97,87	30/12/2021	76
2017	11420	16,31	16,31	30/12/2021	76
2017	43035	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	5112	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	12009	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	14825	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	18392	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	23795	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	25372	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	28866	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	34086	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	39250	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	44000	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	48109	97,87	97,87	30/12/2021	77
2018	1288	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	26122	97,87	78,93	30/12/2021	77
2019	2441	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	7213	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	11087	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	14035	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	18927	97,87	97,87	30/12/2021	77
2019	22130	97,87	97,87	30/12/2021	77
	Totaux	2 765 443,90	2 278 871,42		

Session du conseil départemental du Nord du 26 juin 2023

**Compte administratif 2022 – Rapport n°DFCG/2023/209**

***Amendement du groupe écologiste Europe Ecologie Les Verts – Génération.s  
pour améliorer la transparence financière et le suivi des décisions prises  
par le conseil départemental du Nord  
présenté par Laurent Périn***

Ajouter à la page 1 de la délibération, après- la phrase “*Ce compte administratif en est la démonstration*”, le paragraphe suivant :

« L'assemblée délibérante connaîtra le calendrier prévisionnel d'exécution, par exercice budgétaire des engagements pris au titre des autorisations de programme et d'engagement. Lors des séances plénières dédiées aux votes du Budget Primitif et du Compte Administratif, une communication sera effectuée sur le calendrier prévisionnel d'exécution des autorisations de programme et des autorisations d'engagement. À ce titre, un document précisera la répartition prévisionnelle des crédits de paiement afférents aux autorisations de programme et d'engagement pour les prochains exercices budgétaires. »

**Exposé des motifs :**

Le groupe écologiste propose que les autorisations de programme et d'engagement soient systématiquement assorties d'un calendrier prévisionnel d'exécution.

Actuellement, aucune information n'est prévue sur les échéanciers de réalisation des autorisations de programme et d'engagement. Il est important de renforcer la vision pluriannuelle de l'articulation entre les autorisations et les crédits de paiement.

Pour mémoire, les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant un exercice budgétaire pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations correspondantes.

Aujourd'hui, lors des séances budgétaires, nous avons une visibilité des crédits de paiement uniquement sur ceux déjà payés et sur ceux de l'exercice.







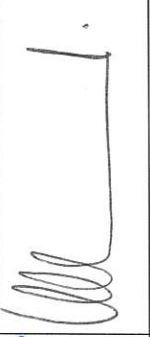
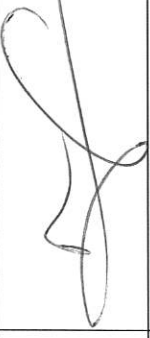
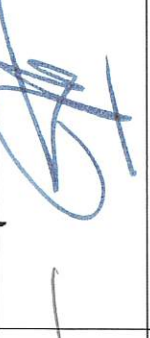
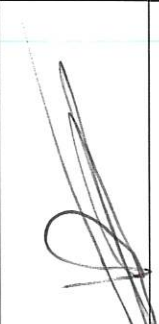



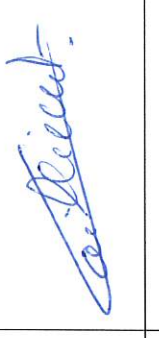


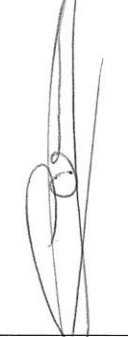


Pour le groupe écologiste, il est important que notre collectivité progresse sur ce sujet. Nous souhaitons une transparence financière afin que les élu.es puissent mieux expliquer l'action du Département du Nord auprès des citoyen.nes.

# ARRÊTÉ - SIGNATURES

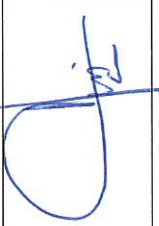


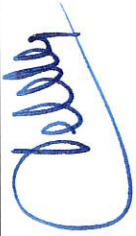

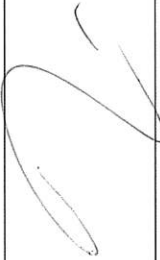



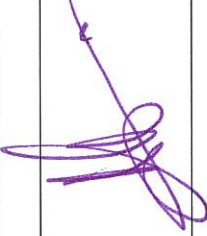

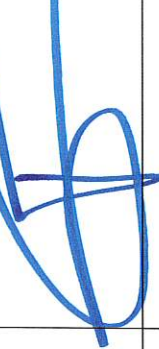

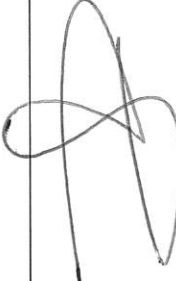


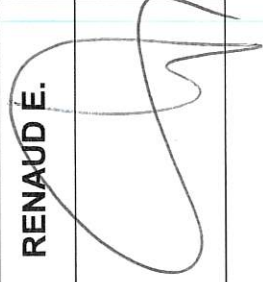



Présenté par le Président du Conseil Départemental






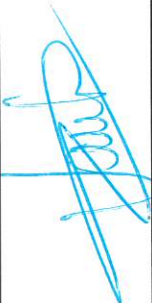

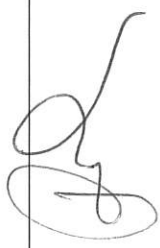
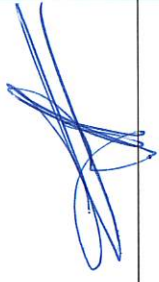
Délibéré par le Conseil Départemental

A Lille, le 26 juin 2023

ACHIBA S.	ARLABOSSE M.	BAILLEUL B.	BARTHOLOMEUS G.	BAUDOUX B.
				
BEAUCHAMP C.	BÉCUE D.	BELLEVAL V.	BERNARD P.M	BOCQUET S.
				
BOISSEAUX A.S	BRICOUT F.	BRIDOUX J.	CADART F.X	CAILLIERET B.
				
CAREMELLE O.	CAREMELLE Y.	CATHELAIN L.	CAUCHE R.	CHAMPAULT M.
				

CHOAIN I.		CHRISTOPHE P.	CIETERS M.	CLERC S.	COEVOET B.
CONSEIL V.		DECODTS C.	DEGALLIAIX L.	DELANNOY F.	DELRUE S.
DENYS A.		DEROEUX C.	DESCAMPS-MARQUILLY B.	DETAVERNIER J.L.	DEVOS C.
DIEUSAERT S.		DULIEU JC.	EVARD M.	FAHEM S.	FAUCHILLE L.
FERNANDEZ I		GOKEL J.	GRÉAUME M.	GUIZIOU M.	HIRAUX M.

HOUSSIN J.	JAMELIN S.	LABADENS S.	LEBLANC N.	LEDOUX V.
				
LEFEBVRE M.	LEPRETRE S.	LETARD V.	LUCAS M.	MANIER D.
	<i>excuse</i>			
MARTIN F.	MASSE E.	MIKOLAJCZAK A.	MONNET L.	PARMENTIER LECOCQ C.
				
PERIN L.	PICK M.A.	PLOUY M.	POIRET C.	QUATREBOEUF S. M.H.
				
RENAUD É.	RINGOT B.	ROUSSELLE M.P.	SANCHEZ C.	SANDRA M.
				

SCAVENNEC C.	SEELS F.	SEGUIN S.	SIEGLER N.	TONNERRE DESMET M.
				
VALOIS P.	VAN CAUWENBERGE A	VANPEENNE A.	VERFAILLIEJ.N.	WAYMEL P.
				
ZAWIEJA DENIZON I.	ZOUGGAGH K.			
				



**CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
**Réunion du 26 juin 2023**

OBJET : Compte administratif 2022 - budget principal

L'année 2022 a été la première de la nouvelle mandature, nous permettant de décliner notre projet de mandat et notre stratégie financière. Le contexte économique, social et géopolitique inédit que nous avons connu a cependant fortement impacté nos finances, dégradant sensiblement la situation financière, par rapport à l'année 2021, post-Covid, placée sous le signe de la reprise économique et de la vie.

En 2022, la hausse des prix à la consommation s'est élevée à 5,2%, contre 1,6% en 2021. Ce choc inflationniste a pu être en partie amorti par notre politique volontariste de retour à l'emploi des allocataires du RSA, le maintien de la dynamique des DMTO, ainsi que de nos recettes de fonctionnement, elles-mêmes en hausse de 1,6%.

Le budget primitif 2022 s'articulait autour de deux axes : ambition et responsabilité.

Notre responsabilité est celle de tout pouvoir public : être capable de maintenir le cap, en s'adaptant à la situation et en faisant les réformes nécessaires pour assurer un service public efficient. Elle nous a permis de limiter la hausse des dépenses de fonctionnement à 2,9%, et ce malgré l'inflation et la croissance soutenue des frais de personnel, du fait de décisions de l'Etat (Ségur, augmentation de 3,5% du point d'indice...).

Notre ambition est d'être là pour les Nordistes, sur l'ensemble des solidarités humaines et territoriales dont nous sommes les garants. Ce fut le cas, tant auprès des familles et des populations les plus fragiles qu'auprès des acteurs locaux, indispensables à l'aménagement et à l'attractivité du territoire.

Malgré le contexte évoqué, notre responsabilité nous a permis de nous donner les moyens de nos ambitions, par exemple avec le plan départemental pour l'Enfance, ou encore à travers notre politique soutenue d'investissement. La situation financière s'est certes dégradée, mais elle reste saine.

Ce compte administratif en est la démonstration.

Je propose au Conseil départemental :

- d'adopter, conformément à l'article L. 3312-5 du CGCT, le compte administratif du Département pour l'exercice 2022 tel qu'il est présenté dans le rapport (annexe 1) et tel qu'il figure dans la maquette (annexe 2) et les annexes à la présente délibération (annexe 3 ; annexe 4, annexe 5).

Le compte administratif 2022 a été arrêté, en mouvements réels (hors résultats antérieurs reportés), à 3 479 117 531,83 € en dépenses et à 3 635 334 493,77 € en recettes, dégagant un

excédent annuel de 156 216 961,94 € et un excédent net global de clôture de 239 998 753,13 € qui se décompose comme suit :

Résultat de fonctionnement de l'exercice	148 692 194,52 €
Résultat de fonctionnement des exercices antérieurs	173 635 299,21 €
<b>Résultat cumulé de fonctionnement</b>	<b>322 327 493,73 €</b>
Résultat d'investissement de l'exercice	7 524 767,42 €
Résultat d'investissement des exercices antérieurs	-89 853 508,02 €
<b>Résultat cumulé d'investissement</b>	<b>-82 328 740,60 €</b>
Résultat net final	239 998 753,13 €

- d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal 322 327 493,73 € au budget supplémentaire 2023 :
  - à la couverture du déficit d'investissement pour 82 328 740,60 € ;
  - à la section de fonctionnement pour le solde, soit 239 998 753,13 €.
- d'admettre en non-valeur les titres tels que présentés en annexe 5 pour un montant de 2 278 871,42 €.

Christian POIRET  
Président du Département du Nord